**INTER-ACTION**

**Développement durable**

|  |
| --- |
| Migrations & Développement au Maroc  **Bilan du Plan d’Action Concerté Taroudannt (PACT)**  **2001-2011**  **Perspectives 2012-2020**  **(document provisoire, en vue du**  **Forum de Taroudannt des 17-18 et 19 mai 2012)** |

**Jean-Marie Collombon**

**Avril 2012**

**SOMMAIRE**

INTRODUCTION 4

SIGLES ET ABREVIATIONS 5

PREFACE 7

I – SURVOL HISTORIQUE 11

I - Une initiative d’émigrés marocains en France 12

1 – Une démarche de codéveloppement avant la lettre 12

1 - Une initiative originale de travailleurs migrants 12

2 - Un monde rural marocain abandonné, des terres d’émigration 12

3 - Les premiers investissements en infrastructures 12

4 - L’appui à des associations locales qui se multiplient 13

5 - La montée en puissance des Communes rurales 14

2 – Le tournant de l’an 2000 15

1 - La « conscientisation » des Associations villageoises 15

2 - Les rivalités entre Communes rurales et associations locales 15

3 - La découverte des bienfaits de la synergie entre acteurs locaux 16

4 - Quand le rural est enfin vu comme producteur de richesses 17

5 - L’émergence des entrepreneurs ruraux de l’économie sociale 17

6 - L’articulation entre tourisme rural et produits de terroir 18

7 - Le nécessaire renforcement partenarial et l’ouverture internationale 19

8 - La claire orientation vers l’économie sociale et solidaire 19

3 – Une nouvelle dimension à gérer 20

1 - Des responsabilités nouvelles dans le mouvement associatif marocain 20

2 - Une démarche encore plus intégrée de développement territorial 21

3 - Une politique et une stratégie d’innovation sociale 22

4 – L’objectif, devenu central, de la diffusion de l’expérience 22

II – Une association avec des moyens croissants 23

1 – Moyens humains 23

2 – Evolution du budget et de sa composition 23

3 – Répartition des charges d’exploitation 25

4 – Plus de 6,5 millions d’€ injectés dans le territoire d’intervention 26

II – BILAN DES REALISATIONS 27

I – Amélioration des infrastructures 28

1 – L’électrification rurale décentralisée, premiers investissements locaux 28

2 – L’accès à l’eau potable, une grande priorité 30

3 – Des réseaux pionniers d’assainissement villageois 32

4 – Des barrages collinaires pour alimenter les nappes phréatiques 35

II – Développement des activités génératrices de revenus 38

1 – La révolution des périmètres irrigués 39

2 – Des prix tirés vers le haut par les coopératives 41

3 – Le safran, une filière en expansion 44

4 – L’oléiculture, une filière importante 49

5 – L’argan, une filière au bénéfice des organisations de femmes 53

6 – Des activités nouvelles dans le tourisme rural solidaire 55

III – Appui à la gouvernance locale 61

IV – Amélioration de l’environnement 64

V - Education au développement, échanges, renforcement des capacités 68

1. Les Ecoles Non Formelles (ENF) 68

2. La lutte contre le travail des enfants 69

3. Les chantiers d’échanges de jeunes 70

4. Les démarches innovantes de renforcement des capacités 75

VI – Genre et développement 79

1. Les foyers féminins 80

2. Les coopératives féminines 81

VII – Accès aux droits des retraités 84

VIII – Renforcement de la société civile 86

1 – L’appui aux Associations villageoises 86

2 – L’appui aux collectivités locales 89

III – LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE 95

I – Les principes méthodologiques 96

2 – La mise en application des principes 99

3 – Exemples de démarches méthodologiques 101

IV – Les limites 104

V - En synthèse 106

IV – APPRECIATION GLOBALE 108

I - Le tournant réussi de 2001 109

II – Principaux points positifs 109

III – Difficultés et limites 114

V – PERSPECTIVES 2020 120

I – La zone d’intervention 121

1 - Une des zones les plus pauvres du Maroc 121

II – Eléments de diagnostic stratégique 122

Forces 122

Faiblesses 123

Opportunités 123

Menaces 124

III - Stratégie d’intervention 124

1- Une stratégie évolutive 124

2 - Les nouveaux défis à relever 125

IV – Axes stratégiques 126

V - Objectifs 126

VI – EBAUCHE DE PLAN D’ACTION CONCERTE 128

2012-2020 128

Composante 1 : Renforcement de la gouvernance des collectivités 129

Composante 2 – Renforcement des capacités 130

Composante 3 : Développement des filières agricoles 131

Composante 4 – Développement du tourisme rural 132

Composante 5 – Développement des activités économiques des femmes 133

Composante 6 – Amélioration de l’accès à l’eau potable et à l’assainissement 133

Composante 7 – Préservation de l’environnement, utilisation des technologies appropriées 134

Composante 8 – Renforcement des organisations de migrants 135

Composante 9 – Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques 136

## INTRODUCTION

En 1999, l’association Migrations & Développement (M&D), créée 12 ans plus tôt, a lancé, à la demande de l’Union Européenne, un appel d’offre pour l’évaluation de son action dans la province de Taroudannt, région Souss Massa Drâa au Maroc.

Le GRET a gagné cet appel d’offre et nous avons eu, avec *Philippe Claessens* et l’équipe de M&D, la chance de pouvoir réaliser cette étude dénommée *« Evaluation et Capitalisation des Initiatives Locales de la province de Taroudannt (ECIL)».*

Cette étude-action allait durer un an et mobiliser des dizaines de personnes, des agents de l’Administration, des responsables des Associations villageoises, des élus des Communes rurales. Peu à peu, se profilait l’idée, après la phase Bilan, de proposer la mise en place d’une démarche coordonnée associant les divers groupes d’acteurs locaux. Cela allait aboutir à la formulation du *« Plan d’Action Concerté Taroudannt 2010 (PACT)».*

Ce Plan d’Action a été présenté en novembre 2000 à Agadir à une assemblée de 360 acteurs locaux de la province de Taroudannt et de la région Souss Massa Drâa, qui avaient tous, à des degrés divers, été associés au processus évaluatif et à l’élaboration du Plan.

Le Wali de la région Souss Massa Drâa et le directeur de Migrations & Développement paraphaient, à cette occasion, la première. *« Charte de développement durable »* du Maroc.

C’est courant 2001 que les premières inflexions de l’action de M&D ont commencé à se traduire sur le terrain. Progressivement, avec difficulté, mais persévérance, M&D commençait à mettre en œuvre le Plan d’Action Concerté.

**2011** - Dix ans plus tard, l’association m’a demandé de réaliser un exercice de capitalisation de cette démarche et de bilan des 10 années du PACT. Il n’est pas si fréquent d’avoir la chance de vérifier, une décennie après, si les hypothèses formulées à l’époque, les réorientations, les réorganisations, étaient pertinentes. L’enjeu est de mesurer les résultats, d’apprécier les méthodes, de tirer, autant que possible, quelques leçons de cette décennie placée sous le triple signe d’un développement partenarial, participatif et solidaire.

Mais l’enjeu est aussi de refaire en partie l’exercice de l’an 2000 afin de préparer un nouveau Plan d’Action Concerté à l’horizon 2020, *le « PACT 2020 ».*

Même si je n’ai jamais cessé, depuis 10 ans, de suivre de plus ou moins près, selon les périodes, les actions de M&D et son évolution, cet exercice m’a permis de me replonger dans le quotidien de l’association. Comme à chaque fois, j’ai apprécié son dynamisme, sa motivation, sa capacité à innover, son rôle de promoteur, sa fonction d’animateur, en bref son rôle complexe, difficile, souvent ingrat, de contributeur à l’avènement d’un monde plus juste et plus solidaire.

Qu’il me soit permis, pour terminer cette brève introduction, de remercier tous ceux qui ont contribué à ce travail, tout particulièrement les administrateurs, la direction et les salariés de M&D, mais aussi les bénévoles qui donnent de leur temps pour donner du sens à cette belle aventure.

Nous devrons maintenant, collectivement, mettre en œuvre le nouveau PACT, afin de repartir sur de bonnes bases pour la prochaine décennie.

**JMC**

## SIGLES ET ABREVIATIONS

ACI Aroma Concept International

ACSE Agence pour la Cohésion Sociale et l’Egalité des chances

ADS Agence de Développement Social

AEP Adduction d’Eau Potable

AFD Agence Française de Développement

AG Assemblée Générale

AGR Activités Génératrices de Revenus

AHP Alpes de Haute Provence

ATES Association du Tourisme Equitable et Solidaire

ATES Association pour un Tourisme Equitable et Solidaire

AV Associations villageoises

BOT Bureau d’Orientation Touristique

BTP Bâtiments et Travaux Publics

CA Chiffre d’Affaire

CFA Centre de Formation des Apprentis

CNEARC Centre National d’Etudes d’Agronomie des Régions Chaudes

CNSS Caisse Nationale de Sécurité Sociale

CORIAM Codéveloppement Rural Intégré dans l’Anti-Atlas Marocain

CR Commune Rurale

CRSMD Conseil Régional Souss Massa Drâa

CTM Centro Tercio Mondo

Dh Dirham

ECIL Evaluation et Capitalisation des Initiatives Locales

ECOCERT Organisme de Contrôle et de Certification

ECOPTER Ecole Opérationnelle des Produits de Terroir

EDF Electricité de France

EPAE Eau Potable et Assainissement Environnemental

ESD Enracinement Sans Déracinement

ESS Economie Sociale et Solidaire

FAO Food and Agricultural Organization

FFRP Fédération Française de Randonnée Pédestre

FIL Fédération des Initiatives Locales

FORIM Forum des Organisations de Solidarité Internationale Issues de la Migration

GERES Groupe Energies Renouvelables, Environnement et Solidarité

GIEEC Groupe Inter Gouvernemental d’Etude sur l’Evolution du Climat

GRET Groupe de Recherche et d’Echanges Technologiques

GTZ Gesellschaft für Technische Zusamenarbeit

IAM Institut Agronomique Méditerranéen

IAV-H2 Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II

INDH Initiative Nationale de Développement Humain

INRA Institut National de la Recherche Agronomique

MAEE Ministère des Affaires Etrangères et Européennes

MD Migrations et Développement

MIIINDS Ministère de l’immigration, de l’Intégration, de l’Identité Nationale et du Développement Solidaire

MRE Marocains Résidant à l’Etranger

ODECO Office de Développement de la Coopération

OFPPT Office de Formation Professionnelle et de la Promotion de l’Emploi

OIT Organisation Internationale du Travail

ONE Office National de l’Electricité

ONEP Office National de l’Eau Potable

ONG Organisation Non Gouvernementale

ORMVAO Office Régional de Mise en Valeur Agricole de Ouarzazate

PACA Provence Alpes Côte d’Azur

PACT Plan d’Action Concerté Taroudannt

PCM Programme Concerté Maroc

PCM Programme Concerté Maroc

PGAM Programme Global d’Appui Maroc

PRAOSIM Programme régional d’Appui aux Organisations de Solidarité Issues des Migrations

PS Eau Programme Solidarité Eau

PSE Programmation Suivi Evaluation

SDOQ Signe Distinctif d’Origine et de Qualité

TFD Tourism For development

TRS Tourisme Rural Solidaire

TRS Tourisme Rural Solidaire

UE Union Européenne

UNESCO Organisation des Nations Unies pour l’Education et la Culture

## PREFACE

**Jacques Ould Aoudia,** Président[[1]](#footnote-1)

L’intervention des migrants dans le développement de leur pays d’origine est une pratique sociale très diverse, ancienne et universelle. « Migrations & Développement » (M&D), association non gouvernementale créée en 1986 par des migrants marocains travaillant en France, participe de cette pratique sociale. Ouverte aux non migrants, M&D est une organisation enracinée dans son territoire, la région montagneuse du Souss Massa Draâ. Suivant une démarche participative, elle intervient maintenant dans toutes les dimensions du développement rural : infrastructures villageoises, économie, gouvernance locale. L’association ainsi a formalisé une pratique sociale basée sur la solidarité. Organisation transnationale, elle vise à renforcer les liens entre le pays d’accueil et le pays d’origine en soutenant la formation d’associations de migrants et en multipliant les échanges de jeunes et d’acteurs du développement local.

**UNE PRATIQUE SOCIALE TRES DIVERSE**

**QUI PEUT ETRE SOUTENUE PAR DES POLITIQUES PUBLIQUES**

L’intervention des migrants dans le développement de leur pays, de leur région d’origine, est avant tout *une pratique sociale* basée sur le maintien des liens de *solidarité* par-delà des mers. C’est une pratique ancienne : au XIX° siècle, les libanais de la diaspora finançaient l’imam ou le curé pour faire la classe aux enfants de leur village d’origine.

L’intervention des migrants dans le développement ne peut être ainsi confondue avec les politiques publiques qui peuvent la soutenir : par essence, les actions des migrants pour le développement de leur région d’origine sont à l’initiative des migrants. Ces actions sont aussi *diverses* qu’il y a de migrations : envois de fonds à la famille, investissement individuel dans l’achat d’une maison ou dans des activités économiques, mais aussi transferts de fonds vers des projets collectifs, portés par des groupements formels (associations) ou informels de migrants. Ils peuvent être ponctuels et sans prolongement (achat d’une ambulance pour le village d’origine). Ils peuvent se structurer sur le long terme, passant souvent d’actions de type humanitaire (envoi de vêtements, de fournitures scolaires) à des actions de développement (financement d’équipements collectifs). Ces projets peuvent porter sur le financement d’infrastructures, mais aussi sur le soutien à des activités économiques.

Ces actions des migrants pour le développement ont aussi un versant *intégration* dans le pays d’accueil : elles participent à la reconnaissance des immigrées dans leur prise de responsabilité pour le développement de leur pays d’origine. Souvent, elles mêlent nationaux et migrants dans des actions de solidarité internationale. Ceci est particulièrement vrai pour les jeunes issus des migrations, au côté de jeunes nationaux, qui cherchent de nouvelles formes de solidarité internationale vers les pays du Sud. Les Collectivités locales, au travers d’actions de coopération, peuvent s’appuyer sur les associations de migrants présentes sur leur territoire pour s’engager dans des projets de développement qui fassent sens ici et là-bas. Toutes ces actions procèdent ainsi au rapprochement des sociétés du Nord et du Sud au travers d’opérations de coopération concrètes, mobilisant avec les migrants des larges pans des populations des deux pays concernés.

Les *politiques publiques* peuvent soutenir ces interventions de migrants pour le développement, à de multiples niveaux, national et local. Elles nécessitent de construire, sur le long terme, des relations de *confiance* entre institutions publiques et associations de migrants[[2]](#footnote-2).

L’action de l’association non gouvernementale « *Migrations & Développement* », menée par des migrants marocains vivant en France, s’inscrit dans cette démarche. Elle est parvenue à une *formalisation* de cette pratique sociale par la professionnalisation de son activité. Le *soutien* qui lui est apporté par les institutions françaises et marocaines est une illustration de politiques publiques de pays d’accueil et d’origine articulées venant renforcer l’implication des migrants dans le développement de leur pays d’origine.

**MIGRATIONS & DEVELOPPEMENT  ŒUVRE DEPUIS 25 ANS**

**AU DEVELOPPEMENT DE LA REGION**

**ET AUX ECHANGES ENTRE NORD ET SUD DE LA MEDITERRANEE**

L’association « Migrations & Développement » (M&D) a été créée en 1986 par des migrants marocains vivant en France. Originaires des régions de l’Atlas et de l’Anti-Atlas, ces jeunes hommes – ne parlant pas le français à leur arrivée, avec un niveau d’instruction faible – travaillaient dans la sidérurgie dans le Sud de la France. A la fermeture de leur usine et sous l’impulsion de l’un d’entre eux, Jamal Lahoussaine, ils se sont organisés autour du projet de lancer des actions concrètes de développement dans leurs villages d’origine[[3]](#footnote-3).

**Une région d’origine pauvre et affectée par la sécheresse**

La région de montagne du Moyen Atlas et de l’Anti-Atlas, grande comme 2,5 fois la Belgique, est une zone pauvre, jusque-là délaissée par les autorités : pas d’électricité, peu de routes, d’écoles, de réseaux d’adduction d’eau, de structures de santé publique, elle a été marquée par une très forte émigration. Dans les années 1960, les autorités marocaines ont signé des accords migratoires avec certains pays européens pour répondre à leur demande de main-d’œuvre. D’importants recrutements de travailleurs de cette région montagneuse du Maroc, ont été opérés pour les secteurs industriels et miniers français et belges[[4]](#footnote-4). À ces facteurs d’attraction (*pull*), se sont ajoutés des facteurs de départ (*push*) : une grave sécheresse récurrente affecte la région depuis le milieu des années 1970, provoquant un fort exode rural vers les villes du Maroc (85 %) et vers l’Europe.

Lorsque, au milieu des années 1980, M&D a commencé son activité, il s’agissait d’organiser, sur un mode informel, des collectes de fonds auprès d’immigrés établis en France et d’investir ces fonds dans des infrastructures villageoises (électrification et petite hydraulique) puis dans la santé et l’éducation.

**Une association ouverte, qui se professionnalise**

**et élargit ses sources de financement**

Association de droit français bénéficiant d’un Accord de siège[[5]](#footnote-5) avec le Maroc, M&D s’est ouverte à tous ceux qui voulaient soutenir son action. Des ingénieurs bénévoles français ont ainsi apporté leurs compétences techniques et aidé à établir des liens entre l’ONG et la société civile française ainsi qu’avec les institutions publiques. Ces liens se sont consolidés et élargis au gré des nouveaux domaines d’intervention de M&D. L’association, portée par son objectif de développement, cherche en permanence à s’adapter pour répondre aux nouvelles attentes et, se faisant, progressivement, s’est professionnalisée et a recruté des salariés en France et au Maroc.

Aux envois de fonds des migrants, se sont progressivement ajoutés ceux de bailleurs du Nord (ministères français, Agence française de développement [AFD], fonds européens, fondations privées, collectivités locales, ainsi que des fonds multilatéraux – FAO, Unicef) et du Maroc (ministères du Développement social, de l’Agriculture, de l’Intérieur, de l’Education Nationale, Agence de développement social [ADS], Régions, Provinces, Communes rurales). Du côté des migrants, M&D a élargi son audience, en recrutant d’une part des migrants solidement installés dans la société française (commerçants, entrepreneurs) originaires de l’Atlas et de l’Anti-Atlas, et des jeunes issus de la migration marocaine.

**Des infrastructures aux activités économiques**

**puis à la gouvernance locale**

L’action de M&D a évolué par étapes. Elle est aujourd’hui entrée dans une troisième phase :

1. Pendant ses 15 premières années d’existence, M&D a impulsé des projets d’infrastructures villageoises choisies par les villageois et les migrants. Les premières demandes des villageois ont porté sur l’amélioration des *conditions de vie (électricité, eau, santé, écoles et goudron)*.

2. Mais très vite, c’est également le *niveau de vie* qu’il s’est agi d’augmenter. Au tournant des années 2000, M&D a lancé une large enquête-participative impliquant tous les acteurs locaux de la région du Souss Massa Draâ (Associations Villageoises, migrants, Communes rurales, administrations locales, opérateurs nationaux d’électricité et d’eau potable, universitaires), pour effectuer un diagnostic approfondi des ressources potentielles du territoire afin de développer les activités économiques.

3. Alors, le niveau du village s’est révélé trop étroit pour aborder ces questions. A la faveur du lancement des Plans Communaux de Développement (PCD) en 2009 décidé par le Roi sur tout le territoire marocain, M&D s’est lancée dans le soutien aux Communes rurales[[6]](#footnote-6) qui l’ont sollicitée pour une élaboration participative de ces PCD, en apportant ses principes d’action dans l’action sur la gouvernance locale.

La *formation* à tous les niveaux des élus et acteurs locaux, des migrants, des jeunes est au cœur des interventions de M&D

M&D est ainsi une ONG de développement totalement liée à un *territoire* – celui des migrants qui l’animent –, où elle a vocation à intervenir sur l’ensemble des dimensions du développement rural pour offrir aux jeunes une *alternative à la migration*, pour renforcer *l’attractivité du territoire* d’abord pour sa population elle-même.

**Une intervention solidement appuyée sur des principes**

Progressivement, toujours à partir d’une démarche empirique, M&D a structuré une méthode d’intervention sur le territoire d’origine des migrants fondée sur trois principes d’action:

* *Une démarche participative* : ce sont les villageois et les migrants qui définissent les priorités et qui financent une partie des réalisations. Ils se constituent en « Association Villageoise » : M&D en fait une condition nécessaire. M&D joue le rôle de *coordination* auprès des autres partenaires (Communes rurales, administrations locales, bailleurs nationaux et internationaux), de *médiation* sociale au sein du village et entre les villages, *transfère les compétences* nécessaires et assure la *formation* des villageois. Ces derniers élaborent leurs institutions de gestion des équipements collectifs ainsi créés (ils ont une longue expérience dans la gestion de l’eau d’irrigation). Ils peuvent même surfacturer l’électricité, l’eau, afin de constituer une épargne (caisse villageoise de développement et de solidarité), embryon d’une fiscalité locale, dédiée à de nouveaux projets villageois.
* *Un principe de solidarité* : tous les services collectifs sont payants (électricité, eau, irrigation), mais l’accès aux services communs est assuré à tous les villageois, y compris aux personnes non solvables, par des systèmes d’entraide formels qui mobilisent les institutions traditionnelles de solidarité.
* *Un partenariat avec les autorités locales* : l’objectif de M&D n’est pas de se substituer aux actions de l’État sur le territoire. M&D n’en a ni l’intention ni les moyens. Dans le cadre des politiques publiques (comme l’Initiative nationale pour le développement humain –INDH-), le rôle de M&D est de soutenir les actions villageoises et de les *articuler* avec celles des autorités locales. À terme, l’objectif de M&D est de se retirer afin de laisser toute sa place à l’État, comme ce fut le cas pour l’électrification villageoise désormais assurée par l’opérateur national, l’Office national d’électricité.

L’application de ces principes d’action – et notamment celui de la *participation* – produit des *résultats durables* : les infrastructures construites avec le soutien de M&D demeurent en bon état de fonctionnement depuis leur création et, surtout, les institutions créées (Associations Villageoises, institutions de gestion des équipements) survivent après le soutien initial de l’ONG. Ces éléments constituent un indice de leur appropriation.

**Elargir les passerelles entre Sud et Nord**

Organisation transnationale entre France et Maroc, M&D mène des actions pour rapprocher les sociétés des deux rives.

M&D œuvre pour soutenir en Europe la formation d’associations de migrants tournés vers le développement de leur pays d’origine. Tout particulièrement, elle soutient les associations de *jeunes issus de la migration* marocaine qui cherchent par tâtonnement à élaborer leur propre mode d’intervention pour manifester, à leur façon, leur solidarité, leur attachement au pays d’origine de leurs parents. Ce travail a pris de l’ampleur en 2010, avec le soutien du Ministère chargé de la Communauté marocaine résidant à l’étranger, dans le cadre d’un programme visant à former des cadres associatifs marocains vivant en France afin de dynamiser les initiatives de la diaspora et d’améliorer son intégration dans le pays d’accueil tout en renforçant les liens avec le pays d’origine. Le ministère marocain a d’ailleurs baptisé ce programme « *Enracinement sans Déracinement* ».

Aux côtés de ce travail avec les migrants au Nord, M&D organise des échanges entre les deux rives de la Méditerranée et au-delà : échanges entre élus locaux (entre les régions montagneuses de Taliouine et Tiznit au Sud, des Alpes de Haute-Provence au Nord), entre chercheurs (Institut national de la recherche agronomique d’Agadir et Institut agronomique méditerranéen de Montpellier), entre ONG de solidarité internationale de France, du Mali, du Mexique et du Maroc, avec des ONG de commerce équitable (CTM-AltroMercato, Slow Food), au cours de voyages de « tourisme solidaire » avec des Comités d’entreprise. M&D organise également des Chantiers-échanges de jeunes, notamment de jeunes issus de la migration, qui viennent passer quelques semaines dans les villages de l’Atlas marocain pour une découverte et une meilleure compréhension mutuelle.

**JOA**

## I – SURVOL HISTORIQUE

## I - Une initiative d’émigrés marocains en France

### 1 – Une démarche de codéveloppement avant la lettre

### 1 - Une initiative originale de travailleurs migrants

En 1983, le groupe Péchiney prend la décision de fermeture progressive de son usine de traitement de l’aluminium de L’Argentière, dans les Hautes Alpes, dans la zone de montagnes de la région Provence Alpes Côte d’Azur.

En 1986, la fermeture est définitive. Un plan social est mis en place par Péchiney. Il permet des départs anticipés à la retraite et il offre aux 180 travailleurs émigrés de l’usine, la possibilité de toucher une prime de retour au pays.

Cette dernière proposition va être acceptée par 53 travailleurs maghrébins, dont 25 marocains. Parmi eux, une quinzaine est originaire de la région berbère de Taliouine dans l’Anti-Atlas. Ce sont ces ouvriers marocains, en particulier *Lahoussain Jamal*, délégué syndical CFDT, alliés à des syndicalistes français, qui décident de créer une association qu’ils dénomment *« Retour & Développement ».* L’association a pour objectif de contribuer au développement de la région d’origine des migrants. Son siège est fixé à L’Argentière.

En 1987, l’association « Retour & Développement » a été rebaptisée « Migrations & Développement » (M&D) pour rester à l’écart du débat que la politique d’aide au retour a amorcé sur la scène politique française. De par la culture syndicale qui anime ses fondateurs, l’association s’est ouverte dès sa création : elle regroupe, aux côtés des migrants, des personnes non migrantes qui apportent leur soutien et leur expertise.

### 2 - Un monde rural marocain abandonné, des terres d’émigration

L’association, dès 1986, fait le constat que le monde rural marocain est abandonné par l’Etat. C’est en particulier le cas de la zone de Taliouine, dans la province de Taroudannt.

La croissance démographique y est forte et les ressources rares. Les villages n’ont pas d’électricité et souvent pas d’eau potable. Le taux d’alphabétisation est très faible, en particulier pour les filles. La couverture de santé ne concerne que les plus grosses bourgades. Les routes sont rares et les pistes souvent impraticables, créant un fort isolement des villages. La sécheresse, endémique depuis les années 70, fait des ravages, décimant les troupeaux et rendant encore plus précaire la vie des humains. Les ruraux vivent en quasi auto-subsistance, consommant ce qu’ils produisent.

Le maigre surplus est vendu aux souks hebdomadaires à des intermédiaires des gros commerçants. Ce sont eux, aussi, qui achètent les tapis, le safran ou l’huile d’argan, revendus à Casablanca ou à Marrakech.

Les collectivités locales, pourtant officiellement créées en 1972, sont pratiquement inexistantes, de même que les organisations de la société civile. L’Administration concentre ses efforts sur les capitales provinciales et sur les riches plaines alluviales du Souss où se développe une agriculture agro-exportatrice d’agrumes et de légumes.

Ces territoires montagneux sont des *terres d’émigration pour des jeunes,* pauvres et analphabètes, qui n’ont aucune perspective d’avenir dans leur zone. D’abord sous l’effet des recrutements d’entreprises européennes, qui viennent chercher une main d’œuvre bon marché dans le cadre d’accords internationaux *(effet pull),* puis par effet de l’accroissement de la pauvreté quand la sécheresse s’installe à partir du milieu des années 70 *(effet push).*

### 3 - Les premiers investissements en infrastructures

M&D commence par agir. Après consultation, la demande des villageois se porte sur une action d’électrification. Avec l’appui technique et matériel de l’EDF, M&D se lance dans l’électrification du village d’Imgoun.

Les villageois créent une association et collectent des fonds, aidés par les émigrés. En 1989, les 130 familles d’Imgoun ont l’électricité fournie par un groupe électrogène.

L’information circule vite de village en village, et aussi au travers des migrants qui reviennent chaque été en vacances dans leur village d’origine. Ce premier projet va induire une forte demande de la part d’autres villages de la zone. Des émigrés prennent aussi contact avec l’association. Il s’agit de travailleurs basés en France et qui veulent aider leur village à avoir l’électricité, mais sans retourner eux-mêmes sur place. Ce sera le début de *la relation privilégiée de M&D avec le réseau des émigrés marocains* en France.

M&D leur propose de créer leur propre association villageoise et de collecter des fonds pour assurer leur part d’autofinancement fixée à 40% minimum du coût du projet. Alors que le projet d’électrification d’Imgoun est à peine terminé, ce sont 7 ou 8 associations villageoises qui voient le jour dans la zone avec la ferme intention de mener à bien un projet d’électrification villageoise.

Ces associations villageoises vont devenir les partenaires privilégiés de l’association haut-alpine.

|  |
| --- |
| **Imgoun ou l’origine d’une démarche**  C’est sur le terrain, à Imgoun, le douar d’origine de *Lahoussain Jamal*, que la philosophie de M&D va prendre corps dans une démarche marquée du sceau du pragmatisme.  La démarche se définit progressivement autour de trois principes : *la participation* (les villageois décident le contenu et les modalités techniques des projets. Ils en assurent systématiquement une partie du financement, puis la gestion) ; *le partenariat* avec les acteurs publics locaux (administrations et élus) et *la solidarité* (prise en charge des pauvres du village selon les modalités traditionnelles de solidarité).  Le premier groupe électrogène de la province y a été installé en 1986. Les 130 familles du douar paient chaque mois les frais de fonctionnement de l’unité (le combustible, l’entretien, le salaire du responsable) mais elles paient en plus une redevance de 20 Dh par famille et par mois. En fin d’année, l’association villageoise dispose d’un pécule de 31 200 Dirhams (environ 3 000 euros).  Ce pécule va lui permettre d’assurer sa part d’autofinancement pour un deuxième projet de rénovation de l’école (1990), puis un troisième projet de construction d’un dispensaire (1992). La *dynamique de l’auto-développement* est lancée. Elle ne s’arrêtera plus.  En moins de 5 ans, l’association villageoise, avec l’aide de ses seuls émigrés en France, a permis au village de se doter de l’électricité, d’une école rénovée et d’un dispensaire. La méthode fera tache d’huile dans toute la zone. |

Durant cette période, M&D doit affronter deux difficultés : 1) assurer le suivi des associations villageoises déjà créées et soutenir les projets qu’elles induisent et 2) répondre aux nouvelles demandes qui ne cessent d’arriver.

Ces contraintes amènent l’association à se concentrer sur un territoire précis, déterminé, la zone de Taliouine, dans laquelle *un processus de développement endogène* a démarré, que l’association entend bien poursuivre.

### 4 - L’appui à des associations locales qui se multiplient

Installée à Marseille en 1995, après une longue itinérance en France (L’Argentière dans les Hautes-Alpes, Paris, puis Manosque dans les Alpes de Haute Provence, puis à nouveau L’Argentière) « Migrations & Développement » (M&D) va diversifier de plus en plus ses activités en réponse aux demandes des associations villageoises. Celles-ci se développent rapidement. C’est, en effet, dans les années 90 que l’Etat marocain ouvre assez largement la porte aux associations et facilite leur légalisation.

L’association a progressivement formalisé son activité. Elle mobilise désormais les bailleurs du Nord pour ajouter des financements de bailleurs publics (ministères, Union européenne, collectivités locales, agences, etc.) et privés (fondations, entreprises, etc.) aux transferts des migrants vers les projets de développement.

En 1996, M&D, association de droit français, obtient un *accord de siège* de la part des Autorités marocaines.

|  |
| --- |
| **L’émigration, force de développement**  L’article 2 des statuts de Migrations & Développement précise le rôle de l’association en appui aux dynamiques de l’émigration:  « *L’association Migrations & Développement a pour but de regrouper, en France et hors de France, toute personne physique ou morale intéressée par l’organisation ou la participation à des actions de développement dans les zones d’origine de l’immigration permettant, entre autres objectifs, d’enrayer l’exode (…) et de mettre en valeur la dynamique de l’immigration comme force de développement entre les deux rives de la Méditerranée* ». |

Jusqu’en 1999, les projets que les associations villageoises conduisent avec M&D, concernent prioritairement les infrastructures collectives. Les villageois définissent comme priorités : l’accès à l’électricité, à l’eau potable, les écoles, les dispensaires, les foyers féminins. M&D travaille avec un nombre croissant d’associations villageoises. Elle est amenée à réaliser, progressivement, de plus en plus de formations afin d’avoir des interlocuteurs compétents dans les associations partenaires.

Elle entreprend également de diversifier ses activités pour répondre aux demandes locales. Elle se fait donner des ambulances et des véhicules d’occasion. Elle organise des chantiers-échanges dans les douars avec des jeunes de 2° génération issus des quartiers de Marseille et d’autres villes de France.

### 5 - La montée en puissance des Communes rurales

L’Etat marocain a officiellement créé les Communes 20 ans auparavant, en 1972, mais ces Communes n’ont pas encore de réalité. Pour la population, les Communes rurales n’ont aucune présence et elles n’ont aucune identité.

Elles couvrent un territoire immense. Elles n’ont pas de budget et pratiquement pas de personnel. Elles n’ont pas de bâtiment communal dans lequel peut siéger le président de la Commune et son conseil communal et où peuvent travailler les employés communaux. Le président de la Commune habite en ville et il ne vient que très sporadiquement dans sa Commune.

La réforme de 1992 va permettre la création de près de 3 600 Communes au Maroc. C’est ainsi que le cercle de Taliouine qui n’avait jusque-là que 2 Communes, va en avoir 14. En quelques années, le pouvoir central qui, jusqu’alors, n’avait pas délégué une seule parcelle de son pouvoir, va enfin commencer à donner du pouvoir à la société civile.

Désormais, la Commune rurale a un budget, de l’ordre de 1 million de Dh par Commune (environ 95 000 €) pour une moyenne de 15 à 20 000 habitants. Elle a un bâtiment de mairie, récemment construit et des fonctionnaires. Le président de la Commune (maire), comme ses fonctionnaires, sont identifiés par la population qui sait désormais où se rendre pour avoir un document ou formuler une requête. Le président de la Commune devient un intermédiaire entre le pouvoir central, jusque-là réputé inaccessible, et la population.

### 2 – Le tournant de l’an 2000

### 1 - La « conscientisation » des Associations villageoises

En 1999, lorsque débute le processus d’évaluation-capitalisation ECIL[[7]](#footnote-7), les Communes rurales existent. Les conseils communaux, mis en place lors des premières élections de 1994, sont à la fin de leur premier mandat.

Les Associations villageoises de la zone de travail de M&D, de leur côté, se sont renforcées, grâce, en particulier, au travail de terrain de l’association. Elles ont une base associative large, une réelle représentativité locale mais, surtout, elles ont un budget alimenté par les émigrés et par l’action de recherche de fonds auprès des bailleurs que mène M&D. Elles ont donc la capacité de réaliser des projets et elles sont autonomes.

Les villageois ont, pour la première fois, *le pouvoir d’agir sur leur propre réalité pour la changer*. Ils peuvent eux-mêmes contribuer à passer d’une situation statique néfaste (« on n’a pas d’eau, pas de route, pas d’école, pas de dispensaire, pas d’électricité ») à une dynamique de changement (« on peut avoir l’eau, l’électricité, l’école, le dispensaire etc. ») si on s’organise collectivement et si M&D nous aide. Les associations deviennent conscientes qu’elles peuvent passer du statut d’objet du développement, au statut de *sujet de leur propre développement[[8]](#footnote-8)*.

Les migrants jouent un rôle décisif dans la prise de conscience progressive de cette *capacité autonome d’intervention* sur sa propre réalité[[9]](#footnote-9) qui représente un bouleversement socio-culturel profond. Il va induire un changement de comportement des responsables associatifs et, par voie de conséquence, un bouleversement des rapports sociaux au sein des territoires d’intervention de M&D.

### 2 - Les rivalités entre Communes rurales et associations locales

Depuis leur création, les Communes rurales reçoivent une dotation infime de la part de l’Etat. Elles se révèlent incapables de résoudre les problèmes croissants d’une population en forte augmentation. Dans le même temps, les associations locales se perdent en rivalités.

Cette situation joue en faveur de l’Administration qui, à tous les niveaux, rechigne à céder du pouvoir. Elle permet de démontrer que seul le système pyramidal du « *marzen »*, qui a toujours assuré la stabilité et la permanence du pouvoir, fonctionne avec efficacité.

La population fait davantage confiance aux associations villageoises qu’aux Communes pour apporter des solutions à ses problèmes. L’appui apporté par M&D aux associations va exacerber la rivalité entre un pouvoir communal qui se cherche et un pouvoir associatif en pleine émergence.

|  |
| --- |
| En 2000, une Commune comme Agadir-Melloul, proche de Taliouine, doit assurer un ensemble de fonctions pour les 55 villages qui se trouvent sur son territoire avec un budget moyen annuel de 1 Million de Dh (95 000 euros) apporté par l’Etat. La Commune en utilise la moitié pour son fonctionnement et pour assurer les salaires des fonctionnaires. Il ne lui reste, pour l’investissement, que l’équivalent de 900 euros par village et par an ! Et certains villages ont plus de 1000 habitants.  Dans le même temps, l’association villageoise de chacun de ces douars peut disposer, grâce au mécanisme mis en place par M&D avec l’appui des émigrés, de plus de 100 000 Dh (10 000 euros) pour réaliser un seul projet. Chaque président d’association d’Agadir-Melloul a, sur le terrain concret des réalisations, plus de pouvoir que le président de la Commune (le maire) et ils sont 55 présidents ! |

### 3 - La découverte des bienfaits de la synergie entre acteurs locaux

C’est à ce stade, et dans ce contexte précis, que se situe, à partir de l’année 2000, le principal infléchissement de la stratégie d’intervention de M&D. L’association est ancrée en France. Elle connait bien les acteurs du développement rural français et comme eux, elle est convaincue des vertus de l’approche du développement local qui y est mis en œuvre depuis des décennies.

L’argument-clé, qui est qu’un groupe d’acteurs locaux tout seul ne peut rien changer, ou presque, aux réalités d’un territoire, vaut aussi bien pour le Maroc rural que pour la France rurale. Le développement local ne peut résulter que de la *mobilisation conjointe des forces du territoire*, portées par les divers groupes d’acteurs locaux.

Il s’agit donc de faire travailler ensemble les collectivités territoriales aux divers niveaux, les associations qui représentent la société civile et l’Administration de l’Etat à travers ses services déconcentrés.

Cette mise en synergie se heurte au poids des traditions, aux pratiques paternalistes de l’Etat et de ses représentants, mais aussi aux oppositions et luttes de pouvoir entre les Communes et les associations.

Cette *mobilisation conjointe des acteurs locaux* est un axe essentiel du PACT, le Plan d’Action Concerté « Taroudannt 2010 » qui est mis en place fin 2000 à l’issue du processus d’évaluation-capitalisation ECIL mené sur un mode participatif avec les principaux acteurs locaux de la région du Souss Massa Drâa.

M&D va s’appuyer sur quelques rares Communes qui acceptent de jouer le jeu, plus par souci de plaire à M&D et à ses dirigeants, que par intime conviction et sur des associations villageoises, heureusement de plus en plus nombreuses, elles aussi soucieuses de progresser.

Il va falloir du temps à M&D pour voir les premiers résultats mais ceux-ci vont l’encourager à aller plus loin dans cette démarche.

|  |
| --- |
| **La construction de la route d’Agadir-Melloul**  La première action emblématique de la coopération entre l’Etat, une Commune rurale et des associations villageoises est celle de la construction de la route de desserte de la Commune d’Agadir-Melloul.  Les 55 douars que compte la Commune, regroupent environ 45 000 habitants. Ils sont desservis par une piste en très mauvais état. Il faut 3 h en hiver pour parcourir la cinquantaine de kilomètres de Tassousfi à Agadir-Melloul. Les villageois demandent depuis des années à l’Etat de construire une route goudronnée.  Las d’attendre, les associations villageoises décident de collecter de l’argent et de lancer la construction de la route. Son coût est évalué à 35 millions de Dh. Avec l’appui des émigrés, les associations vont collecter 1,5 million de Dh (143 000 €).  Cette somme est donnée, pour l’essentiel, par un peu plus de 300 émigrés qui vont apporter des contributions de l’ordre de 500 € chacun, ce qui représente une somme importante pour des travailleurs qui gagnent le salaire minimum et qui doivent envoyer de l’argent à leur famille restée au Maroc. La Commune rurale va apporter 2 millions de Dh et l’Etat va compléter les 90 % restant.  Cette démarche de concertation, inédite au Maroc, est soutenue par le député de la circonscription, *Mohamed Sajid*, devenu, par la suite, maire de Casablanca. Elle est exemplaire et fera des émules. |

### 4 - Quand le rural est enfin vu comme producteur de richesses

La deuxième découverte importante, qui va donner au PACT 2000-2010 son deuxième axe prioritaire d’intervention, est que *« le rural peut être producteur de richesses »*.

Le PACT a renversé *la vision traditionnelle du développement* au Maroc. Les zones rurales y sont traditionnellement vues comme des territoires de production de biens d’autoconsommation permettant la survie des populations locales. Elles sont aussi vues comme des zones de production de matières premières vendues à bas prix aux intermédiaires locaux représentant les élites commerçantes des grandes villes. La valeur ajoutée produite par la transformation et la commercialisation de ces produits agricoles reste dans les zones urbaines. C’est le cas flagrant des tapis que tissent les femmes des villages autour de Tazenacht ou du safran que produisent les agriculteurs de la zone de Taliouine

La nouvelle vision que M&D va impulser dans le cadre du PACT est que la valeur ajoutée, non seulement « pourrait » rester dans les douars, mais qu’elle « doit y rester » et bénéficier directement aux populations productrices.

Mais cette nouvelle vision incorpore un autre élément fondamental : les zones rurales de montagne ne sont plus vues seulement comme le lieu où vivent les populations berbères en marge du développement, mais comme *un territoire de grande qualité* qui dispose d’une plus-value environnementale et humaine forte. La beauté et la diversité des paysages, la richesse du patrimoine et de la culture, la qualité de l’hospitalité traditionnelle, sont vues désormais comme des atouts importants. Ces atouts, mis en valeur par les populations locales, peuvent créer de nouvelles richesses par le biais du tourisme rural.

En 2001, le Maroc ne rêve que du développement du tourisme plage-soleil et recherche des investisseurs internationaux pour la construction des 6 stations balnéaires, qui vont permettre d’atteindre l’objectif mythique de « 10 millions de touristes en 2010 ».

Le choix de M&D sera de développer *un autre tourisme,* dont la France rurale est un peu la championne et qui commence à émerger dans les économies des pays du sud. Ce tourisme est ancré dans la démarche de l’Economie Sociale et Solidaire (ESS). Il s’agit d’un tourisme de haute qualité humaine et environnementale, un tourisme de rencontres et d’échanges, maîtrisé par les populations locales, créateur d’emplois et de revenus en zones rurales.

Cette option donnera lieu à la mise en place du projet Tourisme Rural Solidaire (TRS) qui concerne 21 villages touristiques sur une vaste zone couvrant plusieurs provinces du sud, Taroudannt, mais aussi Tiznit, Tata, El Haouz.

### 5 - L’émergence des entrepreneurs ruraux de l’économie sociale

Le développement de cet axe d’intervention dans le domaine des activités génératrices de revenu (AGR) ne peut plus être porté par les seules associations villageoises, même alliées aux Communes rurales.

L’action économique requiert de pouvoir s’appuyer sur de *véritables entreprises rurales*. Le choix naturel de M&D est alors de susciter la création de coopératives et de groupements féminins, en particulier pour la transformation des noix d’argan, comme il en existe déjà sous l’impulsion de la GTZ et du Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts du Maroc.

Ces *structures collectives* transforment les noix d’argan, les olives, le safran, et commercialisent en direct les produits transformés et conditionnés sur place. A partir de quelques unités pilotes comme la mini-huilerie moderne de Tassousfi, qui ont valeur d’exemple, le mouvement en faveur de ces *mini-entreprises rurales* va s’étendre dans toute la zone. II intéresse désormais toutes les associations villageoises, puisqu’elles sont constituées de producteurs agricoles et artisanaux.

En parallèle, l’investissement touristique est effectué par des émigrés en France qui vont investir dans la construction d’une vingtaine d’auberges rurales dans leurs douars d’origine, représentant un potentiel de près de 400 lits.

Ces infrastructures touristiques simples, mais conformes aux normes internationales, sont destinées à accueillir une clientèle de randonneurs européens et de migrants, en attendant que se développe un tourisme domestique encore balbutiant. Plusieurs agences associatives de tourisme de France et d’Italie[[10]](#footnote-10) se chargent de faire venir des touristes d’Europe.

Par la suite, M&D va appuyer la réalisation de maisons et de chambres d’hôte chez l’habitant afin de diversifier l’offre d’hébergement. Cette nouvelle offre se développe rapidement. Elle profite du fait que les maisons traditionnelles des villages, qui abritaient de très grandes familles, sont maintenant en grande partie inoccupées ou sous-occupées. La transformation d’une partie de ces maisons en chambres destinées aux touristes est assez facile.

### 6 - L’articulation entre tourisme rural et produits de terroir

Les voyages tests[[11]](#footnote-11) réalisés au moment du lancement du programme TRS ont convaincu M&D, comme les associations villageoises, que le tourisme local était encore le meilleur moyen de valoriser au mieux une production locale, à condition que le produit soit de bonne qualité et bien adapté à la clientèle.

|  |
| --- |
| Quand les productrices d’huile d’argan, membres des coopératives féminines, ont constaté qu’elles pouvaient vendre de 50 à 100 Dh une jolie fiole de 10 cc d’huile d’argan et qu’elles valorisaient ainsi leur huile entre 500 et 1000 Dh (50 à 100 €) le litre, alors qu’elles la vendaient précédemment à 30 Dh (3 €) sur le marché local, elles ont définitivement compris tout l’intérêt d’articuler accueil touristique et production de terroir.  Ce sont ces coopératrices qui ont présenté le système au Premier Ministre marocain *Driss Jétou* à Bouznika, en 2005, lors d’une rencontre nationale des ONG organisée par l’Agence de Développement Social. |

Le choix de M&D de réaliser des *boutiques solidaires,* comme celle qui a été mise en place dans la Commune d’Ammelne, n’est que la suite logique de cette démarche. Le concept de ces boutiques solidaires a été inspiré par les *Maisons de produits de terroir* qui se sont multipliées ces dernières années en Provence. Des élus, des agents territoriaux, des responsables associatifs, en visite en Provence dans le cadre d’échanges organisés par M&D ont pu apprécier la pertinence du concept et l’adapter à la réalité marocaine.

Elle obéit à un impératif de concertation et d’organisation mutuelle entre les diverses structures de production. Elle permet de proposer au client-touriste, en un lieu unique, facile d’accès, une gamme de produits locaux de bonne qualité.

### 7 - Le nécessaire renforcement partenarial et l’ouverture internationale

L’action de M&D s’est complexifiée au fur et à mesure que ses activités se diversifiaient et se mettaient à toucher des domaines nouveaux pour elle, comme le développement économique avec ses obligations de création d’emplois et de génération de revenus.

Le développement des entreprises artisanales, comme le développement touristique, requièrent des compétences spécifiques que M&D n’avait pas. Elle était traditionnellement plus à son aise pour soutenir le creusement d’un puits, la construction d’un barrage, l’organisation d’un foyer féminin, pour mettre en place une école non-formelle, voire pour organiser un chantier de jeunes, que pour monter une coopérative ou aider à commercialiser des filaments de safran.

M&D a dû faire appel à des *compétences extérieures*. Elle les a trouvées un peu au Maroc et beaucoup en France. Les intervenants extérieurs se sont multipliés, apportant avec eux leur expérience, mais aussi leur réseau.

La capacité de M&D à *générer de l’innovation*, tant technique que sociale ou économique, s’en est trouvée accrue.

En parallèle, le réseau des partenaires traditionnels s’est élargi pour inclure désormais des organisations autres que marocaines ou françaises, telles que *Viaggi Solidali* (tourisme solidaire) ou *CTM-Altro Mercato* (commerce équitable) en Italie ou l’Institut Agronomique Méditerranéen en France.

L’Etat a senti l’intérêt de cette démarche et s’est mobilisé pour récupérer à son profit une partie de la dynamique locale, comme cela s’est passé pour la filière safran.

|  |
| --- |
| **Le Festival du safran de Taliouine**  M&D a pris, dès 2003, l’initiative d’organiser à Taliouine, au cœur de la zone de production safranière, un I° Festival du safran, en soutien à la filière et à ses projets de développement. L’idée n’a pu se concrétiser qu’en 2007.  Ce festival est un temps fort de rencontre entre les partenaires du développement local, un lieu d’échanges entre producteurs, acheteurs et intervenants divers de la filière, chercheurs du Maroc et de France, un temps fort de valorisation de la culture locale, en même temps qu’une activité de tourisme solidaire et responsable.  Ce premier Festival du safran a été un succès national. L’Etat marocain, par l’intermédiaire du Ministère de l’Agriculture, a trouvé l’idée intéressante et a décidé de l’organiser lui-même. Le Festival a maintenant lieu chaque année au début novembre, au moment de la récolte du safran. La province de Taroudannt, la Commune urbaine de Taliouine et les coopératives de production du safran sont désormais les partenaires principaux du Festival.  Il a abouti à la proposition, faite par le Ministère de l’Agriculture marocain, de créer à Taliouine un Institut National du Safran. La Maison du Safran qui l’abrite, y a été construite grâce à des financements de l’Etat, de la Région Souss Massa Drâa et de la Province de Taroudant et des financements privés. |

### 8 - La claire orientation vers l’économie sociale et solidaire

L’association est maintenant convaincue qu’elle doit aller le plus loin possible dans la démarche du développement local en lui donnant une claire orientation vers le *durable et le solidaire*.

Il ne s’agit pas seulement de surfer sur la mode et de profiter de l’engouement nouveau des consommateurs européens, pour des produits « certifiés bio », issus de l’agriculture familiale et des produits « certifiés équitables ». Il s’agit de pousser le plus loin possible la cohérence entre les convictions et les actions.

Pour l’association, cela s’est traduit par une priorité croissante donnée à la création et au renforcement des groupements d’hommes et de femmes, des associations et, plus encore, des coopératives de production (safran, argan, huile d’olive, plantes aromatiques) et de services.

Cela s’est également traduit par une priorité donnée au renforcement des capacités dans tous les domaines et à tous les niveaux.

|  |
| --- |
| La démarche de certification en agriculture biologique réussie par M&D pour le safran, combinée à l’ouverture d’un marché équitable en Italie avec CTM, a permis de passer d’un prix de 3 500 Dh par kg (environ 318 €) en 2000, lorsque le safran était vendu par le producteur aux intermédiaires, à 35 000 Dh par kg (3180 €), soit 10 fois plus, en 2010. |

A titre d’exemple, l’action emblématique menée par M&D dans la filière safran, qui a vu le nombre de coopératives safranières passer de 1 à 24 en 10 ans, a eu un double impact, tout d’abord d’*améliorer considérablement le revenu* des producteurs de safran concernés, de plus en plus nombreux à s’organiser en coopératives, et donc créer une vraie dynamique économique locale, mais aussi de diminuer de manière corrélative le *poids des intermédiaires*.

Surtout, cela a entrainé une volonté d’étendre les surfaces cultivées en safran: sur des parcelles abandonnées du fait de la sécheresse depuis 20 à 30 ans, la hausse du prix de vente du safran a rendu rentable l’installation de systèmes d’irrigation. De nombreuses autres coopératives multi-produits agricoles se sont créées dans cet élan.

### 3 – Une nouvelle dimension à gérer

## 1 - Des responsabilités nouvelles dans le mouvement associatif marocain

M&D est un membre actif du Programme Concerté Maroc (PCM) depuis les origines de ce programme impulsé par le ministère français des Affaires et européennes en 2002. L’association s’implique également fortement dans le Réseau Marocain de l’Economie Sociale et Solidaire (RMESS).

|  |
| --- |
| Dans la phase PCM 1 (2002-2005) la compréhension qu’avait M&D du Programme se limitait à y voir un guichet financier pour un projet proposé par son partenaire du Nord, le GRET. Cette expérience de partenariat Nord-Sud, principalement sa gestion des comptes rendus, a été jugée peu concluante par la coordination du programme.  Une deuxième étape, à partir de 2006, avec le choix de participer à sa gouvernance via son élection au comité de pilotage, puis après le choix de respecter un certain « turn-over » avant de revenir en 2008 dans le pilotage du PCM 2, a enrichi la compréhension qu’avait M&D des enjeux poursuivis par ce consortium maintenant riche d’une centaine d’associations. |

Depuis 2008, M&D a pris une place déterminante dans le Programme à qui l’association a apporté son expérience, plus particulièrement dans deux directions :

* *l’approche du développement local intégré*, fruit de la concertation entre tous les acteurs. Le plan de concertation provincial de Tiznit, où M&D intervient depuis quelques années, est un chantier emblématique du programme ;
* la démarche de M&D visant à établir une étroite *relation entre tourisme solidaire et produits de terroir* est devenue l’axe de travail du pôle Economie Sociale et Solidaire du PCM où M&D prend une part active dans son plan d’action (visites croisées en Provence et Festival du safran).

M&D pèse maintenant dans l’élaboration de la stratégie du PCM 3. Les trois axes stratégiques retenus pour le PCM 3 sont en phase avec l’approche M&D :

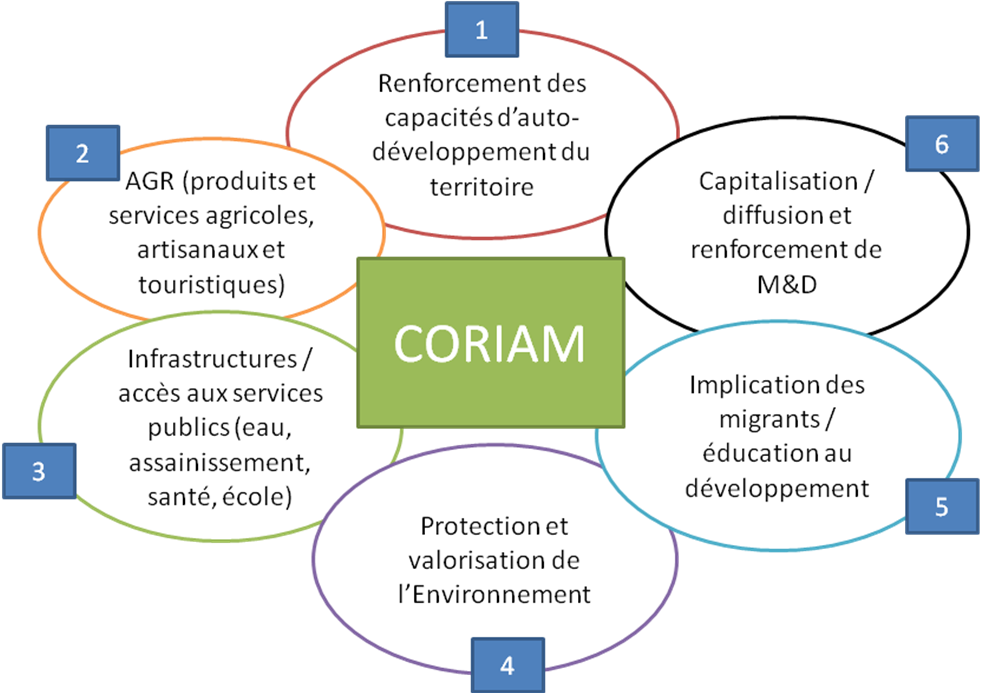
* Renforcement du *tissu associatif* en appui à la jeunesse ;
* Renforcement de la *gouvernance pluri-acteurs* au niveau local en particulier dans l’élaboration des plans de concertation provinciaux et des plans de développement par les Communes ;
* Renforcement des *capacités et de la représentativité des jeunes* dans la société marocaine, via un Conseil National des Jeunes.

Ce lien avec le PCM est important pour M&D dont l’expérience est décisive pour l’évolution de la mouvance associative marocaine.

## 2 - Une démarche encore plus intégrée de développement territorial

L’appui global reçu par M&D, depuis quelques années, de la part du gouvernement français[[12]](#footnote-12), a permis à l’association de développer avec une assez grande *autonomie* son approche particulière, associant les migrants de France au développement de leur région d’origine.

Elle a ainsi pu mener de pair, tant au Maroc qu’en France, de 2008 à 2011 inclus, un programme triennal cohérent, intitulé *Co-développement Rural Intégré dans l’Atlas Marocain* (CORIAM) qui comprend une intervention sur les 6 volets articulés entre eux : 1) le renforcement des capacités des acteurs de terrain, 2) le développement d’activités économiques, 3) le développement des infrastructures, en donnant une priorité aux infrastructures stratégiques concernant, en particulier, l’eau (eau potable, eau d’irrigation), 4) la protection et la valorisation de l’environnement, 5) l’implication des émigrés dans la coopération Nord Sud et l’éducation au développement et 6) la capitalisation et la diffusion de l’expérience de l’association.



## 3 - Une politique et une stratégie d’innovation sociale

Les dernières orientations de M&D marquent une évolution nouvelle dans la politique et la stratégie de l’association.

Elles concernent le domaine du *renforcement des capacités* *des acteurs de terrain* et se traduisent par deux projets très novateurs :

Le projet *Enracinement Sans Déracinement (ESD)* est réalisé à l’initiative de l’Administration marocaine (MRE). Ce projet-pilote qui a pour cible les *associations d’émigrés marocains* en France. Il s’agit d’appuyer les associations qui oeuvrent pour une intégration en France des émigrés, sans perte du lien avec le pays d’origine.

* Le projet *Ecole Opérationnelle des Produits de Terroir (ECOPTER)* est réalisé à l’initiative de partenaires scientifiques et techniques français de M&D. Claire illustration de la philosophie de M&D, il vise à former de manière conjointe, par alternance entre la France et le Maroc, des jeunes français issus de la migration et des jeunes marocains. Ensemble, parce qu’à travers cette formation ils auront appris à se connaître et à travailler de manière concertée, ces jeunes vont commercialiser les produits des terroirs marocains.

Dans les deux cas, M&D a été choisie pour être le support de ces démarches innovantes. Son rôle s’en trouve infléchi. M&D n’est plus seulement un ensemblier et un opérateur de terrain, dont l’action est bien ancrée dans son territoire de prédilection. Elle devient *un acteur stratégique* dans la *mise au point de nouvelles modalités de relation* entre la rive Nord et la rive Sud de la Méditerranée, associant les migrants, acteurs transfrontaliers du développement.

## 4 – L’objectif, devenu central, de la diffusion de l’expérience

L’idée de mettre à profit la longue expérience de développement local accumulée par M&D dans la région Souss Massa Drâa depuis un quart de siècle, pour proposer des formations à des publics de la région, mais aussi à des publics extérieurs à la région, voire au pays, n’est pas nouvelle à M&D.

L’association est maintenant mûre pour que l’idée se concrétise et cette initiative va dans le sens de la préoccupation du Gouvernement marocain de former les responsables (élus, fonctionnaires, responsables associatifs) en charge des processus de développement local.

Il s’agirait de la création d’une « Ecole internationale du développement durable et du codéveloppement » en lien avec le milieu académique, ouverte aux acteurs du développement au niveau national marocain, mais aussi au niveau international : Algérie, Tunisie, Sénégal, Mali… Partout, la demande de qualification des acteurs est forte : élus, coopérateurs, animateurs d’associations de développement, fonctionnaires des administrations, migrants…

En outre, la période actuelle voit la fin du projet élaboré en 2000 par M&D sur un mode participatif qui traçait des perspectives pour les dix années à venir (projet intitulé « PACT 2010 - Plan d’Action Concerté Taroudannt 2010 »).

M&D compte faire, en 2012, le bilan de ce PACT et dessiner de nouvelles perspectives pour les dix années qui viennent. Ce projet d’Ecole internationale s’inscrit dans cette perspective.

## II – Une association avec des moyens croissants

**Note** - Ce bref chapitre prend en compte les moyens dont a disposé l’association de 1992 à 2010 et, plus particulièrement l’évolution de ces moyens durant la période opérationnelle du PACT, de 2001 à 2011.

Ce chapitre permettra de regarder successivement 3 éléments :

* les *moyens humains* dont a disposé l’association durant la période, en particulier l’évolution du personnel en quantité et en qualité, mais aussi la composition du Conseil d’administration de M&D ;
* le *budget global* de l’association sur la période considérée, ainsi que l’évolution de la composition de son financement, en particulier la ventilation entre financements publics et financements privés et la ventilation entre la France et le Maroc ;
* la *ventilation des dépenses* par groupe d’activités.

## 1 – Moyens humains

Entre 2000 et 2011, le personnel salarié de M&D a cru de manière régulière. L’association a maintenant *17 salariés* (février 2012).

Mais le changement, bien que progressif, a été multiforme :

* un changement d’abord *quantitatif* ;
* un *changement qualitatif* avec un nombre croissant de jeunes salariés issus de la région d’implantation traditionnelle de M&D, donc de culture berbère, et arrivant avec un diplôme universitaire en poche ;
* un *ré-équilibrage* entre le siège de Marseille et les bureaux de Taroudannt, puis de Taliouine lorsque le gros des troupes y a été déplacé ;
* et, désormais, un *poids croissant* accordé à la Délégation M&D du Maroc, avec une double direction, une Délégation et une Direction technique, le bureau de Marseille intervenant plutôt en cellule d’appui.

## 2 – Evolution du budget et de sa composition

Il est intéressant de voir comment le budget de M&D a évolué durant la période du PACT, mais aussi en référence aux périodes antérieures.

***Un budget stable, en nette augmentation depuis 1995***

En 1995, les recettes de M&D se sont élevées à 274 613 €. Elles étaient de 881 499 € en 2000 et elles ont été de 797 270 € en 2010. Sur la période 2000-2010, en 11 ans, l’association a encaissé, en moyenne, *826 983 € par an*. Ce budget est relativement stable, mis à part un pic en 2008, où le budget s’est élevé à 1 166 178 €.

***Un financement public qui reste très prépondérant***

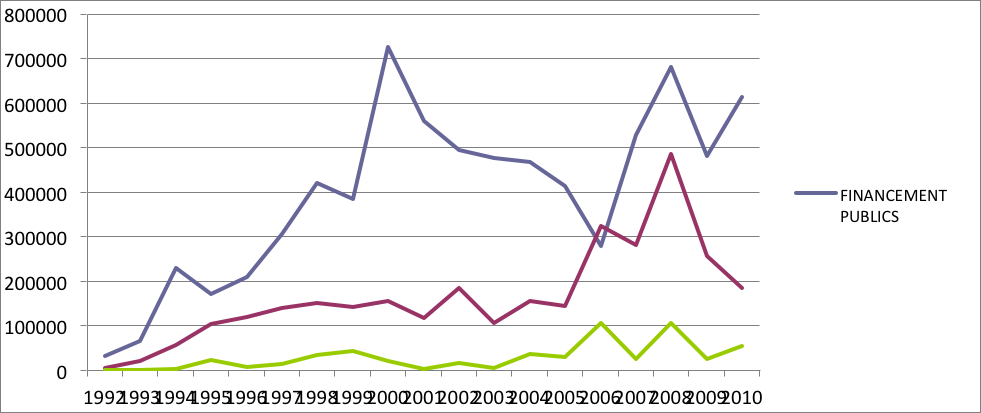
Sur l’ensemble de la période allant de 1992 à 2010, la part de financement public (ministères, collectivités locales, agence de développement) s’est élevée à *71 %*. Avec 43% du total des recettes sur la période, le financement public français a été prépondérant. Le financement public marocain a représenté 9% et le financement public étranger 19%.

La part du financement privé n’a représenté que *19%* sur l’ensemble de la période. Le financement privé marocain s’est élevé à 10% et le financement privé français à 9% des recettes.

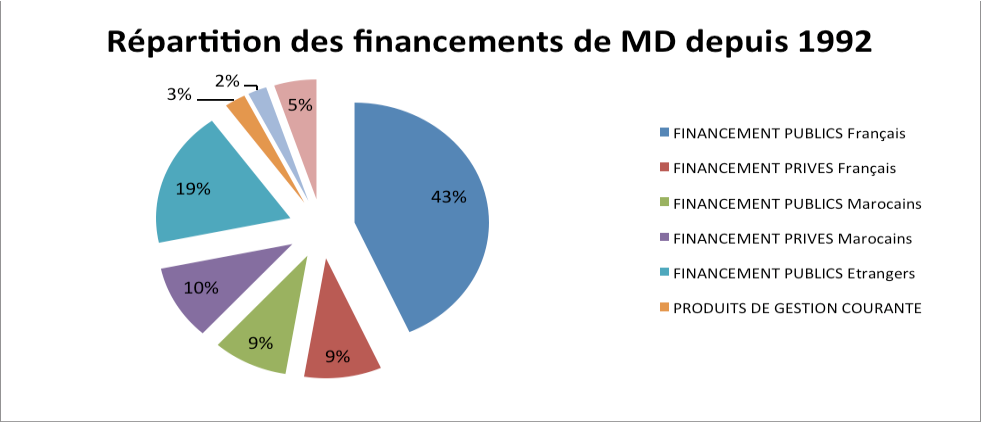
Mais on constate une *croissance régulière*, entre 2000 et 2006, de la part des financements privés alors que la part des financements publics s’érode régulièrement. En 2006, la part des financements privés devient même brièvement supérieure à la part des financements publics. La cessation des financements de l’Union européenne durant la période du PACT est sans doute l’explication principale.

On note également une baisse parallèle des financements publics et privés sur 2008 et 2009 avec une remontée des financements publics en 2010.

**Evolution des financements publics et privés de 1992 à 2010**



**Répartition des financements de l’association de 1992 à 2010**



***Un financement public à 68% sur la période du PACT***

De 2001 à 2011, l’apport de financements publics, français, marocains et d’autres pays, s’est élevé à 5 951 869 € (68%) alors que l’apport privé (incluant l’apport des émigrés) s’est élevé à 2 517 882 €, le reste représentant 275 311 €.

Le total s’élève à 8 745 062 €, soit *795 000 € par an,* en moyenne.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Type de financement** | **Provenance** | **Montants (€)** |
| Public | France | 3 989 982 |
| Maroc | 1 330 074 |
| Autres | 631 813 |
| Privé | France | 728 700 |
|  | Maroc | 1 789 182 |
| Autres |  | 275 311 |
| **Total** |  | **8 745 062** |

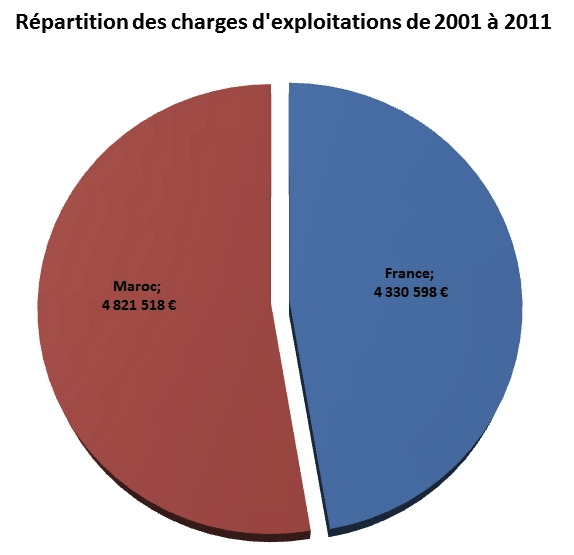
***Un financement français à 72,9%***

Si l’on totalise les apports publics et privés en provenance de France, on obtient 4 718 682 €, soit 72,9 % de l’apport total sur la période et 3 119 256 € pour le Maroc.



## 3 – Répartition des charges d’exploitation

Après avoir brièvement analysé la provenance des fonds, il convient de voir dans quels domaines ils ont été investis. On constate, ce qui est normal, que le Maroc a bien drainé la majeure partie des fonds.



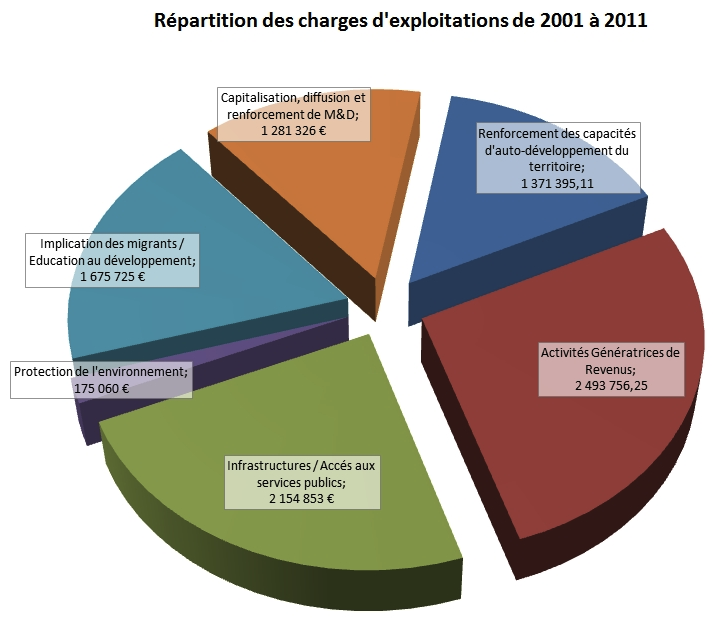
Ces fonds ont été investis de la manière suivante :

* Le domaine « Infrastructures » et le domaine « Activités génératrices de revenu » ont été les deux domaines privilégiés avec respectivement 2 154 853 € et 2 493 756 € ;
* Le domaine « Implication des migrants/éducation au développement » vient en troisième position avec 1 675 725 € ;
* Il est suivi du domaine « Renforcement des capacités » qui a totalisé 1 371 395 € ;
* Puis le domaine « Capitalisation, diffusion, renforcement de M&D », qui a totalisé

1 281 326 € ;

* Enfin, le domaine « Environnement », qui reste le *parent pauvre* du programme, n’a totalisé que 175 060 €.

Note - Il convient cependant de noter que les travaux d’assainissement écologique des villages ont été comptabilisés dans la rubrique Infrastructures alors qu’ils auraient pu être pris en compte dans la rubrique Environnement.



## 4 – Plus de 6,5 millions d’€ injectés dans le territoire d’intervention

Durant la période du PACT, les activités développées par M&D ont permis d’injecter directement *4 821 518 € (53 MDh)* dans la zone d’intervention.

A cette somme, qui a transité directement par M&D, *il faut ajouter les sommes induites par les projets* dont M&D a eu l’initiative, mais qui ne sont pas passées par son compte. Le chiffre obtenu est alors nettement plus élevé.

A titre d’exemple, le coût de la construction des seules auberges rurales du projet TRS, qui a permis d’amener une très forte contribution des émigrés, en complément de l’apport de l’AFD et de l’ADS a représenté 1,4 M d’€. On pourrait tenir le même raisonnement pour les projets induits par M&D et financés par l’INDH, l’ADS ou l’Entraide nationale, auprès des Communes, des associations et des coopératives.

Au total, il paraît réaliste de pense que plus de *6,5 millions d’€ (71 millions de Dh)* ont été injectés dans la zone d’intervention de M&D durant le PACT, entre 2001 et 2011.

## II – BILAN DES REALISATIONS

## I – Amélioration des infrastructures

**Note** - Ce chapitre concerne les réalisations de M&D dans le domaine des infrastructures depuis sa création, mais il met plus particulièrement l’accent sur la période du PACT de 2001 à 2011.

Les différents domaines d’intervention de M&D seront passés en revue, en particulier, les domaines suivants :

* Electrification rurale (mini-réseaux autonomes)
* Accès à l’eau potable
* Accès à l’assainissement
* Construction de barrages et retenues

## 1 – L’électrification rurale décentralisée, premiers investissements locaux

**Contexte**

Lorsque M&D commence à intervenir dans la région en 1989, à peine 10% de la population rurale dispose de l’électricité. Historiquement, les premières réalisations de M&D au Maroc ont concerné la réalisation de réseaux électriques villageois dans le cercle de Taliouine car cela correspondait à la première demande des villageois. Le premier réseau a été installé dans le village d’Imgoun.

A la fin des années 90, au vu des réalisations menées par M&D, et afin de combler le retard pris par l’électrification en zones rurales, l’ONE décide de lancer le PERG, Programme d’Electrification Rurale Global. Ce programme, réalisé grâce à des financements nationaux et internationaux (Banque mondiale) est conduit en partenariat avec M&D, le Conseil provincial de Taroudannt et les Associations villageoises. L’une des conséquences en est que, progressivement, les douars équipés par M&D avec un groupe électrogène, sont reliés au réseau national d’électricité.

Suite à cette initiative et à partir de 2006, les actions de M&D dans le domaine de l’électrification ont essentiellement concerné la formation et le suivi du bon déroulement des opérations. Actuellement, M&D ne réalise plus d’électrification rurale.

**Descriptif**

Le support du projet d’électrification d’un village est l’Association villageoise (AV) qui, avec l’appui de M&D, réalise l’installation et gère le service par la suite.

L’installation type est constituée d’un groupe électrogène et de lignes électriques aériennes, supportées par des poteaux bois et desservant chaque habitation qui dispose d’un compteur. Le réseau dessert aussi l’école, le dispensaire ou tout autre bâtiment à usage collectif.

L’installation des mini-réseaux est réalisée par une petite équipe d’électriciens mise en place et formée par M&D, au départ avec l’appui de l’EDF.

Les familles se partagent chaque mois les frais du réseau au prorata de la consommation de chacune. Dans de nombreux villages, les familles versent, en plus, une redevance de 20 Dh par mois à l’Association villageoise. Un salarié de l’association gère le système.

Les familles les plus pauvres (veuves isolées, familles sans terre) ont droit à l’électricité, mais ne paient ni la consommation ni la redevance. C’est donc l’ensemble du village qui, par un principe de péréquation, prend en charge la fourniture du service électrique pour les familles qui ne peuvent pas se le payer.

|  |
| --- |
| **ONE : norme nationale contre principe de solidarité**  Lorsque l’ONE a entrepris de développer l’électrification rurale dans la province de Taroudannt, les associations qui géraient les mini-réseaux électriques installés par M&D, se sont opposées à l’ONE qui, au moment du branchement sur le réseau national, souhaitait installer un compteur pour chaque famille sans principe de solidarité : « Celui qui ne paie pas, n’a pas droit au service électrique°».  Le problème était que, depuis que les mini-réseaux avaient été installés, les villages avaient mis en place un principe de solidarité : les familles démunies bénéficiaient gratuitement du service parce que, du fait de la péréquation, d’autres familles payaient à leur place. Afin de pérenniser ce dispositif qui satisfaisait tout le monde et maintenait la solidarité au sein du douar, les associations et M&D ont proposé à l’ONE d’installer un compteur collectif par douar.  Elles s’engageaient à payer la facture globale du village à l’ONE et se chargeaient de collecter ensuite les contributions des familles, ce qui était facile puisque le système fonctionnait déjà comme cela. Le gros avantage était que les associations auraient ainsi pu maintenir le dispositif de péréquation en faveur des plus pauvres.  L’ONE n’a pas voulu de ce type d’arrangement qui signifiait une exception par rapport à la norme nationale. Les associations et M&D ont échoué dans la négociation.  Certaines familles et même certaines associations qui n’ont pas pu assumer le coût du branchement au réseau national sont *« retombées dans le noir »* après avoir connu l’électricité. Pour elles, la modernisation du réseau national a été une régression. |

**Points forts**

* La perspective de pouvoir réaliser un réseau électrique a permis, au départ, de créer des Associations villageoises, puis de les renforcer ;
* Le programme, qui s’est étalé sur une quinzaine d’année, principalement de 1989 à 2000, puis dans une moindre mesure, de 1999 à 2006, a introduit la modernité dans des villages souvent très isolés ;
* L’application du principe de péréquation entre riches et pauvres a renforcé la cohésion sociale et a permis d’apporter une aide concrète aux familles les plus démunies ;
* Les formations techniques initiales, réalisées avec l’appui de l’EDF, ont permis de former des jeunes engagés dans la réalisation des réseaux qui, ensuite, ont pu trouver du travail dans le BTP, voire créer leur propre entreprise pour certains d’entre eux ;
* L’arrivée de l’électricité a introduit un changement socio-culturel profond, allant du changement ergonomique (la femme qui travaillait courbée dans sa cuisine à la lumière d’un lumignon, peut désormais travailler debout à côté de son plan de travail) à l’introduction de la télévision, donc du monde extérieur, dans les foyers ;
* L’introduction de cuisinières et fours électriques dans certains foyers a aussi contribué à limiter la pression sur la ressource en bois de feu.
* Globalement, l’action d’électrification sur la zone a poussé l’opérateur national l’ONE, à intervenir plus rapidement et plus massivement sur les villages.

**Contraintes et difficultés**

* Malgré les promesses de l’ONE et les efforts consentis par les bailleurs de fonds internationaux, des villages isolés n’auront pas d’électricité avant plusieurs années ;
* Le recours aux énergies renouvelables (panneaux photovoltaïques, micro-turbines) ne semble pas pouvoir pallier ce déficit et M&D a beaucoup de mal à collecter des financements pour ce type de projet maintenant que l’électrification rurale avance rapidement ;
* L’accès à l’énergie a un coût direct (il faut payer les kilowatts consommés) mais aussi un coût indirect important (la famille achète une radio, un téléviseur, une cuisinière, voire un ventilateur) alors que le budget du ménage est resté stable, voire a régressé en période de sécheresse, comme en 2000-2002.

|  |
| --- |
| **Electrification rurale**  Au total, les réalisations de M&D, dans le domaine de l’électrification rurale, ont permis l’électrification de **106 villages** regroupant une population de **40 000 habitants** environ.  Durant la période du PACT, l’activité d’électrification rurale, qui avait été un axe essentiel du travail de M&D pendant 15 ans, s’est **fortement réduite** au fur et à mesure que l’Etat marocain prenait le relais et que M&D redéployait ses activités vers le secteur des activités génératrices de revenu.  Seulement **16 douars** ont été électrifiés durant le Plan d’Action Concerté, bénéficiant à **6 810 habitants**. Le programme d’électrification mené par M&D s’est arrêté définitivement en 2006. |

## 2 – L’accès à l’eau potable, une grande priorité

**Contexte**

La demande des villageois s’est portée également sur l’accès à de l’eau potable. La région a, en effet, été affectée, à partir du milieu des années 70, par une sécheresse chronique. La question de l’eau est devenue cruciale, et les villageois ont de plus en plus porté leur demande sur ce point.

A la fin des années 90, M&D a engagé un nombre croissant d’actions dans la petite hydraulique : construction de retenues collinaires, de points d’eau potable collectifs, de systèmes d’irrigation, ou encore mobilisation des eaux de surface.

A partir des années 2000, les actions de l’association se sont intensifiées par la réalisation d’un ensemble de projets AEP (Assainissement Environnemental/Eau Potable)

La première priorité a été la fourniture d’eau potable par le biais d’un réseau. Or, dans le système traditionnel, l’eau est fournie par un puits et elle est peut-être rare mais elle est le plus souvent de bonne qualité. La réalisation d’un réseau, avec l’installation de réservoirs dans lesquelles l’eau séjourne à une température qui peut avoisiner les 50 ou 60°C, augmente les risques de prolifération microbienne.

Les maladies hydriques augmentent avec la modernisation. De plus, l’eau courante est facile à obtenir (il suffit d’ouvrir un robinet ce qui ne représente pas le même effort que d’aller chercher l’eau d’un puits situé à 1,5 km, de l’exhaure, puis de la ramener à la maison). Le réseau augmente donc la consommation et les gaspillages.

Il augmente aussi les risques de pollution. L’eau est plus abondante. Elle stagne en certains endroits, se perd dans le sol et entraîne au passage les matières fécales disséminées un peu partout.

Il faut donc que M&D accompagne son action d’un travail approfondi de *sensibilisation* et de *formation* de la population et de formation des cadres associatifs responsables de la gestion du réseau.

L’orientation actuelle qui consiste à mettre l’accent sur la *gestion globale de la ressource* en eau (eau potable, eau d’irrigation, recharge des nappes, assainissement liquide, impacts sur la santé) est très intéressante ;

Cette démarche suppose un fort input en actions de sensibilisation, de formation, d’animation et de mobilisation, en particulier de certains groupes cibles (les enfants, les femmes, les élus).

Dans le cadre du projet CORIAM et afin de mettre l’accent sur la gestion globale de la ressource en eau, M&D s’est engagée depuis 2009 à réaliser 12 réseaux d’adduction d’eau potable avec branchements individuels et 3 réseaux d’assainissement dans 13 villages des provinces de Tata et de Taroudannt.

**Points forts**

* La population a un meilleur accès à l’eau potable (surtout en quantité d’eau disponible par habitant) ;
* La sécurité de l’approvisionnement, surtout en période de sécheresse a été améliorée. Cela vaut pour les humains comme pour les animaux ;
* Actuellement, l’Etat marocain intervient fortement dans le domaine de l’eau potable et assure progressivement la couverture des besoins de tous les villages ;
* *La nouvelle approche globale* de M&D, qui consiste à travailler à une meilleure gestion d’ensemble, et sur le long terme de la ressource en eau, est très pertinente ;
* Elle correspond à l’approche des bailleurs, en particulier français (collectivités, agences de bassin, PS Eau etc.) ;
* La liste des bailleurs mobilisés par M&D s’est progressivement *élargie et diversifiée* avec l’arrivée de collectivités importantes comme le Grand Lyon, de fondations comme la Fondation Ensemble, de grandes entreprises comme Veolia.

**Contraintes et difficultés**

* Des problèmes de gestion des adductions d’eau se posent à des villages (suivi insuffisant, mauvais entretien des équipements) ;
* L’accès plus facile à l’eau potable augmente fortement le niveau de consommation qui passe de 10 l par habitant et par jour à plus de 50 l, ce qui pose des problèmes d’assainissement (eaux stagnantes dans les rues des villages) avec les risques sanitaires correspondants.

**Projets AEP réalisés de 2005 à 2011**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nombre de réseaux** | **Nombre de Communes** | **Nombre de villages** | **Nombre de foyers** | **Population totale** |
| 24 | 24 | 40 | 1 732 | 15 003 |

Le tableau qui suit donne quelques exemples d’investissements dans 8 réseaux d’eau potable, construits sur les Communes rurales d’Agadir Melloul (5 réseaux), Imintayarte (1 réseau) et Assaïs (2 réseaux) qui ont permis d’apporter de l’eau potable à 40 douars.

**Evaluation des coûts d’adduction d’eau potable en €**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Timdghart** | **Izerzer** | **Tagourout** | **Anighd** | **Taltgmoute** | **Tawirt** | **Tislit** | **Tirsal** |
| 26 643 | 28 721 | 18 940 | 17 533 | 24 713 | 67 050 | 18 692 | 33 048 |

Avec un investissement total de 235 340 € pour les 8 réseaux, le coût moyen s’est élevé à *29 417 € par réseau*.

|  |
| --- |
| **Accès à l’eau potable**  Entre 2005 et 2011 M&D a fait un effort très important en matière d’amélioration de l’accès de la population à l’eau potable.  **24 réseaux** AEP ont été réalisés, fournissant de l’eau potable à **1 732 foyers**, soit plus de **15 000 habitants,** répartis dans **40 villages** des provinces de Taroudannt et de Tata.  Le cout total de 8 de ces réseaux s’est élevé à 235 340 €, ce qui représente un coût d’investissement par réseau de 29 417 €. Par extrapolation (en attendant des chiffres plus précis), on peut estimer l’investissement total pour les 24 réseaux à **706 000 €** pour la desserte de 1 732 foyers (15 000 habitants), soit **407 € par foyer** et **47 € par personne**.  Depuis quelques années, la montée en puissance des interventions de l’Etat dans ce domaine a progressivement amené M&D à moins intervenir dans le « hard » pour la réalisation des investissements dans l’eau potable, et, davantage, dans le « soft » pour la **sensibilisation** des populations, en particulier des femmes et des jeunes, pour la **formation** et l’**animation** sur le thème de la gestion rationnelle de la ressource  Cette tendance devrait se poursuivre et cela crée un besoin croissant d’amélioration de la gestion de l’eau. Cela est d’autant plus important que le *changement climatique* va inéluctablement encore plus perturber l’approvisionnement en eau dans les années à venir.  Enfin, l’on peut noter plusieurs évolutions intéressantes :   * L’importance attribuée désormais par M&D à la notion de **gestion globale** **de la ressource** en eau : eau potable pour les humains, eau d’abreuvement, assainissement, eau d’irrigation ; * L’accent est mis par l’Etat sur les **économies d’eau**, en particulier pour l’irrigation (micro-irrigation, goutte à goutte) ; * Depuis peu, grâce à un financement de TFD[[13]](#footnote-13), M&D dispose d’un petit matériel d’analyse bactériologique ce qui lui permet d’effectuer des **contrôles de qualité de l’eau,** avec la bénédiction du ministère marocain de la santé. |

## 3 – Des réseaux pionniers d’assainissement villageois

**Context**e

Les villages ne disposent d’aucun système d’assainissement. Les préoccupations pour un meilleur assainissement sont relativement récentes pour M&D.

Le développement des réseaux d’eau potable a eu une série de conséquences : outre les problèmes nouveaux d’hygiène, la consommation d’eau a augmenté (les gens se lavent davantage, en particulier).

Les besoins naturels étant toujours satisfaits dans la nature, le risque de contamination des nappes phréatiques s’est accru en l’absence de latrines dans les habitations. Le besoin de régler cette question par la mise en place d’un réseau d’assainissement liquide en découle.

**Réalisations**

Durant le PACT, M&D a conçu et réalisé 5 projets[[14]](#footnote-14). Ces projets ont tous un *caractère pilote*. Plusieurs techniques ont été utilisées :

* A *Tagmoute*, dans la Commune rurale d’Assaïs, le traitement est très complet. Il comprend : une cuve de décantation-digestion (assimilable à une fosse septique)/un pompage/un système de chasse automatique/une filtration sur sable /une irrigation au goutte à goutte. Choisi car le village est situé dans une zone semi-désertique, que les sources qui l’alimentent sont tout juste suffisantes, il fallait donc que les eaux traitées soient utilisables en agriculture, au moins pour irriguer des arbres destinés à la production de bois de chauffe.
* A *Asseragh*, le traitement se fait avec seulement une cuve de décantation-digestion et un système de chasse automatique. Cette technique a été choisie car le village se situe en amont d’un autre village, Aguinen, qui ne pouvait pas recevoir des eaux usées brutes et qu’un traitement minimum était nécessaire pour la salubrité du village lui-même. Cette eau peu traitée finit son épuration dans un bosquet de bois de chauffe et de roseaux.
* à *Aït Iktel,* il est prévu de réaliser un traitement sur phragmites (roseaux), car l’environnement y est beaucoup plus sensible. L’entretien y est très léger. M&D souhaite expérimenter ce procédé pour servir de cas d’école pour des assainissements, même de toutes petites collectivités, les auberges et les écoles en particulier. Ce projet est actuellement bloqué en raison d’un conflit politique interne au douar.
* A *Tinfate,* dans la Commune de Sidi Hssaïn, le projet est prévu sur financement du Grand Lyon. L’étude est actuellement en cours par les services marocains de l’Equipement. Il est envisagé de créer un réseau d’assainissement desservant 268 foyers répartis dans 4 douars. Ce projet devrait faire appel à la technologie du traitement par roseaux comme cela était prévu à Aït Iktel.

Le choix des douars bénéficiaires se fait en fonction de deux critères principaux :

* Le premier critère est que les habitants soient demandeurs, car le bouleversement des ruelles par la création d’un réseau d’assainissement est toujours nécessaire, les nuisances de chantier sont donc importantes.
* Le deuxième critère, est qu’une alimentation individuelle de chaque logement en eau potable soit réalisée, ce qui veut dire que les gens s’engagent ; d’une part à cause de l’augmentation des débits consommés par les habitants – qui transforment vite les rues en cloaques – et d’autre part par la nécessité d’effectuer des chasses au niveau de chaque logement, et collectivement sur chaque tronçon de réseau, pour que les effluents s’écoulent.

Pour la réalisation des projets, le montage partenarial est fait par M&D. La répartition des rôles est la suivante :

* Les villageois exécutent en général les tranchées et fournissent la main-d’œuvre du génie civil ;
* Les émigrés financent souvent des installations en cas de blocage ;
* Les Communes rurales participent en général en nature : fourniture d’une pompe par exemple
* L’Administration marocaine est souvent présente par l’intermédiaire du Ministère de l’Equipement (installations et formations), de l’Action Sanitaire et Sociale et de l’ONEP. L’administration des Douanes facilite aussi les importations de matériels et d’équipement.

**Projets d’assainissement environnemental villageois**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Réseau** | **Commune** | **Nombre de douars** | **Nombre de foyers** | **Population desservie** |
| Tagmoute | Assaïs | 1 | 76 | 564 |
| Asseragh | Agadir Melloul | 1 | 106 | 2367 |
| Aït Iktel | Abadou | 1 | 160 | 953 |
| Tinfate | Sidi Hssaïn | 4 | 268 | 1606 |
| **Total** |  | **7** | **610** | **5490** |

**Montant des investissement et financements (en euros)**

Note - Le tableau qui suit ne concerne que les deux projets déjà réalisés en décembre 2011

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Montant investissement (euros)** | **Part**  **AV (°)** | **Part**  **PNUD** | **Part**  **France (°°)** |
| **Tagmoute** | 84 992 | 23 168 (°°) | 26 928 | 34 896 |
| **Asseragh** | 80 627 | 35 518 (44%) | - | 45 109 (56%) |
| **Total** | **165 619**  (100%) | **58 686**  (35,4%) | **26 928**  (16,3%) | **80 005**  (48,3%) |

(°) Participation de l’AV: travail, achat de certain équipements, sous-traitance de certains travaux si obtention de financements nationaux (INDH).

(°°) Essentiellement la Fondation Ensemble (Pierres et Vacances)

**Commentaires**

* Les villageois ont pris en charge 58 686 € (645 546 Dh), soit directement, soit avec l’appui des émigrés, la Fondation Ensemble a apporté 80 005 € (880 055 Dh) et le PNUD a apporté 23 168 € (254 848 Dh) ;
* Les AV ont apporté 35,4% de l’investissement, essentiellement sous forme de travail et, accessoirement, d’équipements ;
* Avec un investissement total de 165 618 € pour 182 foyers, le coût de desserte par foyer s’est élevé à *910 € (10 010 Dh) ;*

**Points forts**

* La *démarche d’innovation* mise en application par M&D avec la complicité et l’appui du Grand Lyon et des services marocains concernés est très intéressante car elle contribue à la mise au point et à l’adaptation locale de technologies connues, mais pas forcément faciles à appliquer dans ce type de milieu (exemple des lits de roseaux) ;
* M&D expérimente des *technologies très différentes* en fonction du contexte géographique, climatique, voire social ou culturel de chaque zone d’intervention ;
* La réutilisation des eaux usées issues de la station pour l’irrigation de plantations de caroubiers à Tagmoute, constitue un excellent exemple de *pratique durable*;
* La population dispose d’une meilleure salubrité environnementale, mais elle contribue largement à la réalisation des ouvrages. Ramené au nombre de foyers pour chacun des réseaux, la contribution des villageois a été de *305 € par foyer* (3355 Dh) à Tagmoute et de *335 € par foyer* (3685 Dh) à  Asseragh ;
* Au niveau des investissements à réaliser il convient de constater la part importante prise en charge par la population en travail (terrassement) ou en achat de certains équipements. Il est notable que dans les deux cas évoqués (Tagmoute et Asseragh), la Commune rurale n’a pas participé au financement, vraisemblablement par manque de moyens.
* L’assainissement liquide concernant aussi la thématique de l’eau, l’orientation vers la gestion globale de la ressource en eau, telle que réalisée actuellement par M&D, est pertinente.

**Contraintes et difficultés**

* La principale difficulté reste sans aucun doute la *gestion du réseau* une fois celui-ci installé (pas de relevés, pas de rapports de suivi) ;
* Certaines étapes du processus n’ont pas de financement extérieur et doivent être prises sur les fonds propres de M&D, ce qui est une réelle difficulté ;
* Comme les techniques choisies par M&D sont *innovantes*, le personnel de l’association et les bureaux d’études locaux ne les connaissent pas encore. Les bénévoles de M&D compensent, mais cela reste difficile ;
* L’*adhésion* d’une majorité des villageois est plus difficile que pour les projets d’électrification ou d’eau potable ;
* Le *coût par foyer reste élevé*, même avec la participation en travail qui abaisse notablement le coût monétaire, rendant difficile l’extension du programme dans une conjoncture de raréfaction des financements pour l’aide aux populations du sud.

|  |
| --- |
| **Assainissement environnemental**  Cette activité est nouvelle pour M&D. Elle a démarré pendant la période du PACT : 5 projets étaient prévus, 2 projets ont été terminés (Tagmoute et Asseragh), 1 projet est en cours de réalisation (Tinfate) et 1 projet est bloqué (Aït Iktel).  Avec l’achèvement du réseau de Tinfate, le nombre de foyers desservis sera de **450 foyers** totalisant une population de **4 537 personnes**. Les deux réseaux déjà réalisés desservent **182 foyers** regroupant **2 931 personnes.**  Le coût total de ces deux projets a été de **165 618 €.** Les villageois ont apporté un tiers du financement (**35,4%)** et le financement extérieur a représenté les deux tiers (64,6%).  L’investissement a été de **910 €** (10 000 Dh) par foyer desservi, dont **322 €** (3542 Dh) à la charge de chaque foyer.  Il est intéressant de noter le **caractère innovant** des projets, ce qui transforme la zone en territoire d’expérimentation et de démonstration. Cela est important pour la suite du programme d’assainissement, mais le problème aigu qui va se poser est celui du cofinancement des réseaux, en particulier de la part qui devra être financée par l’extérieur pour ne pas trop alourdir la charge sur la population locale. |

## 4 – Des barrages collinaires pour alimenter les nappes phréatiques

Le choix fait par M&D dans les années 90, de commencer à construire des retenues collinaires et des barrages, répondait à un double objectif :

* Le principal objectif était d’assurer *la recharge de la nappe phréatique* en envoyant un maximum d’eau, par infiltration, dès qu’elle tombe, dans les couches profondes du sol, où elle est protégée de l’évaporation ;
* Le deuxième objectif était d’assurer *une alimentation correcte du bétail* en eau d’abreuvement car « *si on peut toujours acheter du grain pour sauver des bêtes de la famine on ne peut pas acheter de l’eau pour les abreuver en cas de pénurie* ».

L’INRA a évalué la majorité des retenues collinaires réalisées entre 1995 et 2 000**[[15]](#footnote-15)** et a noté que *« la comparaison des situations des lacs collinaires construits à Aït Baha et Amskroud avec ceux qui ont été construits à Taliouine, montre que leur durabilité (optimisation) est étroitement liée à la participation des populations concernées dans les différentes étapes : le choix du site, la planification, la réalisation, la contribution au financement et la gestion ».*

Selon le rapport de l’INRA, tout cela est possible grâce à « *une structuration des usagers en associations locales* ».

**Points forts**

* La construction des barrages a stabilisé, de manière indéniable, la nappe phréatique des zones d’influence de ces barrages, comme l’a démontrée l’étude réalisée par l’INRA Maroc sur les retenues collinaires créées par M&D ;
* La gestion participative du processus de réalisation du barrage ou de la retenue collinaire, améliore les conditions de gestion et donc la durabilité de l’ouvrage ;
* Un projet comme EPAE, qui a démarré en 2005, mobilise un partenariat multiple (10 partenaires) et très diversifié : collectivités marocaines et françaises, dont la Communauté d’Agglomération du Grand Lyon et l’entreprise Veolia, ainsi que des fondations (Fondation Ensemble, TFD) et des établissements publics français (Agence de bassin Rhône Méditerranée Corse) ;
* Dans ce type de projet, l’apport de la population (AV et migrants) en argent ou en travail, reste important (près de 40%).

|  |
| --- |
| **Un nouveau montage partenarial**  La Communauté d’Agglomération du Grand Lyon est associée à l’entreprise Veolia Environnement, à la Fondation Ensemble, à l’Agence de Bassin Rhône-Méditerranée, pour réaliser des projets d’adduction d’eau potable et d’assainissement liquide dans 22 villages de la zone de travail de M&D.  Au total, l’investissement réalisé par les partenaires en 5 ans (2005-2009) représente 822 253 €, dont 319 566 € apportés par la population (Associations villageoises et migrants), soit 38,8%. |

**Contraintes et difficultés**

* L’extension des réseaux a, paradoxalement, augmenté le *risque de maladies* liées à l’eau : l’eau qui provenait auparavant de puits, souvent d’assez grande profondeur, circule désormais dans des canalisations, stagne dans des réservoirs exposés au réchauffement solaire dans lesquels l’eau peut atteindre 60°. Cela exige une meilleure connaissance des risques et une meilleure hygiène donc plus d’information et de formation, ce que M&D n’a pas toujours les moyens de faire ;
* La stratégie de M&D concernant le domaine de l’eau a déjà *fortement évolué*. L’association met, maintenant, l’accent sur la sensibilisation, l’animation et la formation des populations dans le domaine de la *gestion intégrale* des eaux. Or, les efforts dans ce domaine restent insuffisants, en particulier parce que les financements ne suivent pas toujours ;
* Si les actions menées par M&D dans ce domaine commencent à toucher les femmes et les enfants, les hommes sont peu mobilisés, et assez difficiles à mobiliser sur ce qui concerne l’environnement, en particulier les élus et les responsables associatifs.

**Perspectives**

* La demande des Communes rurales et des AV est importante car elles ont conscience de l’impact des sécheresses récurrentes, que peut encore aggraver le changement climatique en cours ;
* Plusieurs autres projets de barrage sont à l’étude en particulier sur la Commune d’Ammelne dans la province de Tiznit. Ces projets devraient s’inscrire dans les Plans Communaux de Développement.

|  |
| --- |
| **Barrages et retenues collinaires**  Depuis sa création, M&D a réalisé **14 barrages collinaires** avec un coût moyen par barrage de 35 000 euros.  Les études récentes ont montré le grand intérêt de ce type d’infrastructure dans le contexte du changement climatique, pour la réalimentation de la nappe phréatique.  Durant la période du PACT, aucune nouvelle retenue collinaire n’a été construite, mais la demande reste forte et on retrouve divers projets de retenues dans les Plans Communaux de Développement, par exemple à Talkjounte. |

## 

## II – Développement des activités génératrices de revenus

L’action menée par M&D dans ce domaine a véritablement démarré en 2001, après la réalisation de l’étude ECIL. Diverses initiatives avaient été prises, antérieurement, par M&D pour développer l’activité économique, en particulier au bénéfice des femmes pauvres des villages, afin de leur trouver un complément de revenu, mais ces initiatives n’avaient pas donné de bons résultats. C’est ainsi qu’un petit projet de développement de l’élevage caprin avait été mis en place. Ce fut un échec.

En 2000, au moment de l’étude, une filière économique locale se développe fortement depuis quelques années. Il s’agit de la filière argan. Sous l’impulsion du Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la Lutte contre la Désertification, et avec l’appui technique et financier de la GTZ, un important programme de conservation et de valorisation de l’arganeraie du sud Maroc a été mis en place. Il a permis la création de dizaines de coopératives féminines destinées à la production d’huile d’argan de qualité bio, destinée aux marchés d’exportation, en particulier vers l’Allemagne.

L’étude ECIL va permettre d’identifier plusieurs filières sur lesquelles M&D pouvait envisager de conduire des actions. Il s’agissait :

* des filières agricoles (huile d’olive, huile d’argan et safran, principalement) et de l’artisanat ;
* du tourisme rural, totalement inexistant dans la zone alors que les potentialités sont immenses.

M&D va développer une action vigoureuse pendant les 10 ans du PACT. L’association va conduire des activités très diversifiées :

* Réalisation d’études de filière et d’études spécifiques ;
* Appui à la création d’organisations de base pour valoriser ces produits ;
* Appui à la mise en place d’équipements de transformation et/ou de conditionnement destinés à conférer au produit une valeur ajoutée ;
* Réalisation de sessions de sensibilisation et de formation d’accompagnement ;
* Appui à l’amélioration du conditionnement et, globalement, à l’amélioration de la qualité ;
* Appui à l’obtention de certifications (certification biologique en particulier) :
* Appui à la promotion des produits ;
* Appui à la commercialisation, tant sur les marchés intérieurs que sur les marchés à l’exportation (Europe du sud en particulier).

Cette nouvelle orientation va obliger M&D à trouver, sensibiliser et mobiliser d’autres partenaires, en particulier des partenaires techniques et scientifiques alors que, jusqu’alors, M&D n’avait pas beaucoup fréquenté les milieux de la recherche, de l’enseignement supérieur ou du commerce international.

Ce volet d’appui au développement des AGR, inexistant avant 2000 a pris, progressivement de l’importance entre 2001 et 2011 pour devenir, actuellement, un volet essentiel, sinon le volet principal de l’action de M&D.

Les principales actions conduites dans ce cadre concernent d’une part la valorisation des productions agricoles dans 3 filières: la filière safran, la filière oléicole, la filière argan et, d’autre part, le développement du tourisme rural.

## 1 – La révolution des périmètres irrigués

La demande en eau d’irrigation est une demande très ancienne des populations. Dès sa création, M&D a reçu des demandes de villages désireux de diversifier leur production et d’améliorer leurs rendements agricoles par l’irrigation.

M&D a d’abord réalisé des projets d’amélioration des canaux traditionnels, les *« seguias »* qui sont construits en terre et qui induisent donc de fortes pertes en eau (infiltration et évaporation). Les nouvelles seguias ont été réalisées en béton afin de limiter ces pertes.

Dans un deuxième temps, dans le cadre du PACT, la demande d’accroissement des surfaces cultivées en safran, imposait de transformer des terrains secs de propriété collective, les terrains *« bours »,* en terres irriguées propres à permettre aux paysans du village de :

* Promouvoir le développement de *cultures à forte valeur ajoutée* (arboriculture, céréaliculture, safran, légumes) offrant aux populations locales une alternative à la migration ;
* Améliorer les productions issues de l’arboriculture (amandes, olives en particulier) et du maraîchage dans une optique d’*autosuffisance* et de *diversification alimentaire*;
* Préserver l’environnement par une *utilisation rationnelle de l’eau*(le périmètre sera partiellement mis en valeur par irrigation localisée) ;
* Renforcer les capacités en *gestion communautaire* des AV pour l’exploitation, l’entretien et la maintenance du système d’irrigation.

**Caractéristiques**

L’approvisionnement en eau de ces périmètres irrigués se fait par le captage des eaux souterraines, le pompage pour irrigation directe et le stockage dans des bassins, puis la distribution en gravitaire et sous pression aux parcelles des agriculteurs.

Le principe est que chaque famille du village puisse disposer d’une parcelle irriguée dans la zone « bour » ancienne. Les propriétaires qui, pour des raisons diverses, ne sont pas en mesure de mettre en valeur ces parcelles nouvellement irriguées ont la possibilité de les louer aux paysans du village qui n’ont pas de terre. Dans ce cas, le propriétaire reçoit ¼ des produits, s’il s’agit de cultures annuelles ou de safran, et ½ s’il s’agit de productions fruitières.

M&D réalise les études socio-foncières et les études techniques préalables, accompagne les associations villageoises pour élaborer et déposer les demandes de cofinancement (INDH, Fondation de France, Coopération Suisse), obtenir l’appui de l’Agence de Bassin Souss Massa Drâa et de l’Office Régional de Mise en Valeur Agricole d’Ouarzazate (ORMVAO). M&D assure ensuite la coordination des travaux qui sont confiés à un maître d’œuvre.

Ces nouveaux périmètres sont localisés sur la Commune de Tassousfi. Ils sont consacrés au safran, culture de rente de la zone de Taliouine, qui occupe en moyenne un tiers de la surface nouvellement irriguée, mais aussi à la luzerne destinée aux animaux, aux céréales (maïs en particulier), aux légumes et aux arbres fruitiers (oliviers, amandiers).

Ces périmètres représentent actuellement près de *700 Ha*, l’objectif de M&D étant d’arriver à 1 000 Ha en 2012. Ils bénéficient à *374 paysans*. Chacun dispose désormais de *1,8 Ha* supplémentaire qui vient s’ajouter à la superficie dont il disposait déjà au village.

**Périmètres irrigués mis en place**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Périmètre Commune** | **Nombre de villages** | **Nombre de producteurs** | **Superficie irrigable en Ha (2011)** | **Superficie moyenne par producteur** | **Population concernée** |
| **Aouerst** | 1 | 180 | 340 | 1,88 | 1 400 |
| **Imgoun** | 1 | 120 | 250 | 2,08 | 1 200 |
| **Ignaren/Aït Youssef** | 2 | 74 | 107 | 1,44 | 900 |
| **Total** | **4** | **374** | **697** | **1,8** | **3 500** |

***Safran : un chiffre d’affaire supplémentaire de plus de 10 millions de Dh (971 000 €)***

Les périmètres d’Imgoun, d’Aouerst et d’Ignaren ont produit, en moyenne, 107 kg de safran pour Aouerst, 60 kg pour Imgoun, et 34 kg pour Ignaren, le plus récent, soit 201 kg au total. Le prix de vente a été de 17 000 Dh le Kg en 2008 et en 2009, puis il a baissé à 13 000 Dh en 2010 et à 12 000 Dh en 2011.

Le tableau ci-dessous permet d’évaluer le chiffre d’affaire supplémentaire induit, entre 2008 et 2011, sur ces périmètres, par la production de safran. Il faut prendre en compte le fait que ces terres étaient, auparavant, totalement improductives (terrains secs dits terrains « bours »).

**Estimation du chiffre d’affaire engendré par le safran 2008 - 2011**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Périmètre** | **Production annuelle (kg)** | **Valeur 2008 (Dh)** | **Valeur 2009 (Dh)** | **Valeur 2010 (Dh)** | **Valeur 2011 (Dh)** |
| **Aouerst** | 107 | 1 819 000[[16]](#footnote-16) | 1 819 000 | 1 391 000 | 1 284 000 |
| **Imgoun** | 60 | 1 020 000 | 1 020 000 | 780 000 | 720 000 |
| **Ignaren**  **Aït Youssef** | 34 | 0 | 0 | 384 670 | 448 320 |
| **Total** | 147 | 2 839 000 | 2 839 000 | 2 555 670 | 2 452 320 |
|  |  | **10 686 000 Dh (971 454 €)** | | | |

Au total, en 4 ans, de 2008 à 2011, la production supplémentaire de safran grâce au développement des nouveaux périmètres irrigués d’Imgoun, d’Aouerst et d’Ignaren a représenté un chiffre d’affaire de 10 686 000 Dh, soit *971 454 €.*

Il convient de noter que toutes ces plantations de safran sont récentes, or la production d’une même parcelle augmente sur les 5 ou 6 premières années avant de décliner. Dans le cas d’Ignaren/Aît Youssef, la production a été de 29,6 Kg la première année, en 2010 et de 37,4 Kg en 2011, soit un accroissement de *26,3%* en un an.

**Coût et financement des périmètres irrigués en €**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Périmètre** | **Coût** | **ADS** | **M&D** | **AV** (espèces) | **AV** (travail) |
| **Aouerst** | 51 903 | 30 794 | 5 454 | 0 | 15 655 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Périmètre** | **Coût** | **ADS** | **M&D** | **AV** (espèces) | **AV** (travail) |
| **Imgoun** | 42 852 | 24 373 | 5 077 | 619 | 12 783 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Périmètre** | **Coût** | **TFD**  France | **Ministère**  France | **ORMVA** | **AV**  (travail) |
| **Ignaren/Aït Youssef** | 38 662 | 9 947 | 15 125 | 1 311 | 12 279 |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût** | **Financement** | | | | |
|  | **Contribution Maroc** | **Contribution M&D** | **Contribution France** | **Apport des AV** (espèces) | **Apports des AV** (travail) |
| 133 417 | 56 478 | 10 531 | 25 072 | 619 | 40 717 |

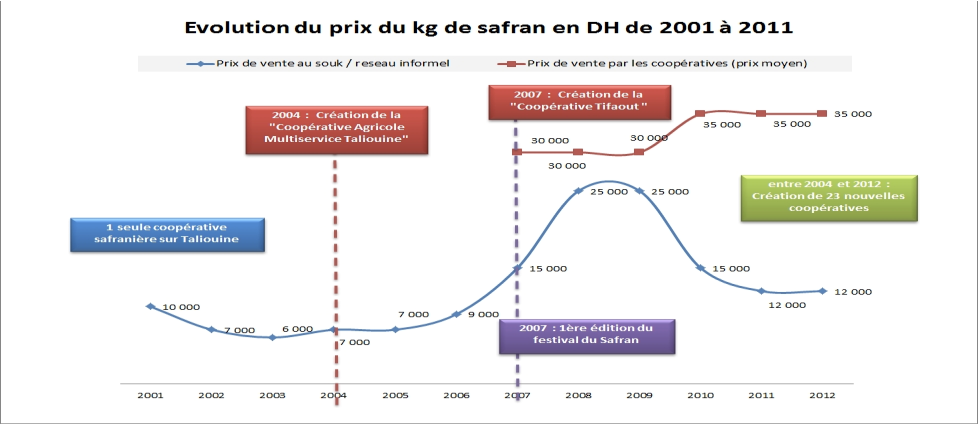
## 2 – Des prix tirés vers le haut par les coopératives

Entre 2007 et 2011, le nombre de coopératives safranières a subi une expansion exponentielle. Durant le PACT, *23 coopératives* ont été créées. Avec les coopératives en cours de constitution, fin 2012 le nombre de coopératives devrait être de 32.

Dans le même temps, les prix du safran vendu par les coopératives s’est totalement dissocié du prix du marché classique. Le schéma ci-dessous illustre parfaitement le phénomène, qui date du début 2007.

Alors que le prix du safran vendu par les producteurs au souk aux intermédiaires des grands négociants, oscille entre 12 et 15 000 Dh le kg (1 090 à 1 364 €/kg), le prix obtenu par les coopératives safranières de Taliouine sur le marché européen du safran bio-équitable a été au minium de *32 000 Dh/Kg (2 900 € le kg).*

Le schéma ci-dessous montre clairement le *différentiel de prix de vente* (courbe rouge et courbe bleue) à partir de 2007.

******

***Commentaires***

L’investissement total dans les 3 périmètres s’est élevé à 1 467 587 Dh (*133 417 €),* soit une moyenne de *44 472 € par projet.* Les AV ont apporté en travail, et un tout petit peu en espèces, 41 336 €, soit près d’un *tiers de l’investissement (30,5%).*

Sur la base de 697 Ha irrigables, l’investissement total, fin 2011, s’élevait à *191 € par hectare*. Avec 374 agriculteurs bénéficiaires en 2011, l’investissement total ne représente que *357 € par famille de producteur*. Mais si l’on enlève la contribution en travail des membres des AV, l’investissement monétaire n’est plus que de 92 700 € pour les 3 périmètres, soit *248 € par producteur*.

**Points forts**

* Ce projet a produit des *résultats assez exceptionnels* avec un accroissement du chiffre d’affaire de 971 454 € en 4 ans, soit 242 750 € par an. La décision de M&D de s’engager, après 2001, dans la réalisation de travaux d’irrigation permettant d’accroitre les superficies de safran par l’irrigation de terrains collectifs secs (terres « bours »), a permis, de fait, d’*améliorer de manière très significative* le chiffre d’affaire des producteurs concernés ;
* Le projet a permis de contribuer à la *sécurisation de l’approvisionnement alimentaire* des humains (légumes et céréales sont largement cultivés) et du bétail (production de luzerne) ;
* Ces projets ont permis le *renforcement des Associations villageoises* qui se sont clairement engagées dans le développement économique, ce qu’elles ne faisaient pas ou très peu, jusqu’alors ;
* L’impact sur l’emploi, par le biais de l’extension de la culture du safran, fortement utilisatrice de main d’œuvre, en particulier au moment de la récolte (collecte et tri) est très important. Rappelons que pour obtenir un kg d safran sec, les femmes doivent récolter en moyenne 22°400 fleurs[[17]](#footnote-17) ;
* Le projet a permis aux coopératives d’obtenir, sur le marché européen du bio-équitable, un *prix très nettement supérieur* aux prix du marché, fixé par les intermédiaires ;
* Le projet a, globalement, contribué, à *l’amélioration du revenu* et des conditions de vie des paysans de la zone. Cette amélioration globale devrait être un élément important, sinon déterminant, pour *freiner* *l’émigration des jeunes* ;
* Le montage partenarial permet maintenant d’associer l’Etat (ORMVA, ODECO, ADS), la Commune rurale, M&D en appui à l’Association villageoise ;
* L’INDH apporte des contributions financières au projet ;
* La contribution des producteurs, sous forme de travail, pour la mise en place du périmètre irrigué est essentielle. Elle représente *1/3 de l’investissement*.

**Utilisation des terres irriguées des projets M&D** (enquête 2009**)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Superficie irrigable** | **Superficie irriguée** | **Moyenne par producteur** | **Safran**  **(2009)** | **Luzerne**  **(2009)** | **Céréales**  **(2009)** | **Légumes**  **(2009)** |
| **Aouerst** | 120 | 32 | 0,26 | 14 | 3 | 14,5 | 0,5 |
| **Ignaren** | 107 | 24 | 0,74 | 9 (°) | 3 | 9 | 3 |
| **Imgoun** | 65 | 40 | 1,00 | 30 | 7 | 4 | 0 |
| **Total** | **292** | **96** | **0,66** | **53** | **13** | **27,5** | **3,5** |

(°) 20 Ha plantées, dont 9 hectares sont déjà en production

**Chiffre d’affaire engendré en 2009** (Dh)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **safran** | **luzerne** | **céréales** | **légumes** |  |
| **Aouerste** | 4 200 000 | 405 000 | 60 000 | 10 000 | 4 575 000 |
| **Ignaren** | 810 000 | 840 000 | 540 000 | 60 000 | 1 315 500 |
| **Imgoun** | 6 300 000 | 945 000 | 18 000 | 0 | 7 263 000 |
| **Total** | **11 310 000** | **1 755 000** | **118 500** | **70 000** | **13 153 500** |

**Contraintes et difficultés**

* Pour le moment, le projet touche un peu moins de *25% des producteurs* (374 sur un total de 1 500 producteurs, environ). Les besoins en financements complémentaires sont *importants* et les cofinancements ne sont pas faciles à mobiliser ;
* Ces producteurs sont localisés dans la zone que M&D a tendance à privilégier, autour de Taliouine qui est *le terroir de prédilection* du safran au Maroc ;
* Des *investisseurs privés* en provenance de l’extérieur, susceptibles de mettre en valeur des centaines d’hectares avec le désir d’y développer le safran, commencent à s’intéresser à la zone. En quelques années, une dizaine d’étrangers se sont installés dans la zone dans le but d’investir dans les produits de l’agriculture en particulier le safran mais aussi dans l’artisanat local (tapis).

**Perspectives**

* L’important travail réalisé par M&D depuis quelques années sur l’ensemble de la filière safran doit continuer à s’appuyer sur l’*extension des surfaces* cultivables en safran, donc sur l’irrigation qui est indispensable ;
* Les perspectives sont *considérables*. La demande de la part des AV et des producteurs de la zone est très forte
* Des réseaux existants intègrent de nouveaux producteurs. C’est de cas d’Ignaren qui, en 2010, a incorporé 27 nouveaux irrigants, passant ainsi de 47 producteurs à 74 ;
* De *nouveaux réseaux d’irrigation* ont, par ailleurs, été lancés dans 3 villages : Imoula, Taïfest et Tagourout. L’objectif initial de M&D était de parvenir en quelques années à *1000 Ha*, bénéficiant à *500 producteurs*. Les producteurs étaient 234 en 2009 et ils sont déjà 374 en 2011.

|  |
| --- |
| **Périmètres irrigués**  **3 réseaux d’irrigation** ont été mis en place par M&D et sont entrés progressivement en culture, depuis 2006, à Imgoun, Aouerst, et Ignaren/Aït Youssef (province de Taroudannt). Ils ont permis d’irriguer **697 hectares** et ils bénéficient à 374 familles de paysans (environ 3°500 personnes), soit une moyenne de 1,8 Ha par producteur.  L’investissement total a été de 133 417 €, soit  **191 € par hectare irrigué**. La contribution des producteurs, principalement en travail, s’est élevée à 30,5%. L’investissement monétaire n’est que de  **257 € par producteur** (qui nourrit une famille de 8,8 personnes en moyenne)  En 4 ans, de 2008 à 2011, la seule culture du safran sur les nouvelles terres irriguées, en dehors des autres cultures irriguées (luzerne, céréales, légumes, arbres fruitiers) ont induit un CA de plus de **10 M Dh (971 000 €)**soit une moyenne de **2 596 €** (**25 962 Dh par famille** de paysan). Les mises en culture étant récentes, ce chiffre d’affaire va encore régulièrement augmenter les prochaines années (de l’ordre de 10% par an) ;  L’impact sur **l’emploi familial** est notable, bien qu’il soit difficile à mesurer avec précision, en particulier du fait des cultures à haute intensité de main d’œuvre comme le safran ou la production maraîchère ;  La production des céréales et des légumes a permis de diversifier les **possibilités d’auto**c**onsommation** (amélioration de la diète alimentaire, meilleure qualité des produits) et d’approvisionner le **marché local** en légumes frais (carottes, oignons, tomates etc.) auparavant amenés des zones de production en serres d’Agadir ;  La production de luzerne a permis d’améliorer la **sécurité de l’alimentation** des animaux dont le nombre semble avoir assez nettement augmenté ;  Les **Associations villageoises** sortent renforcées du fait de la conduite de ce type de projet d’envergure. Elles prennent une nouvelle dimension.  A court terme, sur la base des projets en préparation ou en cours, la superficie irriguée devrait doubler, pour atteindre **1000 Ha** et bénéficier à **500 producteurs** (*5000 personnes)* |
|  |

## 3 – Le safran, une filière en expansion

M&D a mené une action essentielle dans le domaine de la filière safran. On peut dire que *« M&D a sauvé, grâce à l’irrigation, la filière safran de Taliouine[[18]](#footnote-18) »* L’association, pour y parvenir, a tenu compte d’un certain nombre d’éléments :

En 2001, la superficie cultivée en safran était de 495 Ha et la production était de 1 600 Kg. En 2011, avec 1 445 producteurs agricoles cultivant 600 Ha de safran[[19]](#footnote-19) (0,41 Ha par producteur), la zone de Taliouine /Taznakhte représente un *véritable terroir de production.*

Au Maroc, le safran n’est cultivé que dans cette zone de montagne dont le climat et les sols conviennent parfaitement à cette culture. La qualité des quelques *2 500 kg de safran* en filaments qui y est produit, en moyenne, chaque année, est donc très bonne. Avec un prix moyen de 12 000 Dh le kg (1 090 €) en 2011, ce sont *2 725 000 €* qui sont injectés chaque année dans la zone.

La demande mondiale de ce *produit haut de gamme* augmente, ce qui induit des opportunités de marché intéressantes. Le système traditionnel de production peut être qualifié de *« naturellement biologique* », car le paysan n’utilise aucun intrant chimique, ce qui correspond à une demande mondiale en forte croissance (marché bio).

La production du safran est réalisée sur un *mode familial* par de *très petits producteurs* organisés en coopératives, ce qui devrait permettre, à court terme, d’ouvrir plus facilement le *marché équitable*.

Le nombre de coopératives safranières augmente chaque année. Il y a actuellement *24 coopératives* qui se sont constituées, pour la plupart ces dernières années. Elles sont d’assez petite taille. Chaque coopérative regroupe, en moyenne, *34 producteurs* qui sont apparentés (même lignage, même douar) ou qui se connaissent bien et qui ont *confiance* les uns dans les autres.

Le modèle du début du PACT (2001) avec une seule coopérative, la coopérative Souktana, qui regroupait 350 adhérents et qui était pratiquement contrôlée par l’Etat est considéré comme obsolète. Il ne correspond plus à ce que les producteurs souhaitent.

Les organisations internationales (FAO en particulier), comme l’Etat marocain, s’intéressent à l’accroissement des rendements, à l’amélioration globale de la qualité des produits et au maintien de la *valeur ajoutée locale* par le séchage et surtout le conditionnement sur place. C’est ce qui explique l’installation en 2010 de la « Maison du Safran » de Taliouine, dont la gestion a été confiée aux organisations de producteurs.

Le développement, en parallèle, du *tourisme rural,* offre de nouvelles opportunités pour faire connaître le produit et le vendre en direct aux visiteurs, le plus souvent étrangers. Le Festival du Safran qui a lieu toutes les années début novembre (au moment de la récolte) constitue une vitrine importante.

Après moins de 10 ans d’intervention sur la filière safran, les principaux résultats que M&D peut afficher, peuvent être résumés de la façon suivante :

**Points forts**

* Cette filière est incontestablement *très dynamique* et, même si elle n’est pas seule à s’y intéresser, l’association M&D a beaucoup contribué à sa relance et à son succès actuel ;
* La superficie plantée en safran qui était de 454 Ha en 2009, s’est élevée à 500 Ha en 2010 et elle avoisine les *700 Ha* en 2011 :
* La filière tend progressivement à mieux s’organiser. En 2004, seule existait la coopérative Souktana, dont la gestion était critiquée. Le secteur, grâce à l’appui de l’ORMVAO et de l’ODECO compte actuellement *24 coopératives safranières* qui regroupent *829 coopérateurs*. Le secteur organisé représente donc près de *57,4 %* *des producteurs de safran*. Cerésultat est exceptionnel quand on connaît les réticences des producteurs marocains à s’organiser en structures collectives ;
* Grâce à la mise en place des périmètres irrigués, l’extension des superficies est *notable* et cela constitue un atout essentiel. L’introduction récente de l’i*rrigation goutte à goutte*, largement subventionnée par l’Etat marocain, permet de substantielle économies d’eau et rend donc possible l’extension des superficies en safran, là où le facteur limitant était la pénurie d’eau ;
* La filière safran, dans son ensemble, est mieux connue des acteurs locaux. Grâce à l’appui de la FAO, une étude globale de la filière safran a été réalisée par M&D avec l’appui du bureau d’étude Aroma Concept International (ACI). D’autres études, en particulier une étude réalisée par la Faculté des sciences de l’Université d’Agadir sur le prix du safran, ont permis de mieux connaître la filière afin de mieux contribuer à son amélioration ;
* Si on excepte la coopérative historique Souktana, qui a un nombre plus élevé de coopérateurs, chaque coopérative regroupe 34 producteurs en moyenne, qui cultivent 25 Ha, sur la base de 0,9 Ha par producteur. Cette taille parait assez adéquate, d’autant qu’il s’agit d’un regroupement des producteurs sur une base géographique et souvent lignagère, ce qui facilite les relations et la cohésion sociale au sein du groupement, donc les prises de décision et le contrôle ;
* Le projet PACT a permis la création ou le renforcement de 15 coopératives (62% du total des coopératives safranières) dont la coopérative agricole multiservices Taliouine, à Tassousfi, qui compte 11 coopérateurs et qui est sur une bonne dynamique économique (voir encadré) ;
* La *structuration de la filière* a débuté. M&D a organisé, en 2009, plusieurs ateliers regroupant une cinquantaine d’acteurs de la filière safran. Des chercheurs (INRA, Université Ibn Zohr d’Agadir) y ont été associés. Une réflexion a été menée sur le rôle des femmes au sein de la filière, en particulier sur leur contribution à l’amélioration de la qualité et sur l’amélioration de leur revenu personnel grâce à la part de la production qui leur est traditionnellement réservée ;
* En 2011, des *formations décentralisées* ont été organisées à proximité des coopératives dans 7 localités afin de faciliter la participation des paysans. Ces formations, d’une durée d’une semaine, ont touché 278 producteurs et productrices soit 33,5 % des coopérateurs. Ces formations ont porté particulièrement sur la qualité, l’hygiène, la traçabilité et le plan de contrôle AOP safran de Taliouine. Une convention a été signée en octobre 2011, à l’occasion du Festival du Safran, entre M&D et l’ORMVAO pour la poursuite de ces formations ;
* Le *travail sur la qualité* commence à porter ses fruits. Un cahier des charges du safran a été élaboré avec l’ORMVAO et le Conseil régional Sous Massa Draa, tandis qu’un travail de sensibilisation sur les SDOQ est mené par M&D dans les villages. Cette démarche a permis l’obtention de *l’Appellation d’Origine Protégée* « Safran de Taliouine »;
* M&D a également signé en 2009, un accord de collaboration avec la fondation Slow-food (Italie), qui permet d’améliorer la promotion du safran, à travers la participation des coopératives de producteurs à des événements internationaux[[20]](#footnote-20) ;
* La recherche d’autres produits à haute valeur ajoutée issus du safran, a permis de créer un partenariat avec une structure française du secteur parapharmaceutique[[21]](#footnote-21) ;
* La recherche de nouveaux marchés est en cours et semble pleine de promesses[[22]](#footnote-22) ;
* Un travail en profondeur a été réalisé sur la certification bio avec deux coopératives, la Coopérative Taliouine et la Coopérative Tifawet de Tagmout. La coopérative Taliouine a signé un contrat avec ECOCERT pour l’obtention de la certification Bio ;
* Le travail sur l’amélioration de la qualité des produits de terroirs a commencé par la construction de 3 ateliers de conditionnement en 2011 (Siroua, Aouerst et Assaïss). Un accord de financement pour la construction de 2 nouveaux ateliers de conditionnement à Taliouine  et à Taznakhte, a été signé en 2011 entre M&D et la Coopération suisse ;
* Le Festival du Safran de Taliouine, organisé au départ à l’initiative de M&D a lieu toutes les années depuis 2007, en novembre, au moment de la récolte. Un forum sur l’Economie Sociale et Solidaire est organisé par M&D, à cette occasion.

**Contraintes et difficultés**

* La rentabilité de l’hectare de safran, selon les études réalisées par M&D en partenariat avec la FSA, est faible : le kg se vend sur les voix informelles en moyenne 12 000 Dh par kg (1090 €), alors que le prix de revient est de près de 10 000 Dh/ kg (909 €) ce qui ne laisse qu’un bénéfice de 2 000 Dh (182 €) par kg ;
* Le *marché* le plus intéressant pour les producteurs, qui est le marché européen du bio-équitable, est à peine entr’ouvert. Les volumes de safran vendus sur ce marché restent encore très faibles ;
* La certification bio délivrée par ECOCERT ne touche qu’un nombre *très limité* de producteurs et elle est onéreuse. En raison de divers abus, cette certification est assez dévalorisée, ce qui a conduit la coopérative Taliouine à renoncer à cette certification en 2011 ;
* Aucune démarche de *certification équitable* ne semble avoir été engagée pour le moment, même si une partie de la production est vendue sur ce marché (Italie) ;
* Alors que le nombre de coopératives de producteurs augmente rapidement, leur degré d’organisation est *encore faible.* La dispersion des producteurs dans 24 petites coopératives (si l’on excepte la coopérative Souktana) qui ne regroupent que 35 producteurs en moyenne, reste un handicap ;
* Ces coopératives sont *fragiles*. Elles sont récentes, elles ont souvent été créées pour bénéficier des aides de l’Etat (goutte à goutte en particulier), leurs dirigeants, comme leurs adhérents, sont le plus souvent analphabètes, n’ont aucune formation et aucune pratique coopérative. Ils n’ont donc pas une bonne compréhension du fonctionnement d’une organisation coopérative ;
* La *mauvaise qualité* de certains lots de safran (impuretés, séchage déficient), voire l’adultération du produit, sont des phénomènes encore trop fréquents, qui nuisent à la filière dans son ensemble.

**Perspectives**

* La filière safran constitue, sans aucun doute, l’*atout économique principal* de la zone. C’est une véritable *niche économique*, car aucune autre région du Maroc n’est productrice de safran et très peu de régions en Méditerranée produisent cet épice. A proximité immédiate d’un marché européen qui recherche des produits haut de gamme, d’excellente qualité, ses perspectives de développement sont très importantes ;
* L’accroissement très significatif des superficies de terrain « bours » qui seront irrigués dans les années à venir et cultivés, en particulier en safran, va accroître de façon corrélée, la production globale de la zone ;
* *L’amélioration de la qualité* est un axe important qui doit encore se renforcer par une double démarche : 1) auprès des producteurs pour sensibiliser et former le plus grand nombre, comme cela a été entrepris, et 2) auprès des chercheurs et autres partenaires, susceptibles de contribuer à améliorer la qualité ;
* Le renforcement des organisations de producteurs par la *formation* et par le *suivi* en continu de la part de l’équipe technique de M&D, en complément de l’action des spécialistes de l’ORMVAO et de l’ODECO, est une priorité. Si l’input en « soft » se renforce, les résultats en matière de maîtrise de la filière par les producteurs suivront ;
* Cela est d’autant plus important que le risque de prise de contrôle de la filière par des investisseurs extérieurs à la zone (marocains et espagnols principalement) est loin d’être négligeable. La structuration de la filière grâce à un labeur de concertation entre les divers acteurs est fondamentale. Elle devrait aboutir rapidement à la création d’un *Comité interprofessionnel du safran* dans lequel tous les acteurs seraient représentés ;
* La poursuite de la construction des ateliers de conditionnement est essentielle car cela contribuera à l’amélioration de la qualité des produits ;
* La création des *Boutiques solidaires* dans les grandes villes marocaines va permettre de développer la commercialisation des produits de terroir ;
* L’ouverture de *nouveaux marchés bio-équitables* dans d’autres pays européens (France en particulier) doit aussi constituer une démarche centrale de M&D. De ce point de vue, les alliances actuelles doivent se renforcer et de nouvelles alliances se tisser.

|  |
| --- |
| **Filière safran**  La superficie cultivée en safran a augmenté, ces dernières années, par la seule réalisation, par M&D, des 3 premiers périmètres (697 Ha irrigables dont 1/3 en safran) ;  En pleine production, cette superficie cultivée en safran, peut induire, sur environ 130 Ha, un CA de plus de **12 M Dh (1,1 M d’€)**répartis entre 374 producteurs, soit environ **28 000 Dh** par famille (2 800 €);  Le prix du safran vendu en direct aux organisations du secteur bio-équitable, en particulier à CTM (Italie), membre de Slow-Food, grâce à l’intervention de M&D, a été **multiplié par 3**. Cependant, ce prix est fluctuant et la tendance est actuellement à la baisse ;  **24 coopératives agricoles** dont 18 dans le secteur de Taliouine, spécialisées dans la production, le conditionnement et la commercialisation du safran ont été créées ou renforcées avec l’appui de l’ORMVAO. Le secteur coopératif regroupe actuellement **829 producteurs. 8 nouvelles coopératives** sont en cours de constitution **;**  Le safran occupe une place croissante dans le chiffre d’affaire de certaines **coopératives féminines** (5) de la zone, au côté d’autres productions telles que l’huile d’argan, les plantes aromatiques et les tapis ;  La filière safran est nettement **mieux connue** qu’en 2001, grâce aux études réalisées, en particulier avec l’appui de la FAO. Or, les études ont été réalisées par le bureau Aroma Concept International (ACI) de Menton, mobilisé par M&D sur financement de la FAO ;  Des études (3) sur le prix de revient et le rendement du safran ont été réalisées en 2009, 2010 et 2011, en partenariat avec la Faculté des sciences de l’Université Ibn Zohar d’Agadir ;  Une ***étude de traçabilité*** a été réalisée en 2010 et en 2011 en partenariat avec la Faculté des sciences. Elle a eu pour objectif de mettre en place un système de traçabilité simple et performant donnant aux consommateurs la possibilité de contrôler le circuit du safran ;  Un **Festival du safran** est organisé chaque année à Taliouine, où une **Maison du safran,**a étéconstruite par l’Etat marocain et la Région Souss-Massa-Draa ;  Les organisations de petits producteurs de Taliouine sont désormais mieux connues et invitées à des manifestations nationales et étrangères telles que Slow-food (terra madré) à Turin ;  Le safran produit dans la région bénéficie désormais d’une *Appellation d’Origine Protégée* (AOP) **« Safran de Taliouine »**. Ce safran bénéficie d’une **certification bio Ecocert** internationalement reconnue ;  Des marchés, auparavant totalement inconnus des paysans marocains, ont été ouverts en Italie et en France ;  Le **conditionnement** actuel (sachets ou boîtes de 1 à 10 g.) est de bien meilleure qualité que le conditionnement antérieur ;  La promotion et la **vente directe** aux touristes à partir de divers points de ventes locaux (auberges, locaux des coopératives), commencent à donner de bons résultats. Un véritable réseau commercial se met en place ;  Le **partenariat** national et international autour de la filière est maintenant nettement renforcé (FAO, INRA, IAV Hassan II, Université d’Agadir, ORMVAO etc.) ;  Des producteurs sont de plus en plus nombreux à être sensibilisés sur le thème de la **qualité des produits** mais il y a encore beaucoup de progrès à faire dans ce domaine ;  La **concertation** entre les divers acteurs de la filière, dans une **démarche interprofessionnelle**, a commencé. Elle doit, bien entendu, être encouragée ;  Le travail sur la promotion et la commerialisation, par la réalisation de la formation ECOPTER, a abouti à la création, en 2011, d’une ébauche de réseau de commercialisation des produits de terroir de la région Souss-Massa-Draa en France. |

## 4 – L’oléiculture, une filière importante

Les premières actions de M&D dans ce domaine ont consisté à faire réaliser des diagnostics. Ils ont été faits dès 2002 par des élus et techniciens de la Chambre d’Agriculture des Alpes de Haute Provence et du Syndicat Oléicole des Mées, dans le même département.

Les techniciens haut-provençaux ont préconisé diverses actions :

* Améliorer la qualité de l’huile (moins d’acidité) par une amélioration de l’hygiène et la mise en place d’huileries modernes ;
* Améliorer les rendements en huile des olives, grâce à ces mêmes technologies permettant d’extraire 10 à 15% d’huile supplémentaire ;
* Réaliser la taille des oliviers afin d’augmenter les rendements.

**Ces propositions vont se traduire par :**

* Le choix d’un équipement d’extraction de l’huile de marque Oliomio et son acquisition par M&D ;
* La réalisation d’une huilerie, pilote à Tassousfi, portée par la Coopérative agricole multiservices Taliouine, ayant pour but de démontrer la pertinence et l’intérêt de la modernisation de l’extraction. Cette unité est installée dans un bâtiment financé et construit avec l’appui de M&D ;
* La réalisation de diverses sessions de formation des oléiculteurs à la taille des oliviers, à la qualité, à l’organisation et à la gestion coopérative ;
* Le développement des plantations d’oliviers dans le cadre des projets de reboisement menés par M&D dans différentes localités (3 000 arbres plantés en 2009 et 11 590 en 2011).

|  |
| --- |
| **La coopérative multiservices de Taliouine à Tassousfi**  La coopérative a été créée en 2004 par 11 agriculteurs avec l’intention de transformer, conditionner et commercialiser leur production de safran et d’huile d’olive.  La coopérative a construit, avec l’appui technique et financier de M&D, un bâtiment en bordure de route nationale à Tassousfi sur un terrain acheté par les coopérateurs. Ce bâtiment abrite une mini-huilerie italienne Oliomio d’une capacité de 85 Kg/h, un magasin de vente du safran, une salle de stockage et un local pour l’administration de la coopérative.  La structure assure diverses prestations, dont l’extraction de l’huile pour les adhérents et pour des oléiculteurs de la zone, la commercialisation d’une partie de leur production de safran et elle réalise des travaux agricoles avec un tracteur équipé de divers matériels (l’achat du tracteur a été le premier investissement lourd de la coopérative).  En une année (avril 2009 à avril 2010) la coopérative a vendu 18 031 g de safran pour un montant de 769 640 Dh (73 300 € soit 4072 €/kg très au-dessus du prix du marché), elle a extrait 82 t d’huile (49 200 Dh), vendu en direct 80 litres d’huile d’olive (2 400 Dh). Le travail du tracteur lui a rapporté 76 800 Dh. Au total, le chiffre d’affaire de la coopérative sur une année s’est élevé à 898 040 Dh soit 85 500 €. La vente du safran représente 85,7 % du chiffre d’affaire de la coopérative.  La coopérative emploie un gérant à plein temps et un ouvrier agricole-tractoriste pendant l’essentiel de l’année. |

**Focus**- ***Un exemple de réussite, la coopérative multiservices Taliouine***

Les éléments qui suivent, même si certains chiffres restent encore sujets à caution, donnent une idée un peu plus précise de l’activité de la coopérative Taliouine et, par extension, de l’impact que peut avoir un investissement de départ comme celui que M&D et ses partenaires ont réalisé.

**Un exemple : le bilan économique 2009**

**Vente de safran**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Lieu de vente** | **Quantité (g)** | **Prix**  **(Dh)** |
| **Vente nationale** | Marché national  Stands  Siège de la coopérative | 499  718  1 614 | 19 960 (40 Dh/g)  28 720 (40 Dh/g)  64 560 (40 Dh/g) |
| **Vente Internationale** | Marché International  Stands | 13 200  2000 | 554 400,00 (42dh/g)  100 000,00 (50dh/g) |
| **Total** | | **18 031** | **769 640** |

**Travail agricole** (location du tracteur)

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Période** | **Nombre d’heures** | **Montant (Dh)** |
| Travail permanent | septembre, octobre et décembre | 600 | 48 000 |
| Travail occasionnel | Autres mois | 360 | 28 800 |
| **Total** | | **960** | **76 800** |

**Extraction d’huile d’olive**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | **Quantité** | **Prix unitaire** | **Montant (Dh)** |
| Trituration des olives et extraction de l’huile | 25 tonnes | 0.60 Dh/kg | 15 000 |
| Vente directe d’huile d’olive | 80 litres (°°) | 30Dh/litre | 2 400 |
| **Total (Dh)** | | | **17 400** |

(°°) Ce faible volume s’explique par le fait que les oléiculteurs utilisent la coopérative pour l’extraction mais gardent l’huile pour leur propre usage ou pour la commercialiser eux-mêmes. La coopérative ne commercialise que l’excédent.

Si l’on prend en compte le chiffre d’affaire généré par l’activité d’extraction de l’huile pour le compte de tiers, les résultats, depuis 2007, sont les suivants :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Année** | **Quantité traitée (tonnes)** | **Chiffre d’affaire induit (Dh)** |
| 2008 | 18 | 10 800 |
| 2009 | 25 | 15 000 |
| 2010 | 30 | 18 000 |
| 2011 | 20 | 12 000 |
| **Total** | **93** | **55 800** |

***Commentaires***

Chaque année, la coopérative traite 23,2 tonnes d’olives pour le compte d’oléiculteurs du voisinage. Le chiffre d’affaire induit s’est élevé à 55 800 Dh, soit 5 072 €. Cela représente 1°268 € par an. Mais la qualité de ce service, qui permet de traiter rapidement les olives, de produire une huile conforme aux normes internationales et d’obtenir un rendement de 20% supérieur, constitue un excellent moyen pour convaincre les oléiculteurs de l’intérêt de la modernisation de l’extraction.

**Points forts**

* La culture des oliviers occupe une surface très importante dans cette zone de montagnes. La production y est importante. La main d’œuvre abondante nécessaire au moment de la récolte est disponible dans la zone ;
* Les oliviers ne recevant ni engrais ni produits de traitement, la production est assimilable à une production de qualité biologique ;
* La réussite de l’unité pilote de la coopérative Taliouine à Tassousfi, équipé d’une huilerie moderne Oliomio, a valeur d’exemple. De plus en plus d’oléiculteurs amènent leurs olives au pressoir de l’unité et souhaitent faire l’acquisition de machines de ce type.

**Contraintes et difficultés**

* Malgré les formations et démonstrations effectuées par les techniciens oléicoles, les producteurs, dans leur ensemble, ne pratiquent toujours pas la taille des oliviers, ce qui nuit à l’amélioration de la productivité des arbres ;
* La qualité de l’huile d’olive marocaine, trop acide, n’est toujours pas admise sur le marché européen. Un effort important devra être fait pour rendre le produit conforme aux normes internationales ce qui impose de modifier le modèle : stockage des olives, technologies d’extraction, hygiène, en particulier ;
* La sensibilisation et la formation des oléiculteurs, en particulier sur les thèmes de la maîtrise de la production et de la qualité de l’huile, restent globalement insuffisantes ;
* Les organisations d’oléiculteurs sont trop peu nombreuses et insuffisamment organisées ;
* La filière oléicole dans son ensemble n’est pas encore organisée, ce qui constitue un handicap pour aller plus loin.

**Perspectives**

* Le marché mondial de l’huile d’olive est un marché porteur. Il devrait continuer à croître de manière régulière dans les années à venir en raison de la croissance démographique mondiale et de l’intérêt démontré de l’huile d’olive pour la santé (régime méditerranéen) ;
* Le marché européen continuera à rechercher des huiles d’olive de qualité biologique et les achètera volontiers au Maroc, à conditions qu’elles soient conformes aux normes internationales de qualité, ce qui n’est pas le cas actuellement pour les huiles produites dans les huileries traditionnelles, les « masrâas » ;
* L’exemple de la coopérative Taliouine devrait essaimer et on devrait voir s’installer dans les années qui viennent, un certain nombre de petites et moyennes huileries modernes aux environs de Taliouine et au-delà. Les investissements seront réalisés par des producteurs agricoles indépendants et par des groupements de producteurs. Les bénéfices retirés de la vente du safran, surtout si le niveau de prix de vente se maintient, seront certainement investis en partie dans la transformation des olives ;
* La production de produits à base d’huile d’olive, commercialisables sur le marché national, voire international (crèmes d’olives, pâtes d’olives, tapenades, olives cassées, olives dénoyautées, savons à base d’huile d’olives de type savon de Marseille 100 % végétal, huiles aromatisées, etc.) devrait constituer un axe important d’un nouveau programme. Ces transformations peuvent être réalisées avec de faibles investissements par des groupements ou coopératives, en particulier de *femmes*. Elles peuvent permettre la création de davantage d’*emplois locaux* et le maintien sur place de la *valeur ajoutée.*

|  |
| --- |
| **Filière oléicole**  Malgré quelques initiatives et des réalisations, l’action de M&D sur la filière oléicole est restée relativement **modestes** et ses résultats sont **peu probants** quand on compare avec ce qui a été obtenu, durant la même période sur la filière safran.  Les principaux résultats ont été les suivants :  - Installation à Tassousfi d’**1 coopérative oléicole** (11 membres) qui fonctionne très bien ;  - Sensibilisation et formation des oléiculteurs sur le thème de taille des oliviers, de la qualité de l’huile et des normes internationales ;  - Formation à la gestion coopérative ;  - Réalisation de nouvelles plantations d’oliviers ;  Les perspectives de développement de cette filière sont **très importantes** dans les années à venir. Les oléiculteurs sont très demandeurs d’équipements modernes. La formation et l’appui à l’organisation doivent suivre.  La mise en place d’une **organisation interprofessionnelle oléicole,** comme celle qui se profile pour la filière safran, est un objectif que M&D doit se proposer d’atteindre. |

## 5 – L’argan, une filière au bénéfice des organisations de femmes

Le développement de la filière argan a été appuyé, depuis une quinzaine d’année, par l’Etat marocain par le biais du Haut-Commissariat aux Eaux et Forêts et à la lutte contre la désertification, avec un appui technique, scientifique et financier de la coopération allemande (GTZ).

Durant la période du PACT, M&D a concentré son action sur l’appui aux coopératives féminines d’extraction de l’huile d’argan qui se sont multipliées dans sa zone de travail.

**Points forts**

* L’arganeraie marocaine est *unique au monde* et elle est maintenant protégée par un classement UNESCO comme réserve de biodiversité ;
* La polyvalence des produits tirés de l’arganier qui donne une huile cosmétique et une huile alimentaire (seul le mode de préparation diffère) constitue un atout important ;
* L’huile d’argan et ses vertus sont de mieux en mieux connues et le marché international se développe rapidement ;
* Ce sont les femmes rurales des zones de montagne qui travaillent les noix d’argan. Elles bénéficient de plus en plus d’opportunités de financement. L’INDH, par exemple, joue un rôle croissant ;
* L’action de M&D a permis de constituer de nouvelles coopératives féminines ou de conforter des coopératives existantes. Ces organisations économiques jouent un rôle essentiel en zones rurales en donnant de *l’autonomie* aux femmes qui disposent ainsi de leur propre argent ;
* L’appui a amélioré la promotion, en permettant aux femmes, de proposer des produits mieux conditionnés (emballage et étiquetage) ;
* La commercialisation auprès des touristes a permis de mieux vendre les produits ;
* Des groupements de femmes ont développé d’autres activités, complémentaires de l’huile d’argan (safran, plantes aromatiques, petits élevages par exemple) ;
* Des Communes rurales commencent à aider des coopératives féminines à s’équiper en machines pour faciliter le travail.

**Contraintes et difficultés**

* Les coopératives restent globalement *fragiles*. Plusieurs d’entre elles traversent de grandes difficultés (conflits internes, fragilité économique) ;
* Les femmes sont majoritairement *analphabètes* et elles ont souvent de la difficulté à bien gérer leur organisation ;
* La filière marocaine de l’huile d’argan est maintenant en grande partie aux mains des *industriels* et des *spéculateurs* qui envahissent le marché national comme international ;
* Le traitement des noix d’argan, largement manuel, reste fastidieux et pénible. La *mécanisation* de la filière est possible, mais les machines coutent cher et beaucoup de coopératives ne peuvent pas s’équiper ;
* Pour les organisations féminines, la difficulté de commercialisation reste l’obstacle numéro un ;
* Des coopératives de base sont regroupées dans des Unions comme l’Union Tisaliouine. En général, ces unions fonctionnent assez mal ce qui induit des difficultés pour les femmes (retards de paiement) ;
* Le projet de M&D de développer la production locale de produits traditionnels à base d’huile d’argan, comme « l’amlou » ou le « slilou » permettant de valoriser en même temps d’autres produits locaux comme l’amande, n’a pas encore donné de résultats.

|  |
| --- |
| **Quelques exemples de coopératives féminines**  **Coopérative Tagumat à Tidnass**  La coopérative a été créée en 2001 par 19 femmes. Elle en regroupe 47 maintenant. Les femmes produisent de l’huile d’argan, des plantes aromatiques et elles élèvent des chèvres. Elles ont été appuyées par l’INDH, l’UE et la Commune rurale d’Assaki.  En moyenne, la coopérative produit chaque année 200 l d’huile d’argan qu’elle vend à 200 Dh (19 euros) le litre, ce qui lui procure un revenu de 40 000 Dh (3 800 euros). La coopérative vend son huile à l’Union de coopératives Tisaliouine à laquelle elle appartient. La coopérative emploie une gérante à plein temps.  **Coopérative agricole féminine Tifwt à Tagmout**  Cette coopérative, créée en 2008, et appuyée par M&D depuis sa création, regroupe 95 femmes. Elles produisent et vendent du safran, des amandes, des plantes aromatiques et des tapis.  En 2009-2010, la coopérative a vendu pour 40 000 Dh de safran, 160 Dh d’amandes et 500 Dh de plantes aromatiques, soit un chiffre d’affaire de 40 660 Dh (3 870 €). Elles ont obtenu une aide de 25 000 Dh de l’association NRA d’Agadir pour améliorer le conditionnement de leurs produits.  **Coopérative Abikass à Tasstifet**  La coopérative a été créée en 2004 par 25 femmes. Elle a maintenant 30 adhérentes dont pas mal de jeunes femmes (dans le bureau de l’association, 6 femmes sur 11 ont moins de 35 ans).  Elles produisent de l’huile d’argan, du savon à base d’argan et des produits dérivés (amlou, slilou). Elles élèvent aussi des chèvres. Elles ont reçu des aides de l’INDH (60% du coût des projets chèvres et argan) et de l’UE (bâtiment de la coopérative, équipement). La Commune rurale a financé 20% de l’équipement d’extraction de l’huile d’argan. Les femmes ont apporté 20% du côt des machines et des chèvres.  Le chiffre d’affaire de la coopérative reste très faible. Il s’est élevé à 10 650 Dh (1 000 euros) en 2008 et à 21 285 Dh (2 000 euros) en 2009. La coopérative a le projet d’ouvrir une maison d’hôte dans le bâtiment dont dispose la coopérative. |

**Perspectives**

* La filière argan se développe rapidement. Le marché international est ouvert. Les marques prolifèrent, les produits abondent et se diversifient. Or la situation de nombreuses coopératives féminines est difficile. Un bilan et une mise à plat complète de leur situation est indispensable, au préalable, pour définir une stratégie d’intervention ;
* Il y a tout de même quelques certitudes. Par exemple que les coopératives ne pourront pas se développer, voire survivre, sans un fort input en matière d’appui à la commercialisation de leurs produits ;
* Le travail entrepris par M&D en particulier dans le domaine de la promotion (Festival du safran, manifestations diverses, appuis de la part d’organisation comme Slow-food) doit pouvoir se poursuivre et se renforcer ;
* Le renforcement des capacités des femmes, à commencer par la lutte contre l’analphabétisme, est une condition préalable essentielle. C’est ce qu’ont entrepris certaines Communes rurales comme Tinzert ;
* Mais ce renforcement doit aussi toucher les gérantes des organisations. De jeunes femmes, en particulier, devraient pouvoir bénéficier d’une formation en continu et d’un suivi de proximité pour pouvoir mieux gérer les organisations, monter et gérer des projets et pouvoir mieux prendre en charge l’avenir de ces coopératives.

|  |
| --- |
| **Huile d’argan**  L’action de M&D a surtout consisté à appuyer les organisations de femmes (groupements et coopératives d’extraction de l’huile d’argan)  Les **6 coopératives** utilisent maintenant des emballages en verre (petites bouteilles de 5 ou de 10 cc en général) et des étiquettes au nom de la coopérative  M&D a aussi aidé les femmes à faire la **promotion** de leurs produits à l’occasion des expositions et autres évènements organisés au Maroc et, occasionnellement, en France ;  L’appui apporté à la **commercialisation** a aussi été important. C’est surtout l’articulation avec le projet Tourisme Rural Solidaire en favorisant l’arrivée de touristes dans la zone, qui a contribué à améliorer les chiffres d’affaire des coopératives par la vente aux touristes ;  L’huile d’argan, qui se vendait entre 30 et 50 Dh le litre en bouteille plastique sur le marché local, se vend auprès des touristes à 50 Dh la petite bouteille de 10 cc |

## 6 – Des activités nouvelles dans le tourisme rural solidaire

Lors de l’étude ECIL de 2000, le domaine du *tourisme rural* avait été identifié comme un secteur *très prometteur* en matière de développement local, compte tenu des immenses potentialités touristiques de la zone où le tourisme n’existait pratiquement pas.

Avec l’appui de l’AFD et de l’ADS, l’association a développé, de 2004 à 2009, le *projet Tourisme Rural Solidaire (TRS)* qui a permis à des émigrés marocains installés en France de réaliser des investissements touristiques dans leur village d’origine (auberges rurales).

Le projet se poursuit, depuis 2010, avec la création de *maisons d’hôte* et de *chambres d’hôte*.

En parallèle, un très grand effort d’accompagnement de la filière tourisme a été réalisé par M&D, avec un appui spécifique de l’ADS et l’accord des services de l’Etat. Cette phase de renforcement de la filière est encore en cours.

Cet accompagnement s’est, notamment, traduit par la mise en place d’un Bureau d’accueil des touristes (Taliouine), la réalisation de la signalisation routière, l’identification de sentiers de randonnée et leur balisage, la production d’outils de promotion (dépliants, cartes), l’organisation de sessions de formation pour les divers acteurs de la filière, l’appui à la commercialisation avec l’implication de 3 agences associatives européennes de tourisme, la signature d’une convention avec une agence réceptive marocaine.

|  |
| --- |
| **Quelques exemples de structures d’accueil touristique (enquête 2009[[23]](#footnote-23))**  **La maison d’hôte d’Ali Boutzma à Taltmoute (Taroudannt)**  Ali, artisan céramiste de Taltmoute, a ouvert sa maison d’hôte en 2009. Elle a 3 lits. L’investissement a été de 42 000 Dh (environ 4 000 €) dont 22 000 Dh de subvention (environ 50%). Alors qu’il vient juste d’ouvrir son activité, il a déjà reçu 70 clients, des français, mais aussi quelques anglais et des marocains migrants. Cette activité lui a rapporté 14 000 Dh (environ 1 330 €), ce qui équivaut à près de 7 mois de salaire minimum marocain.  **L’auberge rurale d’Ichmarine à Tinghrir (Tinghrir)**  Cette maison d’hôte, qui a une capacité de 14 lits, a été créée en 2008 par Abderrahman Marir, émigré à Saint Ouen. Il en a confié la gestion à son frère Brahim. L’investissement a représenté 494 000 Dh (47 000 €) dont 13 0000 Dh de subvention (12 400 €). En 2009, la maison a réalisé 172 nuitées qui ont engendré un chiffre d’affaires de 30 520 Dh (environ 2 900 €, soit 240 € par mois). Elle emploie un guide touristique à plein temps et du personnel complémentaire occasionnel en fonction des besoins. Elle a reversé 2 160 Dh à l’association villageoise (205 €).  **La ferme auberge Inoumar à Tachtakte (Tiznit)**  Ouverte en 2008 à Tachtakte dans la province de Tiznit, la ferme auberge a 18 lits. L’investissement s’est élevé à 678 500 Dh (environ 65 000 €). La subvention a été de 210 000 Dh (20 000 €). Depuis l’ouverture, la ferme-auberge a réalisé environ 300 nuitées. Le chiffre d’affaire global sur la période de 18 mois s’élève à 30 800 Dh (environ 2 900 €, soit 160 € par mois). Le responsable de l’établissement vise particulièrement une clientèle marocaine. Lorsqu’un groupe est à l’auberge, 4 personnes y travaillent, toutes de la famille du migrant-investisseur. En dehors du responsable, qui est agriculteur et qui souhaite renforcer l’activité agricole, en agriculture biologique, autour de l’auberge, toutes ces personnes sont donc occupées à temps partiel. L’activité touristique est une activité de complément.  **L’auberge rurale Pied de Siroua à Tagmout (Taroudannt)** (enquête 2012)  Cette auberge a été ouverte en 2008. L’investissement, réalisé par Abdellah Bahmou, émigré à Paris, a été de 68 4000 Dh (65 000 €) dont 19 800 € de subvention. De 2009 à 2011, l’auberge a accueilli 250 clients pour un CA de 53 000 Dh (4 818 €). Elle fonctionne avec un emploi permanent de cuisinier qui appartient à la famille du migrant-investisseur et un emploi occasionnel. L’auberge a reversé 2 960 Dh (282 €) à l’association villageoise. La clientèle marocaine représente actuellement environ 15% mais elle devrait se développer. Le responsable est en contact avec des agences à Agadir et à Paris. La coopérative féminine du village, qui regroupe 94 adhérentes, profite largement du passage des touristes avec des ventes de tapis, huile d’argan, miel, safran, amandes et plantes aromatiques.  **L’auberge rurale de la vallée d’Ammelne (Tiznit)**  Cette auberge, construite par Belkacem Salmi, migrant à Charlenay, a également ouvert en 2008. Elle a une capacité de 17 lits et l’investissement a été de 700 000 Dh (66 600 €) dont 210 000 Dh de subvention (19 800 €). Depuis son ouverture courant 2008, l’auberge a déjà réalisé 2200 nuitées et le responsable annonce un chiffre d’affaire de 825.000 Dh (78.500 €). Elle fonctionne avec 2 personnes à temps complet dont une est le migrant-investisseur qui a pris sa retraite dans son village. Il projette, en complément, afin de fidéliser sa clientèle, de réaliser un camping et d’installer une piscine.  **L’auberge Elhourti à Aouerst (Taroudannt) (**enquête 2012)  Lahssan Lefdouk, migrant de Le Raincey, a investi 579.000 Dh (55.000 €) dont 16.500 € de subvention, dans son auberge qui a une capacité de 18 lits. Il a ouvert en 2008 et accueilli jusqu’à présent 330 clients pour un CA de 30 800 Dh (2 900 €). L’auberge emploie 3 permanents, tous membres de la famille de l’investisseur. L’auberge verse la redevance à l’association villageoise. Celle-ci a reçu 1 950 Dh (177 €). |

**Emplois créés et redevances versées**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Type de structure** | **Nombre d’établissements** | **Nombre de lits** | **Emplois créés**  (directs et indirects) | **Redevances versées** |
| **Auberges rurales** | 16 (+ 1 en construction) | 317 (+ 12) | 75 | 13 610 Dh  (1 237 €) |
| **Maisons d’hôte** | 6 | 55 | 25 | 3 020 Dh  (275 €) |
| **Chambres d’hôte** | 3 | 9 | 6 | 0 |
| **Gites ruraux** | 1 (+ 1 en construction) | 16 (+ 12) | 2 | 0 |
| **Total** |  | **397 (+ 24)** | **108** |  |

**Points forts**

* Toutes les auberges et chambres ou maisons d’hôte sont maintenant *opérationnelles*, sauf Ifri (finitions) et Tagourout (manque d’équipement) ;
* Le projet TRS n’a aucun équivalent au Maghreb et, à notre connaissance, s’agissant d’investissements des migrants, l ne doit pas avoir beaucoup d’équivalents dans le monde. Dans le cadre de ce projet, des migrants ont investi dans leur douar d’origine dans une activité économique totalement nouvelle pour eux ;
* La région de l’Anti-Atlas dispose maintenant d’un réseau de *25 établissements,* dont 16 auberges rurales, 6 maisons d’hôte et 3 chambres d’hôte, et 1 gîte rural, totalisant *397 lits*, localisés dans des villages où il n’existait, avant 2005, aucune capacité d’hébergement, ce qui constituait un obstacle majeur pour le développement du tourisme rural ;
* Ces zones de montagne, parfois très isolées, qui ne disposaient d’aucune capacité d’hébergement touristique en dehors des principaux axes routiers et des agglomérations, peuvent maintenant s’ouvrir au tourisme, en particulier au *tourisme de randonnée* qui est particulièrement bien adapté au contexte physique de cette zone de montagnes ;
* Auberges rurales, maisons et chambres d’hôte, représentent un moyen de *diversification de l’offre d’hébergement touristique* de la région, ce qui constitue un incontestable atout pour la région Souss Massa Drâa, jusqu’alors surtout tournée vers le tourisme balnéaire, mais aussi pour le pays ;
* Les institutions que M&D a réussi à impliquer dans ce projet, comme l’ADS ou le ministère de l’Artisanat et du Tourisme, sont maintenant convaincues que le tourisme rural représente *une vraie solution* pour *créer et maintenir l’emploi* en zones rurales et pour *valoriser au mieux les productions locales ;*
* L’articulation entre le migrant-investisseur et l’association villageoise, qui permet à l’AV de récupérer une sorte de taxe de séjour pour chaque nuitée touristique, constituait, en principe, un mo*yen intéressant de cofinancement,* par les touristes, des investissements locaux qui bénéficient à la population du village ;
* Peu à peu *le dispositif d’appui,* qui est essentiel, s’est étoffé grâce aux actions d’accompagnement réalisées, comme la signalisation routière, la mise en place des sites Internet, la formation des aubergistes et de leur personnel, la production des cartes et dépliants, la mise en place du bureau d’orientation touristique (BOT) de Taliouine, la constitution de l’association des aubergistes, la formation des guides et accompagnateurs ;
* En 2011, une agence réceptive locale, à statut associatif, *Maroc Inédit* [[24]](#footnote-24), a commencé ses activités. Une convention a été signée entre l’agence et M&D. Cet accord marque une étape importante dans le processus de développement touristique mis en place par M&D ;
* Des *agences associatives européennes* [[25]](#footnote-25) (2 en France et 1 en Italie) se sont intéressées au projet et ont envoyé, depuis quelques années, divers groupes de touristes européens, principalement français et italiens ;
* De même, la Fédération Française de Randonnée Pédestre (FFRP) a réalisé, en 2010, une mission d’appui pour aider M&D à établir un sentier de Grande Randonnée (GR) de 200 km environ, et à baliser 5 sentiers dans la province de Tiznit. Cette action devrait se poursuivre.

|  |
| --- |
| **Au village d’Ifri, une Entreprise Communautaire de Tourisme (ECT)**  Aux origines du projet TRS de développement du tourisme, M&D envisageait d’aider la construction, dans les villages qui n’avaient pas d’émigrés susceptibles d’investir dans le village, d’auberges gérées par l’Association villageoise.  C’est le cas du village d’Ifri qui, avant 2000 et l’étude ECIL, avait déjà eu l’initiative de construire une auberge communale sur un terrain proche du village. Près de 15 ans après, le projet est sur le point de se concrétiser.  L’investissement est de 320 000 Dh (29 090 €). L’auberge est en construction. L’AV a déjà apporté 110 000 Dh (10 000 €) et M&D a apporté 30 000 Dh (2 900 €). |

**Contraintes et difficultés**

* Certains investisseurs ont eu *beaucoup de difficultés* pour achever leur projet en raison, en particulier, de l’ampleur de l’investissement. Celui-ci a été important du fait de l’obligation de respecter les *normes internationales* imposées par le ministère du Tourisme et qui sont calquées sur les normes européennes. Les respecter dans certains villages a été très difficile. Par contre, l’intérêt est que les établissements sont conformes aux normes et qu’ils ont reçu, en majorité, l’autorisation d’exploiter. Il y a, cependant, encore 3 auberges qui n’ont pas obtenu l’agrément. Les 3 chambres d’hôte de Talgmout et de Tislit n’ont pas encore l’agrément ;
* Les auberges ne sont pas assurées, à la notable exception des auberges d’Asseragh et de Tagmout, assurées chez AXA à Agadir ;
* De nombreuses *insuffisances* demeurent. L’aménagement intérieur ne valorise pas du tout l’artisanat local. Des problèmes de propreté se posent. L’accueil est notoirement insuffisant (manque d’information sur les tarifs, les activités proposées, l’histoire locale). Une seule auberge dispose d’un jardin potager biologique (auberge d’Asseragh), ce qui est dommage ;
* Les établissements souffrent encore du *manque de clientèle*, malgré les efforts faits par M&D et l’appui de quelques agences associatives d’Europe. La clientèle marocaine en particulier (tourisme domestique), est encore absente ;
* L’input en formation a été *largement insuffisant* et il faudra sans doute encore pas mal de temps et d’efforts, donc d’argent, pour mettre à niveau les responsables des établissements, comme le personnel ou les guides-accompagnateurs ;
* La *redevance de développement local* que tous les établissements doivent verser par convention entre l’AV, le migrant et M&D, n’est que rarement versée à l’Association villageoise, et quand elle est versée, son montant est souvent inférieur à ce qu’il devrait être.

|  |
| --- |
| A titre d’exemple, la seule auberge « Les étoiles » d’Asseragh a versé 4 000 Dh (364 €) à l’AV en 2009/2011 avec un chiffre d’affaire de 28 200 Dh (2 564 €), soit 14% du CA.  Avec un chiffre d’affaire de 53 000 Dh (4 818 €), l’auberge Pied de Siroua de Tagmout aurait dû verser à l’AV du village, la somme de 723 €. |

* Pour le moment, *les Communes rurales* ne sont pas du tout impliquées dans ce mécanisme (taxe de séjour) qui permet au touriste de contribuer au financement des infrastructures utiles à la fois à la population et à lui-même lors de son passage ;
* Globalement *le projet reste porteur* mais les structures (auberges, maisons d’hôte, chambres d’hôte) qui ont des résultats très inégaux, restent *très fragiles.*

**Perspectives**

* Comme les autres pays maghrébins, le Maroc a évolué en matière de *politique et de stratégie de développement touristique*. Il considère désormais que le tourisme de masse « plage soleil », fortement capitalistique, concentré sur le littoral et dans les grands centres touristiques, n’est plus la seule option[[26]](#footnote-26) ;
* Le pays cherche à *diversifier son offre* pour attirer une nouvelle clientèle peu intéressée par la plage ou susceptible de s’intéresser à la plage, mais aussi aux régions de l’intérieur, à leur patrimoine et à leurs populations. Il cherche, en parallèle, à créer des emplois et à générer des revenus dans les zones économiquement fragiles, comme les zones de  montagnes de l’intérieur du pays ;
* Cela devrait se traduire, dans les années à venir, par plus de moyens octroyés par l’Etat marocain par le biais de ses outils d’intervention financière (ADS, INDH, Entraide Nationale, Agences de développement régional), au développement touristique local, maîtrisé par les populations et susceptible de mieux valoriser les productions locales, qu’il s’agisse des produits de terroir, issus de l’agriculture, ou des produits artisanaux ;
* Les organisations internationales devraient également suivre, en particulier l’Union Européenne, qui finance désormais des projets d’appui au développement du tourisme responsable et solidaire ;
* Par ailleurs*, la crise* économique, financière et sociale qui touche le monde et en particulier l’Europe, et qui risque de durer encore un certain temps, voire de bouleverser durablement les modèles de consommation, affecte les déplacements à l’étranger. Les touristes qui craignent pour leur emploi et leur revenu, économisent plus, ou dépensent moins. Ils restent davantage chez eux, ou à proximité de leur domicile, ce qui handicape la rive sud ;
* En compensation, le Maroc reste une destination encore très intéressante : fiable, assez sûre, qui garde l’adhésion de très nombreux étrangers malgré les attentats de Casablanca et de Marrakech. Ses paysages, sa gastronomie, son artisanat, son hospitalité restent des valeurs sûres, crise ou pas. Le développement des vols « low-cost », tant qu’il dure, favorise encore ces déplacements internationaux.

**Priorités**

* Pour le projet TRS, la priorité devrait continuer à aller vers la *diversification de l’offre* d’hébergement. De ce point de vue, la création des chambres d’hôte et des maisons d’hôte est une bonne chose. Il en est de même de la diversification des activités. La création par des spécialistes (FFRP) des réseaux de sentiers de randonnées aménagés et balisés, ce qui permet un meilleur accueil des randonneurs, va dans le bon sens ;
* Il devrait également poursuivre l’action en faveur de l’*amélioration de la qualité*, ce qui passe en particulier par *la formation* en continu et à tous les niveaux (gérants, personnel, guides etc.). Les auberges et maisons d’hôte doivent améliorer l’aménagement intérieur (plomberie, sanitaires, décoration, finitions), l’accueil (documentation, tarifs) ;
* L’articulation avec *l’artisanat* (tapis berbères) et les *produits de terroir* (argan, safran, entre autres) devrait également être renforcée. L’option de M&D de créer des *boutiques solidaires* et autres maisons de produits de terroir afin de développer la commercialisation de ces produits auprès des touristes sur les principaux axes routiers de la zone, pourrait y contribuer ;
* Enfin, la *promotion et l’appui à la commercialisation* doivent rester très prioritaires et pouvoir bénéficier d’un appui important. De nouvelles prospections au Maroc et en Europe, et de nouvelles actions promotionnelles (guides touristiques, revues, manifestations, sites Internet etc.) devraient être réalisées. L’idée d’une articulation avec les émigrés et leurs organisations, souvent envisagée par M&D, mais jamais concrétisée, pourrait être envisagée à nouveau. Le projet Ecopter pourrait y contribuer.

|  |
| --- |
| **Tourisme rural solidaire**  La filière tourisme rural, **entièrement nouvelle** dans cette région, en dehors des villes (Taliouine, Taraoudannt etc.) a été lancée en 2005 durant le PACT. En 2011, elle compte **25 établissements** et la capacité totale d’hébergement s’élève à **397 lits**. De nombreuses activités d’accompagnement ont été réalisées. En 2012, deux nouveaux établissements sont en cours de réalisation, 1 gîte rural (12 lits) dans une petite ferme d’Imgoun et l’auberge communautaire d’Ifri.  ***Auberges rurales***  Depuis le lancement du projet TRS en 2006, **16 auberges** ont été construites et ouvertes au public. La 17° auberge, à Ifri, qui est une auberge communale, est en cours de construction. Elles représentent, hors Ifri, une capacité d’hébergement de **317 lits ;**  L’investissement total a été de **15 M Dh (1.4 million d’€)** dont environ 12 M Dh ont été apportés par les émigrés et 3 M Dh subventionnés par l’ADS et l’AFD. L’investissement moyen par auberge s’est élevé à **730 000 Dh**par auberge **(66 400 €)** ;  Ces auberges ont permis la création, à ce jour, de **108 emplois** (82 emplois directs et 26 emplois indirects : guides, muletiers), sans compter l’impact sur les coopératives locales qui vendent aux touristes les produits de terroir (safran, argan etc.).  ***Maisons et chambres d’hôte***  Plus récemment, **6 maisons d’hôte** ont été ouvertes dans 3 villages différents, avec une capacité de **55 lits.** Par ailleurs, **3 chambres d’hôte** ont été ouvertes par 3 familles du mêmevillage avec une capacité de **9 lits.** L’investissement global a été de 536 000 Dh, soit **31 500 Dh par lit** (3 000 €/lit)[[27]](#footnote-27). Un gîte rural a aussi été ouvert et un deuxième est en cours d’achèvement (12 lits).  ***Activités d’accompagnement***  - Installation d’un Bureau d’Orientation Touristique (BOT) à Taliouine au sein de la Maison du Développement et d’un point d’information complémentaire à la Maison du safran  - Création des **sites Internet** correspondants aux 3 Pays d’Accueil Touristique (Pays du safran, Pays de l’argan et Pays de la rose)  - Réalisation de matériel de **promotion** (dépliants et cartes)  - Réalisation des **formations** pour les professionnels du secteur (accueil, hygiène, sécurité, etc.)  - Réalisation de la **signalisation routière** pour toutes les auberges sur les routes nationales  **- Identification** et **balisage** de 200 km de sentiers de randonnées avec la FFPR (5 circuits)  - Implication de **3 agences** associatives de tourisme (2 en France, 1 en Italie)  - Signature d’une convention entre M&D et l’association **Maroc Inédit** (agence réceptive)  - Création d’**1 association** qui regroupe tous les aubergistes  - Ouverture de perspectives intéressantes de coopération dans le domaine de l’écotourisme avec la Communauté de Communes des Ecrins (Hautes Alpes, France). |

## III – Appui à la gouvernance locale

Dans le cadre de la *réforme de la Charte communale* en 2009, le Gouvernement marocain s’est engagé dans un nouveau projet de décentralisation à travers l’instauration de Plans Communaux de Développement (PCD).

Ce projet vise à donner *plus d’autorité et d’autonomie* aux Communes. Elles sont désormais chargées de planifier le développement de leur territoire et de trouver les moyens de réaliser leurs projets en coordination avec les acteurs locaux et en articulation avec des dispositifs nationaux de développement (INDH, Entraide Nationale etc.).

Dans ce contexte, et à la demande de plusieurs collectivités (province de Tiznit, Communes rurales et urbaines) de la région Souss-Massa-Drâa, M&D a apporté, à partir de 2010, un appui à l’animation de comités pour la réalisation de *diagnostics territoriaux participatifs*.

Cela s’est traduit par la formation des agents communaux de 30 Communes et l’accompagnement des Communes pour la mise en place de ce processus. L’objectif de cet appui était de permettre à ces collectivités d’élaborer leur prochain PCD en toute autonomie grâce aux outils déjà développés.

M&D a été amenée à réaliser des formations pour *135 personnes* (élus, responsables associatifs et fonctionnaires) de *30 Communes* sur le diagnostic territorial participatif et l’élaboration des documents de planification territoriale. Cette formation n’a regroupé que 8 femmes (moins de 6% de l’effectif), ce qui montre bien le besoin urgent d’appuyer l’implication des femmes dans la gouvernance locale.

Par la suite, M&D a été amenée à accompagner *5 collectivités locales* (4 Communes rurales et 1 Commune urbaine) pour l’élaboration de leur propre PCD. L’équipe de M&D a ainsi été chargée de la rédaction des 5 documents de planification.

Après le soutien à la construction d’infrastructures villageoises, puis à l’activité économique, Migrations & Développement a donc ajouté à ces actions, à partir de 2010, l’appui à la gouvernance locale[[28]](#footnote-28) en apportant un appui technique et méthodologique à l’élaboration des Plans Communaux de Développement de 5 Communes de la province de Taroudannt.

***Démarche méthodologique***

Dans une 1ère phase, M&D aide les Communes à évaluer les contraintes et les potentialités de leur territoire et à hiérarchiser les besoins en accord avec les attentes de la population. Une attention particulière est portée sur la place des femmes dans ce processus d’évaluation. Des critères concernant la proportion de femmes qui participent au processus, sont appliqués.

Pour développer sa méthode, M&D constitue, dans chaque Commune, une équipe d’animation communale et forme les membres des équipes d’animation et du comité de planification. Les enquêtes de terrain sont ensuite réalisées auprès de la population par les membres des équipes d’animation communale. En complément, M&D réalise un ensemble d’entretiens avec les services décentralisés de l’Etat et les autres acteurs concernés. Ce diagnostic est suivi par un travail participatif de définition des axes stratégiques de développement pour chaque Commune. Cette phase se termine par l’organisation d’ateliers de restitution avec le conseil communal et l’ensemble des représentants de la population.

Dans une 2ème phase, M&D est amenée à soutenir certaines actions programmées dans le PCD qui s’intègrent dans son programme de Codéveloppement Rural Intégré dans l’Anti-Atlas Maroc (CORIAM). Grâce à sa position transnationale, M&D se chargera tout particulièrement de mobiliser des associations/investisseurs migrants et des Collectivités locales françaises et celles d’autres pays d’accueil des migrants de la région.

M&D doit également, à ce stade, aider les Communes disposant d’un Plan, à élaborer le *Plan d’Action annuel* et à assurer le suivi de sa mise en pratique. L’association doit, en même temps, poursuivre le renforcement des capacités des élus comme des fonctionnaires communaux et des responsables associatifs de la Commune, pour une bonne exécution du Plan.

**Points forts**

Au niveau de la Commune, la démarche d’élaboration d’un PCD permet de :

* Renforcer les capacités des élus, des fonctionnaires et des responsables des comités locaux d’animation en matière de diagnostic et de planification territoriale participative ;
* Développer la culture de la concertation en amenant les Communes à se coordonner avec les acteurs de leur territoire et les migrants pour mettre en place une planification territoriale efficace ;
* Rassembler les décideurs, à la fois les décideurs communaux et ceux qui ont à intervenir sur le territoire communal, autour des réflexions sur le développement communal proposé en vue d’élaborer une vision partagée ;
* Favoriser des partenariats internationaux avec des collectivités locales des pays
* Cette nouvelle méthode d’élaboration des politiques communales permet donc de renforcer la démocratie locale et la culture de coordination entre les décideurs locaux.
* Pour M&D, les principaux avantages sont les suivants :
* L’association devient un interlocuteur et un partenaire clé pour les 5 Communes concernées par l’élaboration d’un PCD ;
* Comme le processus est lent et long, exigeant de multiples visites sur place à la mairie et dans tous les quartiers de la Commune, avec de fréquentes rencontres avec les acteurs clés du développement municipal, il en résulte pour M&D une bonne connaissance des réalités de la Commune, de ses besoins, des acteurs qui interviennent sur son territoire ;
* L’intervention de M&D se situant très en amont, avant même la formulation des projets communaux, l’association est très bien positionnée pour pouvoir ensuite intervenir dans la concrétisation des projets ;

**Partenaires**

Ce projet est conduit par M&D en étroite coopération avec les provinces de Tiznit et de Taroudannt, les 30 Communes (dont 29 Communes rurales et 1 Commune urbaine : Taliouine), le ministère de l’Intérieur français, l’Agence Française de Développement, des associations de migrants, au Maroc et en Europe, des migrants investisseurs, des collectivités locales françaises (Communauté de Communes des Ecrins, par exemple).

|  |
| --- |
| ***Conclusions***  Non prévu dans le PACT de l’année 2000, ce projet d’appui à la planification locale, revêt un grand intérêt et place M&D dans une nouvelle dimension.  Il donne aux collectivités locales une vision plus claire de leur situation, il les aide à concevoir de manière participative et partenariale les projets qui vont permettre de résoudre les problèmes, ceci avec une vision un peu plus précise de leur avenir et, enfin, il donne aux Communes un certain nombre d’outils méthodologiques pour y parvenir.  Cela ne suffit pas toutefois. Les Communes devront mettre en œuvre, sur le terrain, les actions prévues sur le papier. L’exercice est d’autant plus difficile qu’il est totalement nouveau, qu’une partie de la population est analphabète et ne comprend pas toujours très bien de quoi il s’agit.  La concrétisation des PCD se heurtera aussi au manque de moyens humains sur place et à la difficulté pour les Communes, à trouver des moyens financiers supplémentaires puisque toutes les Communes en attendent.  Pour M&D, comme pour les 5 Communes, le renforcement des capacités de toutes les catégories d’intervenants dans les Plans, aura d’autant plus la priorité. |

|  |
| --- |
| **Planification participative communale**  **135 personnes** de **30 Communes** ont été formées aux méthodes de la planification participative  **1 équipe d’animation et 1 comité de planification, ont été constitués et formés en matière de diagnostic territorial et de planification participative dans chaque Commune**  **1 base de données** quantitative a été réalisée dans chaque Commune  **2 réseaux d’associations** ont été créés et sont soutenus par M&D sur 2 Communes  Les Plans Communaux de Développement de **4 Communes rurales** et d’**1 Commune urbaine** ont été élaborés et validés[[29]](#footnote-29) |

## IV – Amélioration de l’environnement

Dans sa démarche de développement local participatif, et afin d’améliorer le cadre de vie des populations rurales de la Région Souss Massa Drâa, M&D concentre, depuis 2009, des efforts à la protection de l’environnement à travers 2 projets pilotes : 1) la gestion des déchets solides et 2) l’assainissement rural[[30]](#footnote-30). Mais M&D intervient également sur le reboisement, la promotion des énergies renouvelables.

C’est principalement sur l’assainissement, le reboisement et la promotion des énergies renouvelables que les migrants se mobilisent dans cette zone, avec pour objectif d’améliorer la qualité environnementale dans les villages touristiques par une gestion durable des déchets solides et la promotion de l’énergie solaire.

**Contexte**

Chaque année, un nombre croissant de touristes visite les villages de la région Souss Massa Drâa. Pour inscrire le tourisme dans une stratégie de développement durable, il est nécessaire d’intégrer la dimension environnementale dans la réflexion, notamment la gestion des déchets solides. Une étude diagnostic réalisée par M&D en 2008 avec le soutien de l’ADEME a révélé l’accumulation de déchets solides (sachets plastiques, piles électriques usagées etc.) dans l’environnement immédiat des villages.

Ceux-ci ne disposent pas d’un système de collecte et de traitement des déchets solides et la méconnaissance par les villageois de l’impact de ces déchets sur leur environnement, est totale. La conséquence en est un risque d’altération de la santé et une dégradation du cadre d’accueil touristique.

Ainsi, dans le cadre du Plan National de Protection de l’Environnement (PNPE), M&D a démarré en 2008, en partenariat avec l’ADEME (France), un projet pilote de gestion environnementale des déchets de 18 villages touristiques de la région Souss Massa Draâ.

Depuis 2010, M&D met l’accent sur l’implication des collectivités locales, en particulier des Communes rurales, pour assurer la pérennité du projet et préserver le cadre de vie de la région.

C’est principalement sur la promotion des énergies renouvelables, le reboisement et la mise en place de réseaux d’assainissements que les migrants de la région se mobilisent, financièrement et humainement.

**Descriptif**

Un élargissement progressif de l’échelle de la collecte : le projet « Tourisme Solidaire et Co-Développement durable au Maroc », a débuté par la gestion des déchets à l’*échelle villageoise* (constitution de comités féminins pour l’environnement, réalisation de journées propreté avec les enfants, aménagement de points de collecte).

Son rayonnement prend aujourd’hui une *dimension communale (*une Commune rurale regroupe de 20 à 30 villages*)*, voire *intercommunale.* L’objectif est de constituer progressivement une ‘chaîne’ de collecte et de traitement des déchets allant du village à la Province.

Le projet s’est également élargi, à partir de 2009, à la préservation de la biodiversité par le reboisement et à la promotion des énergies renouvelables.

**Objectifs**

Ce projet a les objectifs suivants :

* Dresser un état des lieux des pratiques actuelles de gestion des déchets domestiques et agricoles (étude diagnostic) ;
* Sensibiliser les villageois, en particulier les femmes et les enfants, les animateurs des Ecoles Non Formelles, les élus locaux sur la protection de l’environnement (collecte et traitement des déchets) et les énergies renouvelables ;
* Accompagner les responsables des Communes dans la création de systèmes de collecte et de traitement des déchets, en lien éventuel avec des Collectivités locales françaises ;
* Promouvoir l’utilisation des énergies renouvelables auprès des acteurs du développement local (éclairage public, pompage solaire) et reboiser 5 villages et 4 Communes touristiques ;
* Pérenniser ce projet pilote afin qu’il puisse être mis en place dans d’autres régions du sud marocain.

**Activités réalisées**

* Organisation de « Journées propreté » dans les villages où les Ecoles Non Formelles sont implantées. Ces journées ont touché 445 personnes ;
* Sensibilisation, aménagement de points d’apport volontaire de déchets ;
* Réalisation de plantations d’arbres à vocation économique (oliviers et caroubiers) dans les villages, dans le cadre des Chantiers d’échanges.

**Note** : un *Forum intercommunal sur l’environnement* est, d’ores et déjà, programmé pour 2012. De même, l’appui à l’implantation de systèmes pilotes de pompage solaire et d’éclairage public photovoltaïque est programmé pour 2012.

|  |
| --- |
| **Action environnementale**  Globalement, **peu d’actions** ont été réalisées dans ce domaine et celles qui ont été réalisées l’ont été tardivement (durant les dernières années du PACT). **L’impact est donc relativement faible.**  **- 1 étude** environnementale (déchets solides) a été réalisée dans les villages pilotes d’Assrargh et de Tagmout  - Les habitants de **18 villages** ont été sensibilisés à l’importance de la collecte des déchets et de la protection de l’environnement. La sensibilisation a touché **1177 personnes** (555 femmes et 622 enfants)  - Les **8 éducateurs** des Ecoles Non Formelles ont été formés sur le thème de l’éducation à l’environnement  **- 2 guides** d’éco-citoyenneté et **2 chartes** environnementales ont été rédigés  **- 6 comités de gestion** des déchets, dont 3 comités féminins, ont été créés dans les villages  - Des conteneurs ont été installés par **5 AV** pour la collecte des déchets  **14 590 arbres** (oliviers, caroubiers et bigaradiers) ont été plantés dans les villages (en 2009 et en 2011)  Note – **6 Chantiers-échanges** ont été menés en partenariat avec les Compagnons Scouts de France de Limoges (2008) et le CFA Nature de La Roche sur Yon (2007, 2009 et 2011) autour des thèmes de la gestion des déchets et du reboisement. |

**Bénéficiaires**

Outre les habitants dans leur ensemble, les principaux bénéficiaires de ces actions sont les prestataires touristiques des 18 villages concernés : aubergistes, familles villageoises qui pratiquent l’hébergement chez l’habitant, artisans et coopératives, mais également les touristes randonneurs.

**Impacts**

Impacts environnementaux

* Les femmes et les jeunes prennent assez facilement conscience de l’importance de préserver leur cadre de vie et de faire évoluer les pratiques environnementales ;
* Des journées propreté sont désormais régulièrement organisées dans chaque village ;
* Les 8 villages ayant accueilli un Chantier d’échange de jeunes utilisent maintenant un dispositif adapté pour la gestion de leurs déchets ;
* Ce projet est actuellement en cours de réalisation dans d’autres villages ciblés par l’étude diagnostic ;
* Les plantations d’arbres « utiles » (oliviers, caroubiers) dans les villages, constituent une innovation d’autant plus importante que les produits de ces arbres reviennent aux femmes des foyers féminins.

Impact sociaux-culturels

* Beaucoup d’Associations villageoises acceptent d’accueillir des jeunes venus de France pour les aider à sensibiliser les villageois sur la gestion des déchets ;
* La formation des animateurs des Ecoles Non Formelles permet de pérenniser le projet auprès des femmes et des enfants ;
* Les migrants qui ont investi dans ce projet se rendent compte des impacts positifs liés à l’utilisation des énergies renouvelables et s’efforcent désormais de les intégrer dans leurs propres projets d’investissement.

Impacts institutionnels

* Les Collectivités locales devraient intégrer plus facilement, désormais, dans leur stratégie, une démarche environnementale, notamment à travers les Plans de Développement Communaux.

**Contraintes et difficultés**

* La principale difficulté semble être la difficile mobilisation des hommes et en particulier des élus, sur les thèmes environnementaux, qu’ils considèrent globalement, comme peu prioritaires par rapport à des thèmes comme l’accès à l’eau potable, la santé, l’éducation, les routes ou bien l’emploi et la génération de revenus ;

**Partenaires**

Les partenaires de ces projets sont les suivants : Associations Villageoises, Communes rurales, ADEME Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie, Scouts de France, Lycée agricole CFA Nature, migrants, Fondation du Sud.

|  |
| --- |
| **Bilan de l’action environnementale**  Le bilan que l’on peut tirer de l’action environnementale de M&D durant le PACT est, globalement **positif** mais reste **notoirement insuffisant**.  A peu près inexistante en 2000, comme cela avait été souligné par l’étude ECIL, l’action en faveur de l’environnement a démarré tardivement. Il a fallu attendre l’**année 2008** pour que les premières actions commencent. Elles ont pris de l’ampleur, en particulier avec les chantiers d’échanges.  Mais ces actions restent très **insuffisantes** compte tenu de la gravité de la situation de l’environnement dans la zone. Le problème de la déforestation, due à l’utilisation du bois comme combustible domestique, en est un bon exemple. L’étude ECIL avait pointé l’importance d’une intervention dans ce domaine. Rien n’a été fait pour réduire la consommation, par exemple par l’introduction de foyers améliorés.  L’initiative prise par M&D de développer, en zones rurales, avec l’appui du GERES, les hammams à économie d’énergie, n’a pas abouti non plus. |

## 

## V - Education au développement, échanges, renforcement des capacités

A travers différents projets, M&D s’est engagée dans des actions d’éducation de la jeunesse. Ces actions se sont concrétisées de trois manières :

* par la mise en place d’Ecoles Non Formelles ;
* par la réalisation d’actions de sensibilisation contre le travail des enfants ;
* par l’organisation de Chantiers d’échanges de jeunes entre la France et le Maroc.

## 1. Les Ecoles Non Formelles (ENF)

L’objectif de ces écoles, dont les premières sont apparues en 1999[[31]](#footnote-31), est de lutter contre l’analphabétisme et d’améliorer l’insertion socio- professionnelle des jeunes ruraux.

**Contexte**

Dans les villages isolés de la province de Taroudannt, le système scolaire formel n’est pas en mesure de satisfaire les besoins éducatifs de toute la population.

Face à cette situation, et dans le but de garantir l’enseignement pour tous, le Ministère Marocain de l’Education Nationale a initié en 1998 un « Programme spécial de scolarisation des populations rurales défavorisées du sud marocain » basé sur la collaboration entre des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux. Dans ce cadre, M&D a mis en place un réseau d’Ecoles Non Formelles (ENF) où les apprentissages scolaires de base sont adaptés au contexte rural.

Au fil des années, M&D a élargi l’accès de ces écoles aux *femmes adultes* désireuses de suivre des cours d’alphabétisation et en a fait des *lieux d’éducation à l’environnement*, après avoir formé les éducateurs et éducatrices.

L’intervention des migrants en matière d’éducation se manifeste ponctuellement par la construction d’école dans leur village d’origine. En revanche, les migrants se mobilisent très difficilement sur la prise en charge de dépenses de fonctionnement régulières et à long terme, comme la prise en charge du salaire d’un enseignant.

**Descriptif**

Ces Ecoles Non Formelles se consacrent principalement à l’*alphabétisation* des élèves grâce à un programme permettant d’acquérir des connaissances de base (lecture, écriture, mathématiques élémentaires…), complétées par des activités adaptées à leur milieu de vie. Dans ce contexte, M&D a adopté une méthode de pédagogie active axée sur l’échange entre les élèves et les animateurs en collaboration avec les familles villageoises.

Les enseignants animateurs de l’Ecole Non Formelle sont pris en charge par les villageois, qui leur fournissent le logement et les nourrissent. Ils sont indemnisés par le Ministère marocain de l’éducation.

|  |
| --- |
| Certaines écoles ont été construites ou remises en état grâce à l’apport financier de migrants (exemple de l’école d’Ouzzane, réhabilitée avec l’aide d’un émigré du village voisin de Tagourout). |

## 2. La lutte contre le travail des enfants

M&D a lancé, en 2005, un programme d’action en partenariat avec le Bureau International du Travail. Ce programme, d’une durée de 3 ans, avait pour objectif de sensibiliser la société civile à l’importance de la lutte contre le travail des enfants. Au total, ce sont plus de *40 villages* répartis sur *4 Communes rurales* de la Province qui ont bénéficié de ce projet.

**Objectifs**

* Favoriser l’éducation de base des enfants et adultes dans les villages ;
* Appliquer et pérenniser une approche d’éducation de base novatrice, adaptée aux conditions locales, en privilégiant l’action communautaire dans les domaines du développement et de l’environnement ;
* Transférer aux bénéficiaires un savoir-faire leur permettant de s’adapter efficacement à la complexité du monde du travail.

**Activités réalisées**

* Réalisation d’études dans les villages afin de déterminer les motivations des villageois pour l’éducation de leurs enfants ;
* Organisation de campagnes de mobilisation auprès des parents et des enfants ;
* Mobilisation et formation d’un coordinateur et des éducateurs et éducatrices pour l’encadrement et l’exécution du programme ;
* Diffusion de bulletins d’informations sur les bilans des activités réalisées ;
* Organisation de réunions et d’ateliers pour suivre les progrès réalisés par les bénéficiaires.

**Bénéficiaires**

Les bénéficiaires du projet ont été les suivants :

* Les enfants déscolarisés ou qui n’ont pas été scolarisés dans le circuit conventionnel. Ils ont entre 8 et 16 ans. Les jeunes filles fortement touchées par l’analphabétisme y sont particulièrement nombreuses ;
* Les enfants de moins de 8 ans (préscolaires pour les jeunes berbérophones pour l’apprentissage de l’arabe) ;
* Les adultes motivés par le désir d’apprendre (en particulier les femmes analphabètes).

|  |
| --- |
| **Ecoles Non Formelles** (données disponibles jusqu’en 2007)  - Plus de **4.000** personnes, en majorité des enfants, ont bénéficié du programme ENF  **- 70 %** des bénéficiaires du projet sont des filles  **- 29** classes non formelles ont été créées et **29** éducateurs ont été formés  **- 54** élèves des Ecoles Non Formelles ont réussi à intégrer le circuit éducatif classique  **- 1** école non formelle a été intégrée au réseau des écoles formelles |

Impacts sociaux-économiques

* L’intégration des filles dans les ENF est nettement supérieure à celle des garçons ;
* Les élèves des ENF atteignent le niveau équivalent des écoles conventionnelles 2 fois plus rapidement ;
* Plusieurs demandes ont été déposées auprès de M&D pour créer d’autres Ecoles dans les villages ;
* La communication des femmes (entre elles et avec le monde extérieur) s’est améliorée.

**Note** – Un aspect important du travail de M&D avec le réseau des ENF au nombre de 9 actuellement est l’implication des éducateurs et éducatrices des ENF comme agents de proximité dans le développement du village où se trouve implantée l’ENF. Ils connaissent bien le contexte local, vivent en immersion totale dans le village (ils logent en général chez l’habitant) et ils ont toujours un meilleure niveau de formation que l’ensemble des habitants. M&D est convaincue depuis des années que ces éducateurs doivent être aussi des animateurs de développement, des *agents de changement* au sein des villages.

**Partenaires**

Ministère de l’Education, Associations Villageoises, migrants, GREF (Groupement des retraités éducateurs sans frontières

## 3. Les chantiers d’échanges de jeunes

L’objectif premier de ces chantiers est de créer des liens interculturels durables entre les jeunes en France et au Maroc tout en modifiant leur perception des rapports Nord/Sud.

Un objectif complémentaire est de favoriser l’insertion socio- professionnelle des jeunes issus des quartiers défavorisés de France.

**Contexte**

Depuis plus de 17 ans, M&D contribue à renforcer des liens d’amitié et de coopération entre le Maroc et la France par l’intermédiaire de *Chantiers de jeunes et d’échanges culturels.* Ces projets, outils d’appui au développement et à la coopération internationale, permettent de valoriser les richesses culturelles et humaines des deux pays.

M&D effectue un travail de préparation afin de favoriser la participation active des jeunes aux différentes étapes de construction du projet. L’association souhaite mettre l’accent sur la démarche pédagogique de ses échanges ; l’implication des jeunes doit leur permettre de prendre conscience de leur potentiel et susciter en eux, l’envie de mener à bien un projet professionnel.

M&D a intégré dans l’organisation des chantiers, plusieurs activités liées à la protection de l’environnement à travers un partenariat signé en 2008 avec l’ADEME (reboisement, sensibilisation à l’environnement).

Jusqu’en 2004, les chantiers mobilisaient, en particulier par le biais des *centres sociaux*, une proportion importante de jeunes urbains issus de la migration. Cette proportion a fortement diminuée après cette date, en raison de l’arrêt de certains financements sociaux, en particulier du à la disparition du Fonds d’Action Sociale (FAS).

**Descriptif**

Jusqu’en 2004, les chantiers visaient à rassembler des jeunes français et marocains autour d’une action concrète et utile (par exemple la réalisation de petites infrastructures villageoises) et à permettre à chacun de découvrir la culture de l’autre.

M&D employait un salarié à plein temps pour ce volet. L’association effectuait un travail de prospection auprès des villageois afin de recueillir leurs besoins en termes de développement du village et de son environnement. L’association transmettait ces informations à son réseau de partenaires en France pour la mise en œuvre du chantier échange.

Dans ce contexte, les villageois prenaient en charge l’accueil des jeunes et participaient physiquement à la réalisation des chantiers. Les jeunes mobilisaient des fonds propres et recherchaient des cofinancements extérieurs pour leur transport et l’achat des matériaux nécessaires à l’action.

Depuis 2004 et l’arrêt des financements sociaux, *le public a fortement évolué*, de même que les modalités de financement et de réalisation.

M&D ne peut plus financer un salarié à plein temps pour s‘occuper de ce dossier et les organisations françaises n’ont plus les moyens d’envoyer des jeunes. Les projets montés avec les centres sociaux pour des jeunes issus de la migration, ont donc cessé. Moins de chantiers ont été organisés chaque année (entre 0 et 3 chantiers).

*Le public s’est diversifié*. Il est maintenant constitué de jeunes des établissements scolaires français, de jeunes des mouvements familles rurales et des jeunes du mouvement scout.

**Objectifs**

Les objectifs des chantiers d’échanges d’avant 2004 étaient :

* Renforcer l’intégration des jeunes et en particulier des jeunes issus de l’immigration en France ;
* Favoriser l’échange d’expérience et de pratiques entre jeunes de cultures différentes, dans le cadre de petits projets de développement communautaire ;
* Promouvoir une approche « partenariale » de la coopération Nord/Sud.

Depuis 2005, si le premier objectif a disparu, les deux autres restent tout à fait valables.

**Démarche**

La démarche mise en œuvre pour ces chantiers d’échanges, est la suivante :

* Mise en relation entre les besoins et les ressources du partenaire marocain et la demande du groupe de jeunes ou de l’établissement scolaire en France ;
* Accompagnement et, parfois, appui à la recherche de financements pour la réalisation du chantier d’échanges ;
* Appui à la préparation des chantiers en France et au Maroc :
* Suivi/ facilitation des chantiers. Les types de travaux réalisés sont les suivants : construction de canaux d’irrigation, d’un pont, d’un local associatif, reboisement, installation d’une clôture, ramassage des déchets, pavage des ruelles d’un village. Les groupes accueillis apportent de la main d’œuvre et les matériaux. Les villageois fournissent également de la main d’œuvre et assurent l’hébergement (chez l’habitant) et la nourriture ;
* Evaluation participative des travaux après leur réalisation.

**Bénéficiaires**

Les bénéficiaires de ces chantiers appartiennent à deux catégories :

* Avant 2004 : les jeunes français, le plus souvent issus de l’émigration et qui se trouvent en difficulté d’insertion sociale et/ou professionnelle ;
* Depuis 2004 : les jeunes des établissements scolaires et des mouvements de jeunesse (scoutisme), mais aussi les enseignants et encadrants qui accompagnent les groupes ;

Dans les deux cas, les villageois marocains, et notamment les jeunes, qui accueillent ces chantiers d’échanges sont des bénéficiaires mais également  les associations villageoises, les foyers féminins et les coopératives qui bénéficient des travaux réalisés.

**Impacts sociaux**

Impacts sur le groupe venant de France :

* *Avant 2004*, les jeunes en difficulté d’insertion professionnelle prenaient conscience de la difficulté des conditions de vie dans les régions rurales et apprenaient ainsi à relativiser leur situation personnelle et sociale ;
* Ils comprenaient plus facilement les raisons qui avaient poussé leurs parents à émigrer à l’étranger ;
* Ils réalisaient que la lutte efficace contre la pauvreté dans les villages demande des connaissances techniques précises.
* Depuis 2004, les jeunes des établissements et mouvements de jeunesse découvrent une autre culture, une problématique spécifique de développement, découvrent les valeurs de la société traditionnelle, comme la solidarité et l’hospitalité ;
* Au retour du chantier en France, les témoignages apportés par les vidéos et les expositions photos suscitent la curiosité auprès de nouveaux jeunes.

Impacts au sein des villages :

* Les jeunes villageois se rendent compte des différences entre culture européenne et culture marocaine : les villageois qui ont émigré ont dû faire face à de nombreux obstacles à leur arrivée en France ;
* Le mythe d’une Europe ouverte à tous et terre d’enrichissement facile s’estompe pour laisser place à une vision plus proche de la réalité (chômage, difficultés d’insertion) ;
* Des petits projets d’infrastructure ont été réalisés dans plusieurs villages de la région Souss Massa Draâ (canaux d’irrigation, blocs sanitaires etc.) ;
* Les mentalités évoluent sur les questions environnementales (création de comités féminins pour la propreté, mise en place de points d’apport volontaire pour les déchets, reboisement, etc.) ;
* La coopération s’est pérennisée entre certains villages et des structures / groupes de jeunes au Nord.

**Activités réalisées par les chantiers dans 4 villages**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Village** | **Chantiers** | **Jeunes accueillis** | **Activités réalisées** |
| **Asrargh** | 4 | 36 | Construction d’un pont, ramassage des déchets, reboisement (caroubiers) |
| **Aouerst** | 2 | 20 | Creusement de canaux d’irrigation, aménagement du local de la coopérative et d’un jardin |
| **Tagmout** | 3 | 30 | Installation de la clôture de l’école, reboisement, ramassage des déchets |
| **Tinfat** | 6 | 150 | Construction du local du foyer féminin, creusement de canaux d’irrigation, construction d’un local pour l’AV |

|  |
| --- |
| **Des chantiers très appréciés par les villageois**  L’enquête de février 2012 dans les 4 villages ayant accueilli des chantiers de jeunes durant la période du PACT entre 1999 et 2011, ont mis en évidence les points suivants:   * les villageois sont *très satisfaits* des chantiers de jeunes et ils espèrent qu’ils seront développés ; * ils considèrent que ces chantiers les ont aidés à *mieux connaître les français* et la France ; * les jeunes respectent les coutumes et les traditions villageoises ; * une bonne entente règne entre les villageois et les groupes de jeunes ; * dans quelques cas, des contacts ont été maintenus après la fin du chantier entre les jeunes du village et les jeunes français. |

**Perspectives**

L’exemple qui suit précise l’action menée par M&D avec un établissement scolaire du Pays de Loire. Il permet de montrer l’intérêt de ce type d’action.

***Focus : Chantiers échanges au Maroc du CFA Nature***

Les élèves et enseignants du CFA Nature de La Roche sur Yon sont venus en 2007, en 2009 et en 2011. Au total, en 3 voyages, *212 personnes* de La Roche sur Yon seront venues dans la province de Taroudannt pour un séjour moyen de 7 jours, ce qui représente 1 484 journées de séjour sur place.

La retombée économique locale (hébergement, restauration, transport local, achats de matériaux pour les chantiers, achats personnels et contributions solidaires), sans tenir compte du travail concret effectué par les jeunes français, s’est élevé à *71 304 €* pour les 3 séjours, soit une moyenne de 23 768 € par séjour et *336 €* de retombées locales par personne.

**Retombées économiques des séjours du CFA sur la zone (en €)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Séjour** | **Hébergement restauration** | **Transport local** | **Achat de matériaux** | **Achats personnels** | **Contribution solidaire (°)** |
| **2007**  (59 participants) | 3 890 | 0 | 0 | 5 900 | 275 |
| **2009**  (72 participants) | 16 832 | 3 800 | 5 500 | 7 200 | 1 628 |
| **2011**  (81 participants) | 18 603 (provisoire) | 4 600  (provisoire) | 3 890  (provisoire) | 8 100 | 1 686 |
| **Sous-total** | **39 325** | **8 400** | **9 390** | **21 200** | **3 589** |
| **Total** | **81 904 €** | | | | |

(°) Ces chantiers échanges intervenant dans le cadre des activités de tourisme solidaire, réglementées par ATES[[32]](#footnote-32), M&D demande au CFA une contribution solidaire équivalente à 6% des dépenses locales. Cette contribution est utilisée par M&D pour cofinancer des projets d’équipement des foyers féminins.

A ces retombées, il convient d’ajouter la contribution du CFA Nature au travail d’animation et d’encadrement réalisé par M&D. Cette contribution s’est élevée à 2 580 €. L’association est financée par ailleurs pour la réalisation de ces chantiers échanges.

Outre les retombées économiques directes sur la zone et l’intérêt de la mise en relation Nord/Sud, ce type d’action présente des *avantages* très notables :

* Il offre la possibilité d’un travail pédagogique réel, tant au moment de la préparation, que de la réalisation et du suivi d’après chantier, du fait de l’insertion du séjour au Maroc dans le cadre du cursus de formation ;
* il donne *une plus grande visibilité* à la relation Nord/Sud et à l’action de M&D ;
* Il présente *une plus grande fiabilité*, en particulier parce que les problèmes de financement sont moins difficiles à résoudre (subventions des régions qui ont la compétence formation professionnelle, participation de chaque élève[[33]](#footnote-33)) ;
* Il s’inscrit dans *la durée* (la convention entre M&D et le CFA Nature a une durée de 4 ans), ce qui permet de consolider une relation partenariale forte ;
* Il ouvre la possibilité d’un élargissement vers des activités périphériques, comme l’implication des jeunes dans la promotion et la commercialisation des produits de terroir marocains au moment des activités de collecte de fonds pour le séjour.

**Note** - En 2011, des contacts ont été établis avec l’Institut Médico-Légal de Vaux en Velin. M&D devrait accueillir à Taliouine 7 jeunes et 5 encadrants.

**Partenaires**

Agence pour le Développement et la Maîtrise des Energies renouvelables (ADEME), Agence pour la Cohésion Sociale et l’Egalité des chances (ACSE), CFA Nature de la Roche-sur-Yon, Scouts et Guides de France, Associations d’insertion en France et jeunes migrants, Associations Villageoises et familles rurales, Instituts Médicaux-Educatifs (IME)

|  |
| --- |
| **Chantiers d’échanges**  **59** chantiers d’échanges et **7** échanges scolaires ont été réalisés entre 2000 et 2010, ce qui est assez considérable  **716** jeunes et leurs encadrants ont été accueillis dans plus de **70** localités (villages et Communes rurales) de la zone  **11** jeunes en moyenne par groupe, ont séjourné dans la zone, pour des périodes de **10 jours**, pour un coût moyen de **1000 €** par personne (achat des matériaux compris, hors billet d’avion)  Les retombées locales de ce type de chantier sont très importantes. En 3 séjours, les 212 élèves et enseignants du CFA Nature de La Roche sur Yon ont apporté au total, de diverses manières (hébergement, restauration, achats locaux, contribution solidaire) **81 904 €** à la zone (386 € par personne).  La pratique des chantiers est une **tradition** ancienne pour M&D. Ces chantiers ont été cofinancés par les fonds sociaux (FAS), les centres sociaux et les jeunes par le biais d’activités diverses. Depuis 2005, le public a changé, comme les modalités de financement et d’action de M&D. La priorité va désormais aux *établissements scolaires* et aux *mouvements de jeunesse*.  L’expérience conduite par M&D avec les élèves du CFA Nature de La Roche sur Yon, est riche d’enseignement. Elle constitue l’amorce d’une nouvelle pratique de chantiers qui s’adressent à un **public différent,** dans le cadre d’une démarche de professionnalisation, d’ouverture au monde et de sensibilisation des jeunes français aux pratiques de la durabilité.  La demande des établissements, en particulier des écoles d’agriculture, nombreuses en France, est i**mportante**. Les perspectives sont **très bonnes** de pouvoir faire converger la prise en compte de cette demande avec le projet de Centre International du Codéveloppement durable (CICODEV), que M&D est en train de promouvoir avec l’appui du Gouverneur de la Province de Taroudannt et de l’Université d’Agadir. |

## 4. Les démarches innovantes de renforcement des capacités

Comme nous l’avons signalé précédemment, M&D est porteur, depuis 2009, de deux démarches particulièrement innovantes, concernant, l’une les associations de marocains en France et l’autre les jeunes français et marocains susceptibles d’appuyer le développement la promotion des produits de terroir.

**Le projet Enracinement Sans Déracinement (ESD)**

Ce projet-pilote intitulé « Renforcement des capacités des associations de marocains résidant à l’étranger » a pour cible les *associations d’émigrés marocains* en France. Il s’agit d’associations qui oeuvrent pour une intégration en France des émigrés, sans perte du lien avec le pays d’origine.

Le projet ESD a été lancé en novembre 2009 en France par le Gouvernement marocain, par le biais du Ministère des Marocains résidant à l’étranger (MMRE). Il se termine normalement en avril 2012. Il aura duré un peu plus de 2 ans. Il a été financé par le MMRE, l’Agence Française de Développement et la Banque Africaine de Développement.

Le MRE a été intéressé par l’expérience de M&D et lui a proposé de mener à bien ce projet pilote pour deux raisons essentielles :

* + Faciliter l’intégration en France des émigrés marocains ;
  + Les impliquer dans les démarches de codéveloppement au Maroc.

**Objectif**

Le projet visait à renforcer les capacités techniques des associations de marocains implantées dans les régions Provence, Corse et Languedoc Roussillon.

**Modalités de réalisation**

Le projet a suivi les étapes suivantes :

* Pré-identification des associations de marocains en France à partir des listes dont disposent les consulats ;
* Identification et sélection des associations encore actives ;
* Prise de contact et formulation conjointe de propositions d’intervention ;
* Mise en place des actions de renforcement (essentiellement des sessions courtes dans les 3 régions françaises concernées).

Le projet a eu deux étapes assez distinctes :

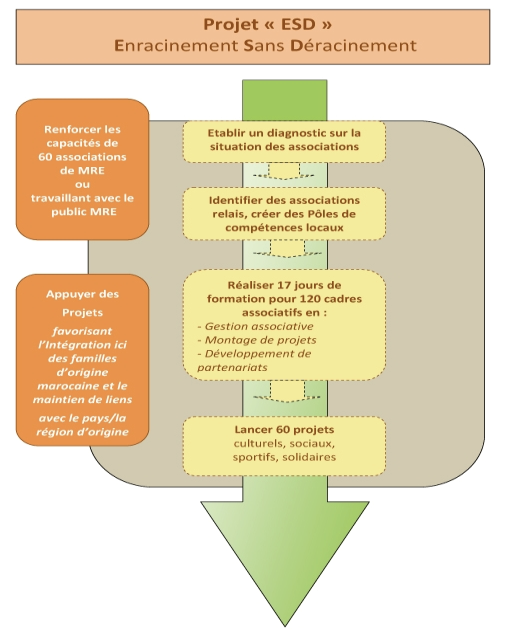
* Durant la première année, l’accent a été mis sur les sessions collectives de formation ;
* En année 2, à la suite d’une évaluation réalisée par le MRE, l’action de M&D s’est orientée davantage vers le *suivi individualisé des associations* pour les aider à formaliser, puis à réaliser des projets concrets (projets culturels, projets d’insertion professionnelle, projets de codéveloppement, projets d’assistance juridique aux émigrés).

**Note** - Ce projet est *historique* dans la mesure où il a constitué le premier exemple d’action financée par un pays du Sud pourvoyeur de migrants, dans un pays du Nord. La réussite de ce projet devait dépendre, entre autres, du degré d’implication politique et financière de l’Etat et des collectivités locales françaises aux cotés des institutions marocaines.

A noter également, la complémentarité possible entre ce projet et le travail d’appui réalisé par M&D dans le cadre des appels à projets PRA/OSIM.

Le bilan provisoire du projet permet de noter la *très faible représentativité des femmes* dans les associations de migrants marocains en France : sur les 30 associations ciblées, une seule est dirigée par une femme.

|  |
| --- |
| **Enracinement Sans Déracinement**  En 2000, M&D avait des relations continues avec 15 associations de migrants marocains en France. En 2011, l’association dispose d’un fichier de **130 associations** dans les 3 régions cibles : Provence Alpes Côte d’Azur, Languedoc Roussillon et Corse. Ces associations regroupent environ 1000 membres. **La** **progression est extrêmement nette**.  M&D a travaillé, pendant 2 ans, de manière très étroite, en France, avec **30 associations** regroupant près de 300 migrants.  Elle a contribué au renforcement des capacités de **50 dirigeants** associatifs issus de 24 associations dans les domaines de la gestion associative, du montage de projet et de l’obtention de cofinancements.  M&D travaille actuellement à la mise en place des *« pôles de compétences »* (Lyon, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Marseille, Nice, Corse) |



**Le projet Ecole Opérationnelle des Produits de Terroir (ECOPTER)**

Le projet ECOPTER Ecole Opérationnelle des Produits de Terroir a été monté à l’initiative de l’Institut Agronomique Méditerranéen (IAM) de Montpellier. Il repose sur une approche innovante de formation nord/sud et sud/nord, qui cible un rééquilibrage des rapports économiques entre les deux rives de la Méditerranée.

L’approche retenue consiste à mettre en relation des jeunes français issus de la migration et des jeunes marocains issus des villages, dans le cadre d’un *programme de formation-accompagnement transnational* (France et Maroc).

**Objectif**

L’objectif du projet est de favoriser la valorisation et la commercialisation, en France et au Maroc, de produits locaux, à la fois agricoles et artisanaux, par le canal des jeunes qui ont participé à la formation ECOPTER.

**Modalités**

Le processus de formation-accompagnement concerne un *groupe composite* associant, à parité, des jeunes français et des jeunes marocains.

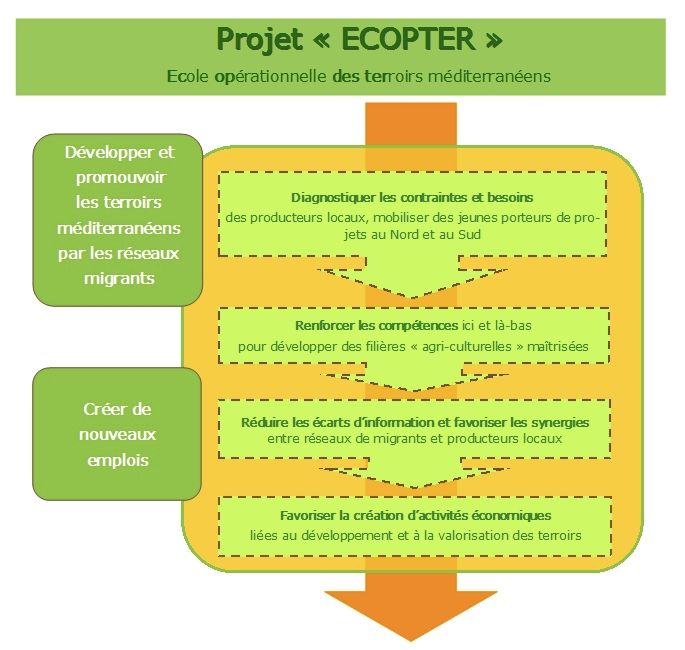
Les jeunes sont formés ensemble, par *alternance* en France et au Maroc, lors de sessions de 2 semaines, séparées par des temps de travail en inter-sessions. Les jeunes marocains viennent des villages de production du safran, de l’huile d’argan, des plantes aromatiques. Les jeunes français viennent pour la plupart des banlieues.

**Financement**

Le coût d’un cycle de formation Ecopter est de *33 000 €* pour 16 participants, soit *2 062 € par élève stagiaire*.

Le financement a été apporté par l’AFD et le ministère français de l’Intérieur par le biais du programme CORIAM. Le Département de l’Hérault a pris en charge certains frais de séjour en Languedoc-Roussillon et le Conseil régional Souss Massa Drâa a également pris en charge des frais locaux au Maroc (4 000 €).

|  |
| --- |
| **Formation ECOPTER**  Il est encore trop tôt pour tirer un bilan sérieux de ce projet afin de déterminer si les hypothèses se vérifient au vu des résultats économiques obtenus par les charnières franco-marocaines mises en place. Le premier groupe de jeunes n’est sorti qu’en 2010.  Mais l’on peut noter **la pertinence** de l’idée et sa grande **originalité méthodologique** qui consiste à mobiliser ensemble et en alternance Maroc/France des jeunes d’ici et de là-bas.  Le projet a permis de former **16 jeunes** et un deuxième groupe de **16** est en cours de formation en 2012, pour un coût de près de **2 000 € par élève stagiaire**.  Un **bilan** très précis devra être tiré par M&D et ses partenaires à la fin du 2° cycle, actuellement en cours. Normalement, les participants au 1° cycle devraient alors avoir démarré leur activité. |
|  |



## VI – Genre et développement[[34]](#footnote-34)

Depuis sa création, mais plus encore depuis le début du PACT, M&D démontre un *engagement fort à l’égard des femmes* et une volonté de mettre en application l’approche d’égalité des sexes dans toutes les étapes de réalisation des projets mis en œuvre. Cette démarche porte sur 2 axes : le soutien aux projets économiques portés par des femmes et l’appui à l’inclusion des femmes dans la gouvernance locale.

Le rôle des femmes migrantes est considérable par leur soutien à la prise d’autonomie des femmes villageoises. Mais, ce rôle ne se limite pas à des envois d’argent : elles transfèrent aussi des comportements sociaux sur les questions de natalité, d’éducation, de santé…

Le travail de M&D vise à *améliorer la situation économique* des femmes de la Région Souss-Massa-Drâa par la création d’activités génératrices de revenus (AGR). Mais cette amélioration du niveau et des conditions de vie doit s’accompagner d’une reconnaissance du statut de la femme dans les villages et la Commune qui lui permet d’être *actrice du développement local*. Elle doit participer de plus en plus activement aux structures de gouvernance locale.

**Contexte**

L’insuffisance des infrastructures de base (eau, assainissement) et l’accès difficile aux services sociaux rendent les conditions de vie des femmes rurales de cette région montagneuse, particulièrement rudes. Cette réalité a longtemps freiné le développement d’activités génératrices de revenus par les femmes qui doivent assumer à la fois les tâches ménagères, s’occuper des enfants et réaliser une part importante des activités agricoles, sans oublier les corvées d’eau et de bois. En outre, les femmes sont traditionnellement absentes des structures de gouvernance du village et de la Commune.

Dès la fin des années 90, avec le démarrage du PACT, M&D a mis en place des actions spécifiquement orientées vers elles : production, transformation et commercialisation de produits agricoles et artisanaux. Ces actions ont porté également sur le soutien aux prises de responsabilités des femmes dans les Associations villageoises et, dans une bien moindre mesure, comme élues des Communes rurales.

**Descriptif**

L’intervention de M&D vise à donner aux femmes des occasions d’intégrer le circuit économique à travers la création de structures capables de générer des revenus. Elle doit également leur permettre d’acquérir des connaissances de bases dans différents domaines tels que l’environnement, la santé ou le tourisme rural.

Cette démarche s’appuie notamment sur les solidarités entre villageoises et femmes migrantes. Ces dernières envoient régulièrement de l’argent dans leurs villages pour subvenir à des besoins de base, mais aussi pour aider les villageoises à *investir dans de nouvelles activités économiques.*

Ce Programme s’est concrétisé de deux manières, d’une part surtout avant le début du PACT, par la mise en place de foyers féminins et, après 2000, par la création de *groupements féminins* informels et de *coopératives de femmes* disposant d’un statut juridique reconnu.

## 1. Les foyers féminins

La création de foyers féminins dans les villages représente un premier pas significatif dans *l’amélioration du statut des femmes*. Il s’agit d’aider les femmes du village à se regrouper dans un espace (le foyer féminin) où elles peuvent se rencontrer, participer à des séances de sensibilisation et de formation et réaliser des activités sociales, de formation ou, parfois, des activités génératrices de revenus.

Elles y réalisent divers types d’activités, en particulier l’alphabétisation, l’apprentissage de différents métiers et suivent des sessions destinées à les sensibiliser sur les questions sanitaires, sociales et environnementales. Elles y pratiquent divers types d’artisanat.

**Foyers féminins[[35]](#footnote-35)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Foyer**  **(date de création)** | **Nbre**  **(départ)** | **Nbre**  **(février 2012)** | **Activités principales** | **Projets réalisés avec M&D** |
| **Taguergouste**  (2006) | 135 | 45 | école maternelle, pâtisserie, broderie, crochet, céramique, tissage, couture, tricotage | achat de machines à coudre |
| **Tinfat**  (2007) | 150 | 99 | Tissage, couture, crochet | achat de machines à coudre, formation |
| **Aït Youssef** (2005) | 50 | 39 | Broderie, crochet, tissage, couture, alphabétisation | achat de machines à coudre, formation, appui pour construction du local, sensibilisation environnementale, formation pour la valorisation des câpres et formation en design, formation à la gestion associative |
| **Timlilt**  (2005) | 86 | 50 | Broderie, crochet, céramique, tissage, couture, alphabétisation | achat de machines à coudre, sensibilisation environnementale, formation à la gestion administrative et financière |
| **Tagmout** | nd | 36 |  | achat de machines à coudre |

Les 5 foyers féminins enquêtés regroupent *269 femmes*, soit *54 femmes par foyer*. Ce *nombre a baissé* dans tous les foyers entre le moment de leur création et maintenant.

|  |
| --- |
| A Asseragh, ce sont les femmes migrantes de l’Association Jeunesse et Développement (AJD) qui prennent en charge la moitié de la rémunération de la monitrice. |

**Points forts**

* Les foyers féminins ont le mérite d’exister. Ils ont tous un *statut d’association*. Ils permettent à des femmes très occupées par leurs multiples activités au foyer et dans les champs, de disposer d’un lieu convivial où elles peuvent un peu respirer ;
* Les foyers constituent une base intéressante pour réaliser, en toute indépendance des hommes du village, des *activités très diverses* de sensibilisation, d’information, de formation ainsi que des activités génératrices de revenus.

**Contraintes et difficultés**

La majorité des foyers féminins stagne. Le nombre d’adhérentes régresse. La plupart n’ont pas les moyens de rémunérer une monitrice et, sans aide, les femmes, le plus souvent analphabètes, ne peuvent pas faire grand-chose dans leur foyer. Les femmes elles-mêmes notent un mauvais fonctionnement de leur association ;

* Les activités qui y sont menées sont limitées. Les perspectives économiques engendrées par les activités telles que la couture ou la broderie sont extrêmement réduites ;
* Les locaux sont inadéquats, car trop exigus (Aguerda) ou pas finis (Tinfat) ou inexistants (Timlilt) ;
* Beaucoup de foyers féminins rencontrent des problèmes d’autofinancement, tandis que M&D rencontre également des problèmes pour financer l’animatrice qui suit les foyers.

**Perspectives**

* La seule solution est d’aider ces femmes à transformer leur foyer en *structure de l’économie sociale et solidaire* et à *renforcer les capacités* des adhérentes et des dirigeantes.
* Pour ces raisons, M&D a davantage mis l’accent, durant les dernières années du PACT, sur l‘appui apporté aux femmes des foyers féminins pour transformer leur groupement en véritable *coopérative féminine* disposant d’une vraie perspective de développement grâce à des activités lucratives comme la production d’huile d’argan, de safran ou de plantes aromatiques.
* Lors de l’enquête 2012, les femmes ont manifesté de l’intérêt pour le développement de projets dans les domaines suivants :
  + Construction du local de l’association et équipement (mobilier et outils de production artisanale)
  + Développement des activités génératrices de revenus : tapis, tourisme, safran, pâtisserie etc. (équipement, formation et appui à la commercialisation)
  + Sensibilisation et information sur les problèmes de santé

|  |
| --- |
| **Asseragh, une idée originale pour aider les femmes du foyer**  Lors du dernier chantier du CFA, les jeunes ont planté des caroubiers dans les rues et sur les places du village avec l’appui de l’association locale des jeunes. Ces plants appartiennent à la collectivité (le village) qui en donne l’usufruit au foyer féminin.  Les femmes du foyer féminin se chargent de l’entretien (irrigation) des jeunes plants situés devant chez elles. La récolte leur appartient, induisant une petite ressource régulière pour le foyer. La même stratégie pourrait être utilisée avec des plants d’oliviers. |

## 2. Les coopératives féminines

Les coopératives sont un prolongement de l’action de *recherche d’une autonomie économique et sociale* pour les femmes, amorcée dans le cadre des foyers féminins. Les activités menées portent sur la production d’huile d’argan, de safran, de miel, des plantes aromatiques et médicinales, et de certains produits artisanaux tels que les broderies et les tapis.

Les femmes migrantes peuvent jouer également un rôle important sur ce terrain en cherchant des débouchés en France pour les produits créés par les foyers et les coopératives de femmes.

**Objectifs**

* Constituer des groupements de femmes et renforcer les capacités organisationnelles collectives ;
* Favoriser leur intégration dans les structures décisionnelles de leur village et de leur Commune rurale ;
* Développer de nouvelles activités économiques de production, de transformation et de commercialisation de biens agricoles et artisanaux, ainsi que du tourisme rural afin de créer des emplois et de conserver la valeur ajoutée locale ;
* Articuler les projets de production locale (produits de terroir) avec la commercialisation dans les pays d’accueil des migrants (France).

**Activités réalisées**

* Soutien de M&D à la production d’huile d’argan, de safran, de miel, de plantes aromatiques, de tapis etc. dans le cadre de coopératives ou de foyers féminins ;
* Réalisation d’actions expérimentales sur l’environnement : sensibilisation, appui à la création de comités féminins pour la protection de l’environnement dans les villages ;
* Formation aux techniques de production, de transformation, et de commercialisation des produits ;
* Formation aux métiers du tourisme rural (hygiène, hôtellerie, cuisine) ;
* Formation des femmes à la structuration juridique de leurs groupes (associations, coopératives),
* Formation des femmes élues des Communes rurales.

**Population bénéficiaire**

Les bénéficiaires de ce projet sont les femmes rurales pauvres de la Province de Taroudannt. Leur nombre se chiffre en *plusieurs centaines de femmes*, vraisemblablement entre *400 et 500 femmes*, mais il est assez difficile d’avoir des chiffres exacts, le nombre d’adhérentes d’une même structure pouvant varier de manière assez forte. Ces femmes sont pour la plupart *analphabètes*.

Beaucoup de jeunes femmes sont impliquées dans ces structures. Certaines d’entre elles sont allées à l’école et apportent une contribution significative à la marche de l’organisation, même si, en général, elles n’ont pas encore le pouvoir, monopolisé par de vieilles dirigeantes.

**Impacts**

Impacts économiques

* Les revenus des femmes ont légèrement augmenté, même si cela reste bien insuffisant  (voir en particulier, à ce sujet, les paragraphes concernant la production d’huile d’argan);
* Les groupes de femmes organisées accèdent à de meilleurs financements pour la gestion de leur activité, en particulier auprès de l’INDH ou de l’Entraide Nationale.

Impacts sociaux

* Les femmes s’intègrent peu à peu dans le processus global de développement de leur région. Bien que confrontées au défi des débouchés, elles sont un peu *plus autonomes* financièrement, ce qui augmente leur rôle dans la vie sociale ;
* Comme présidentes d’associations féminines ou de coopératives villageoises, elles peuvent avoir *un meilleur accès aux structures de gouvernance villageoise*, même si un travail considérable reste à faire dans ce domaine ;
* Grâce aux ressources supplémentaires que leur activité économique a permis de dégager, leurs *conditions de vie* se sont légèrement améliorées ;
* Les *femmes des émigrés*, lors de leurs séjours réguliers pendant les vacances scolaires, apportent une contribution sociale très importante aux villageoises. Par leur savoir-faire, leurs nouvelles idées et leur expérience bi-culturelle, elles contribuent aux évolutions sociales et sociétales au Maroc : baisse de la fécondité, nouvelle attitude devant l’éducation des filles, devant la santé...

**Partenaires**

Les principaux partenaires de ce volet sont les suivants :

Entraide Nationale, Office de la Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT), Ministère de l’Intérieur français, Viaggi Solidali (Turin), Caisse Centrale d’Activités Sociales du Personnel de l’EDF (CCAS), migrantes et associations de migrantes en France.

|  |
| --- |
| **Appui aux organisations de femmes**  Les actions de M&D dans ce domaine ont pris de l’ampleur au fur et à mesure que se déroulait le PACT.  **794** femmes ruralessont actuellement bénéficiaires du programme.  **10** coopératives féminines ont été créées. Elles regroupent **446 femmes** :  - 5 coopératives de production d’huile d’argan (environ 200 adhérentes)  - 3 coopératives safranières (environ 150 adhérentes)  - 2 coopératives pour les plantes aromatiques (environ 120 adhérentes)  **4** foyers féminins ont été créés. Ils regroupent **348** femmes  **1** dizaine de groupements féminins informels, regroupant des centaines de femmes et de jeunes filles, se sont constitués.  **1** centaine de machines à coudre a été fournie aux groupements féminins |

Il apparaît que : 1) M&D a davantage mis l’accent depuis quelques années sur l’accès des femmes à une autonomie économique croissante et 2) davantage poussé à transformer les foyers féminins en structures formelles de l’économie sociale, en coopératives de production et de commercialisation.

Cette option pose la question de la poursuite de l’appui aux foyers féminins qui apparaissent de plus en plus comme un **modèle obsolète**, sauf à considérer qu’il s’agit d’une première étape dans la démarche de mise en place d’une structure d’ESS. La question est de savoir si cette étape est bien nécessaire.

## VII – Accès aux droits des retraités

En 2007, M&D a créé le *bureau d’accueil des retraités*, installé dans la nouvelle Maison du Développement de Taliouine. Ce bureau est animé par un permanent, salarié de M&D.

Depuis sa création, le bureau a accueilli, à longueur d’année, des migrants retraités et des veuves de migrants. Les cas sont identifiés dans les villages et dans les Communes rurales. L’action menée en 2010 par M&D de préparation des PCD a, par exemple, permis d’identifier 16 nouveaux cas.

En 2010, plusieurs missions ont été effectuées par l’animateur dans la province d’Ouarzazate, afin de mettre en place un partenariat avec la Fédération des associations de Tinghir, qui regroupe 50 associations actives dans les domaines du développement local et social. Cette action a été réalisée en vue de l’ouverture d’un nouveau point d’accueil. Une convention assortie d’un plan d’action prévisionnel a été signée en août 2010 avec ce nouveau partenaire. La Fédération Tazeroualt, partenaire de M&D dans le cadre du PCM2, s’est également proposée de jouer un rôle de relais pour la province de Tiznit.

A l’occasion d’une rencontre en 2010, M&D a fait part à la CNSS du bilan des 3 années d’activité du bureau de Taliouine et de la perspective d’ouvrir 2 autres bureaux: le rôle de ces 3 points devrait à terme, se limiter à identifier les cas et à adresser les noms des personnes concernées aux agences CNSS de Taroudannt, Tiznit et Tinghir pour que leurs agents prennent le relais.

**Points forts**

* *Le projet est tout à fait pertinent*. Il correspond, en effet, à un *réel besoin,* mais il ouvre un champ d’action entièrement nouveau pour l’association qui se substitue à des services de l’Etat dont ce serait le rôle dans ce domaine ;
* L’extension du domaine d’intervention grâce à la construction d’un partenariat avec la Fédération des Associations de Tinghir et avec la Fédération Tazeroualt, permettra d’étendre la couverture géographique du projet ;
* Les Communes rurales, en particulier les Communes avec qui M&D a travaillé dans le cadre de la préparation des PCD, se montrent désireuses d’ouvrir des points d’accueil pour les migrants, à la fois sur les opportunités d’investissement et sur leurs droits sociaux. Cette combinaison est intéressante et devrait permettre d’attirer davantage de migrants ;
* L’articulation de M&D avec la Direction de la stratégie de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS), demandée pendant plus de 2 ans, a enfin permis d’y voir plus clair sur le positionnement attendu de M&D et de ses partenaires ;
* Une étude a été lancée en 2009 avec l’Université d’Edimburgh pour mieux connaître la situation.

**Difficultés et contraintes**

* Le nombre de cas repérés et traités reste *relativement faible*. Le bureau de Taliouine est fréquenté, en particulier, par des retraités qui rencontrent certes des difficultés dans leurs rapports avec les caisses de retraite, mais connaissent leurs droits. Ces retraités profitent d’un service gratuit qui leur évite de recourir aux services payants d’un écrivain public. M&D se doit donc de redoubler d’efforts pour trouver et faire venir le public initialement ciblé par le projet, à savoir ceux et celles qui ignorent tout, ou presque, de leurs droits sociaux acquis.

**Perspectives**

* Mettre en place des permanences pour migrants vieillissants pour la transmission des droits liés à la retraite.  L’activité du Bureau des migrants basé à la Maison du Développement de Taliouine tendra à se réduire, au fil de la mise en place, par les Communes rurales, de points d’accueil pour les migrants retraités. Ces points seront essentiellement animés par des jeunes formés par M&D
* Par ailleurs, à la demande de la CNSS, le rôle de M&D et de ses associations partenaires se limitera à identifier et à lister les cas des personnes qui ignorent leurs droits dans les provinces de Taroudannt, Tiznit, Tinghir et Ouarzazate, et à les porter à la connaissance des agences locales de la CNSS pour que leurs agents les traitent.

|  |
| --- |
| **Accès aux droits des retraités**  Durant le PACT, en 2007, M&D a lancé l’initiative de création de bureaux d’accueil pour les migrants retraités ou leurs ayant droits qui ignorent leurs droits. Cette initiative était originale et correspondait clairement à un besoin.  Durant cette période, le bureau de Taliouine a accueilli **180 personnes**, a traité 177 dossierset a résolu **55 cas**. A titre d’exemple, en 2010, le bureau a reçu **49 personnes,** traité 33 dossiers et résolu **8 cas**.  Pour certaines personnes, les régularisations de pension ont porté sur plusieurs centaines d’euros (1000 à 2000 euros pour certaines veuves qui vivaient dans un grand dénuement). |

## VIII – Renforcement de la société civile

Note : Ce paragraphe ne correspond pas à un programme spécifique de M&D comme l’est l’électrification, l’assainissement, les foyers féminins, la filière safran ou le tourisme rural. Il est donc traité de manière spécifique car le renforcement de la société civile est une résultante transversale de l’action de création et de renforcement des Associations villageoises, qui sont l’interlocuteur principal de M&D sur le terrain. Il semble tout aussi important de jeter un œil sur les Communes rurales, leur problématique de développement et la façon dont M&D les a aidées.

Les points qui suivent résultent, pour une part de l’enquête de terrain de février 2012 qui a concerné 13 AV et 4 Communes et d’autre part des entretiens de l’évaluateur avec les dirigeants de M&D et avec divers interlocuteurs et partenaires sur le terrain.

## 1 – L’appui aux Associations villageoises

La province de Taroudannt, à elle seule, regroupe *2 800 villages*. M&D a travaillé avec près de *450* de ces villages, par le biais de leur *Association villageoise* (AV). Elle a travaillé de manière plus intense et plus continue avec une centaine d’entre elles avec qui elle a réalisé plusieurs projets[[36]](#footnote-36).

L’ensemble des actions réalisées par M&D depuis sa création a conduit au renforcement de ces Associations villageoises, qui ont toujours été à la fois *les bénéficiaires* des actions et le *principal partenaire* de M&D.

C’est avec les AV que M&D, avant le tournant de 2001, a réalisé les infrastructures qui ont assis sa réputation : réseaux électriques, puits et réseaux d’eau potable, barrages collinaires, pistes rurales etc. Et c’est avec elles qu’elle a réalisé et qu’elle continue à réaliser bon nombre de projets phares du PACT.

Les projets sont directement portés par les AV. M&D intervient en appui pour faciliter leur réalisation, de manière très pragmatique, en intervenant là où il y a un besoin, qu’il s’agisse de la recherche de cofinancements, de la réalisation des études, du suivi des chantiers, du renforcement des capacités ou du suivi-accompagnement des bénéficiaires une fois le projet réalisé.

**Projets des Associations villageoises**

Pendant la durée du PACT entre 2001 et 2011, M&D a appuyé la réalisation de projets des AV dans les principaux domaines suivants :

* la réalisation des adductions d’eau
* la création de réseaux d’assainissement environnemental
* la réalisation des périmètres irrigués
* la construction de blocs sanitaires villageois
* la réalisation des chantiers de reboisement
* la collecte et l’élimination des déchets solides
* la mise en place d’ambulances
* la mise en place d’Ecoles Non Formelles

**Appréciation par les AV de l’impact des projets de M&D**

Impacts économiques

* la création d’emplois directs dans les villages
  + périmètre irrigué (entretien, gestion)
  + gestion villageoise de l’eau potable et assainissement (entretien, gestion)
  + préscolaire (monitrice)
  + foyer féminin (monitrice)
  + tourisme (1 emploi fixe à temps partiel dans 1 village + emplois ponctuels)
* la génération de revenus nouveaux induits par les projets économiques
  + création de boutiques dans les villages et même de cafés (en bord de route à Tinfat en lien avec la valorisation du safran)
  + vente de produits agricoles transformés ou mieux conditionnés (huile d’olive, safran, amandes)
  + vente de produits artisanaux aux touristes
  + gestion villageoise de l’eau potable : création de revenus pour l’AV
  + augmentation des surfaces agricoles par transformation de terrains bours en terres irriguées et augmentation de la production

|  |
| --- |
| **L’action économique de M&D, plébiscitée par les associations**  Les 13 AV interrogées lors de l’enquête de février 2012 ont toutes manifesté leur *appréciation très positive* des actions conduites par M&D dans le domaine économique.  Elles souhaitent, en conséquence, que ces interventions se poursuivent, en particulier dans les domaines suivants :   * l’installation de nouveaux périmètres irrigués * le développement de la filière safran * la plantation d’arbres fruitiers |

Impacts environnementaux

En lien avec l’augmentation des surfaces agricoles et le reboisement

* + Protection des sols, création de zones ombragées propices aux cultures, meilleure infiltration de l’eau et protection des nappes phréatiques
  + amélioration de l’alimentation de la nappe phréatique par la création des barrages collinaires
  + amélioration de la salubrité par les projets d’assainissement environnemental (y compris pavage) : propreté et hygiène dans les villages, protection de la nappe phréatique
  + Création de nouvelles plantations d’arbres fruitiers (caroubiers, oliviers)
  + Diminution de la collecte de bois, remplacé peu à peu par le gaz au fur et à mesure que les revenus augmentent et permettent d’acheter les bouteilles de gaz, ce qui libère aussi la femme et les enfants de la corvée de bois
  + Création de lieux de stockage pour la collecte des déchets

Impacts sociaux et culturels

* L’amélioration des conditions de vie de la population est notée par tous et ils considèrent que l’action de M&D a contribué à la lutte contre la pauvreté. Ils pointent en particulier les aspects suivants :
  + construction de douches et toilettes
  + aménagement des maisons (dont les cuisines modernes)
  + amélioration de l’état sanitaire général des habitants
  + les femmes ont plus de temps et de disponibilité pour autre chose
  + l’ouverture sur le monde avec la télévision et les paraboles
* Par contre les chefs de familles expriment *«une pression sur leur porte-monnaie»*
  + plus de besoins et de dépenses (augmentation de la consommation des familles : tel, internet, électricité, équipements, achats alimentaires, dépenses liées à la scolarisation accrue des enfants).
  + introduction à l’éducation/ alphabétisation
  + ouverture d’esprit

Les associations notent des modifications rapides dans les *modes de consommation* des villageois

* + l’apparition du four moderne et par conséquent la diminution de l’utilisation du four traditionnel au bois
  + la cuisson avec la cocotte-minute, plus rapide et plus économe plutôt que la cuisson avec le plat à tajine
  + la disparition de quelques plats traditionnels (makhal, tagoula, tachat, badaz, salade de plantes sauvages)
  + la disparition de la médecine traditionnelle à base de plantes locales
  + la généralisation des constructions en béton
  + la télévision a pris la place de la grand-mère (contes, cérémonie du thé)
  + une modification dans les solidarités traditionnelles (disparition progressive de la « tiwizi », sauf à Tizgui, Tastift)
  + la généralisation de la rémunération monétaire qui tend à remplacer le troc traditionnel

|  |
| --- |
| **Focus : Impacts des projets d’électrification**  L’électrification a créé une dynamique au sein des communautés villageoises, qui les a incitées à faire d’autres projets.  Dans les projets d’électrification menés avec le soutien de M&D toute la population en a bénéficié, grâce au principe de solidarité avec les plus pauvres, ce qui n’est plus le cas avec l’ONE.  Le projet d’électrification a généré des revenus significatifs pour les AV, ce qui a permis l’investissement de l’AV dans d’autres projets |

|  |
| --- |
| **Focus : Impact des chantiers de jeunes**  Effet d’entraînement : favorise la dynamique des projets, apport de financements non négligeables, réalisation de projets (Tagmout, Tinfat, Awerst). Favorise l’ouverture et les échanges interculturels  . |

**Contraintes ressenties par les associations**

* *l’analphabétisme* reste l’une des contraintes fortes au développement et au bon fonctionnement des associations villageoises ;
* les c*onflits internes* au village, entre personnes ou entre clans, souvent liés à la politique, restent fréquents ;
* les jeunes ont assez fréquemment une *vision différente* de leurs ainés concernant le développement du village, le fonctionnement de l’association et les projets prioritaires à réaliser. Dans certains villages, cela a abouti à la création de 2 Associations villageoises, nécessairement opposées et concurrentes, ce qui ne peut que compliquer la tâche de M&D dans ces villages ;
* les associations insistent sur l’insuffisance des compétences techniques et gestionnaires des personnes de l’AV chargées du suivi des projets de développement.

**Perspectives évoquées**

* Les associations souhaitent le *renforcement des capacités* de leurs responsables de projets, en particulier dans le domaine de l’animation et de la médiation. Ils souhaitent que ces formations soient réalisées dans les villages et en berbère ;
* Elles souhaitent la poursuite des actions de M&D dans le domaine du *développement économique*;
* Mais elles ne veulent pas, pour autant, que M&D néglige les *aspects sociaux* (appui aux foyers féminins et aux écoles non formelles) ou environnementaux (assainissement).

## 2 – L’appui aux collectivités locales

NOTE – Pour terminer, il convient d’illustrer l’intervention de M&D dans les *Communes.* L’enquête 2012 a concerné 3 Communes rurales et une Commune urbaine, de la province de Taroudannt : la Commune rurale d’Azaghar N’Irs, la Commune urbaine de Taliouine, la Commune rurale de Tafengulet et la Commune rurale de Tinzert. En complément un inventaire des actions menées par M&D dans 4 Communes rurales exemplaires a été réalisé. Il s’agit des Communes d’Agadir Melloul, de Tassousfi, de Sidi Hssaïn et d’Assaïs.

L’enquête de février 2012 a particulièrement pris en compte 1) l’évolution de la population, 2) les problèmes des jeunes, les organisations coopératives. Puis elle a interrogé les élus sur les projets conduits avec M&D et sur les perspectives pour l’avenir. L’inventaire a surtout pris en compte les projets réalisés sur le territoire communal par M&D.

**1 - Des Communes victimes de l’exode rural**

***Un constat clé : la population diminue***

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Commune** | **Population**  **2004** | **Population**  **2012** |
| **Azaghar**  **N’Ires** | 5 605 | 5 650 |
| **Tafenguelt** | 6 547 | 5 781 |
| **Taliouine** | 5 832 | 5 123 |
| **Tinzert** | 5 505 | 4 412 |
| **TOTAL** | **23 489** | **20 966** |

Pour les 4 Communes la population diminue entre 2004 et 2012 de manière assez significative, de près de *11%* du fait de l’action combinée de l’exode des jeunes qui demeure très important, et des changements socio-culturels qui affecte le taux de natalité.

***Des structures intéressantes d’économie sociale***

Chacune des 4 Communes enquêtées dispose, en moyenne de 2 coopératives. Ces coopératives touchent les divers domaines de la production agricole (agriculture, élevage, apiculture, production du safran, production d’huile d’aragan) et elles regroupent, en moyenne, 37 adhérents.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Commune** | **Activités de la Commune** | **Coopératives**  (nombre d’adhérents) |
| **Azaghar**  **N’Irs** | Agriculture, Elevage  Apiculture, Commerces | 1 coopérative agricole (21)  1 coopérative apicole (7) |
| **Tafenguelt** | Agriculture, Elevage bovin, Plantes aromatiques | 1 coopérative d’élevage (15) (Foudrar)  1 coopérative apicole (11) (Tajgualet) |
| **Taliouine** | Agriculture, Artisanat  Commerce, Tourisme | 1 coopérative safranière (154) (Souktana)  1 coopérative d’élevage (42) (Tafoukt)  1 coopérative safranière (7) (Soukaina) |
| **Tinzert** | Agriculture, Elevage bovin, Artisanat, Commerces | 1 coopérative agricole  1 coopérative d’argan |
| **TOTAL** |  | **9 coopératives (257 adhérents, hors Tinzert)** |

***Des jeunes attirés par l’exode rural***

L’enquête a aussi montré que le problème principal des jeunes de ces Communes était bien un ensemble d’éléments articulés entre eux : échec scolaire, manque de formation professionnelle, chômage, avec pour conséquence inévitable l’exode rural.

|  |  |
| --- | --- |
| **Commune** | **Principaux problèmes soulevés** |
| **Azaghar**  **N’Irs** | 1. Chômage, émigration des jeunes  2. Formation  3. Niveau d’instruction**.** |
| **Tafenguelt** | 1 .Chômage  2. Echec scolaire  3. Espaces des jeunes  4. Formation professionnelle |
| **Taliouine** | 1. Manque d’infrastructure sportive et culturelle  2. Chômage |
| **Tinzert** | 1. Chômage.  2. Manque d’encadrement des jeunes |

1. **Les principaux problèmes des jeunes de ces Communes**

* Le chômage et l’émigration des jeunes vers les villes marocaines et vers l’étranger qui en résulte
* Le manque de formation professionnelle et d’encadrement
* Le faible niveau d’instruction et l’échec scolaire
* Le manque de loisirs et d’espaces pour les jeunes (infrastructures sportives et culturelles)

**2 – L’intervention de M&D auprès des Communes**

Les relations de l’association avec les collectivités de la zone est très inégale. Elle entretient des relations très étroites avec certaines d’entre elles, avec qui elle conduit de multiples projets depuis des années et n’a aucune relation avec d’autres.

On peut distinguer 3 types de relation entre M&D et les Communes avec qui elle travaille :

* la réalisation de projets avec ces Communes, pour l’essentiel des *projet*s *d’amélioration des infrastructures*(pistes, électricité, eau potable, assainissement, écoles, dispensaires, barrages collinaires, etc.);
* la réalisation, sur le territoire communal, mais avec l’aval du Conseil communal, de *projets privés de développement économique* appuyés par M&D, soit *individue*ls comme la construction d’auberges rurales, l’installation de chambres d’hôte et de maisons d’hôte, soit *collectifs* comme l’installation d’un périmètre irrigué avec l’association villageoise, ou la création d’une coopérative agricole ou d’un foyer féminin ;
* l’appui à l’élaboration, puis l’accompagnement du *Plan Communal de Développement* (PCD) de la Commune.

***Les projets réalisés avec M&D depuis 2001***

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Commune** | **Projets réalisés** | **Bénéficiaires** | **Rôle de M&D**  **dans les projets** |
| **Azaghar**  **N’Irs** | 3 projets AEP | 6 913 | 1. Financement  2. Appui et suivi technique  3. Formation  4. Renforcement des capacités |
| **Tafenguelt** | 1 Plan communal | 5 581 | 1. Formation  2. Appui technique  3. Diagnostic |
| **Taliouine** | 1 Plan communal  1 ambulance  1 chantier de jeunes  1 visite croisée | 6 865 | 1.Appui technique  2.Coopération décentralisée  3.Coordination  4.Organisation du chantier |
| **Tinzert** | 1 Plan communal  diverses formations | 4 412 | 1.Financement  2.Formation  3.Appui technique |
| TOTAL |  | **23 244** |  |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nature des projets** | **apport financier des C/R** | **Rôle de M&D** |
| 4 projets PCD  3 projets AEP  diverses formations | **820 000**  Financement | Etablissement du diagnostic et coordination des études préalables  Appui et suivi technique des chantiers  Réalisation des formations  Coordination  Rédaction des rapports |

**3 - Le point de vue des Communes sur l’action de M&D**

Les Communes interrogéesmettent l’accent sur le rôle clé de M&D en tant qu’*impulseur de* *développement* grâce à l’*appui technique* apporté par l’association, à son rôle dans le renforcement des capacités des Communes (élus, techniciens).

Parmi les priorités d’intervention souhaitées, les Communes insistent sur la *formation* et l’appui à la *gouvernance locale*.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Commune** | **Points de vue sur le rôle de M&D en appui aux Communes** | **Manière d’aider** | **Priorités d’intervention de M&D souhaitées par la Commune** |
| **Azaghar**  **N’Irs** | Appui à la création des projets d’infrastructure  Appui à la planification communale et à son suivi  Formation et information  Mobilisation des associations locales | Réunir l’ensemble des partenaires.  Faciliter les débats  Orienter vers les solutions pertinentes  Appuyer la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des actions | Infrastructures de base  Formation des ressources humaines  Gouvernance locale |
| **Tafenguelt** | Appui technique  Partenaire clé de développement | Appui technique  Formation des associations Formation des élus  Appui pour la recherche de fonds | Développement agricole  Qualification des jeunes  Education orientation scolaire.  Formation professionnelle  Création d’espaces des jeunes filles  Gouvernance locale |
| **Taliouine** | Appui technique  Formations des élus | Formation des élus  Coordination avec les émigrés  Formation du tissu associatif | Formation des jeunes  Protection de l’environnement  Coopération Nord/sud |
| **Tinzert** | Appui technique  Accompagnement  Formation des élus et des techniciens | Montage de partenariats locaux  Recherche de fonds  Recherche de partenaires étrangers | Infrastructures de base (route, eau, assainissement)  Développement agricole  Gouvernance locale  Protection de l’environnement |

Le point de vue des Communes rurales sur le rôle de M&D en appui à leur développement, est le suivant :

* M&D devrait continuer à appuyer les projets d’infrastructure
* Elle doit apporter un appui technique à la planification de son développement et au suivi des PCD
* Elle doit contribuer à la formation des élus, des fonctionnaires et des cadres de la Commune (associations, coopératives)
* Elle doit permettre la mobilisation et le renforcement des associations locales

Pour les Communes, la manière dans M&D peut le mieux les aider, peut se résumer de la manière suivante :

* Réunir l’ensemble des partenaires
* Faciliter les débats
* Orienter l’action vers les solutions pertinentes
* Appuyer la mise en œuvre, le suivi et l’évaluation des actions
* Assurer un appui technique aux projets
* Développer la formation des associations et des élus
* Aider à la recherche des fonds pour financer les projets
* Assurer la coordination avec les émigrés
* Favoriser le montage de partenariats
* Aider à rechercher des partenaires étrangères

**Perspectives**

Pour les élus et les techniciens des Communes interrogés, les actions prioritaires que devrait appuyer M&D à l’avenir sont les suivantes :

|  |
| --- |
| * L’amélioration des infrastructures de base * La formation des ressources humaines, en particulier la formation professionnelle des jeunes * L’amélioration de la gouvernance locale |
| * Le développement de la production agricole * La création d’espaces pour les jeunes filles |
| * La protection de l’environnement * Les échanges et la coopération nord sud |

## 

## III – LA DEMARCHE METHODOLOGIQUE

Ce chapitre a pour objet d’apporter quelques précisions sur la démarche pragmatique mis en place, progressivement, par M&D pour ses projets, de voir de quelle manière ces principes sont mis en application puis de présenter quelques exemples précis de cette mise en application.

## I – Les principes méthodologiques

La démarche globale utilisée par M&D dans ses interventions et projets, s’appuie sur un certain nombre de principes assez bien définis.

Certains de ces principes sont immuables. Ils correspondent à des *valeurs* profondément ancrées dans la culture de M&D, qui sont aussi, en grande partie, des *valeurs traditionnelles* de la *société berbère* à laquelle appartiennent une grande partie des responsables et des salariés de M&D.

On les retrouve d’un domaine à l’autre, même si les domaines d’intervention sont très variés. D’autres principes sont moins rigides. Ils s’appliquent lorsque cela est possible, et souhaitable, en fonction du lieu, des interlocuteurs ou de la nature du projet. Parfois, un principe est plus difficilement applicable que d’autres. Ces principes, au nombre de 8, sont les suivants :

1. ***- La participation***

Elle est le *fondement premier* de la démarche de M&D. Toute action est réalisée sur le terrain avec l’implication directe des populations par le biais de leurs représentants. Elle se traduit par la mise en place des structures représentatives de la population : les associations villageoises (AV), les comités de suivi ou autres structures avec qui M&D prépare et conduit les projets.

Ces structures sont à la source du projet puisque ce sont elles qui le décident, participent à son cofinancement de manière très significative (40% du cout du projet)[[37]](#footnote-37), au choix de la solution technique adoptée, à la gestion éventuelle de l’équipement une fois que celui-ci a été mis en place.

1. ***- La concertation***

Grâce à l’implication de ces représentants locaux, la discussion sur le projet, sa validité, sa viabilité, son impact, les réticences qu’il peut induire, les difficultés à prévoir, peut s’engager. La concertation est *permanente*.

Elle concerne les organisations de base au niveau des villages, mais aussi les Communes rurales[[38]](#footnote-38) et dans une moindre mesure les services déconcentrés de l’Etat. Elle implique aussi les *migrants*, à divers niveaux (village, Commune) d’une façon souvent informelle[[39]](#footnote-39). Dans ce dernier cas, l’Administration résiste souvent à s’impliquer dans des démarches de ce type, très éloignées de sa façon traditionnelle d’agir.

1. ***- Le partenariat***

Aucun projet de développement local n’est possible s’il n’associe pas les divers groupes d’acteurs locaux : les Associations villageoises, les collectivités locales, l’Administration, les institutions et organisations d’appui.

Mais ce partenariat concerne tout autant les bailleurs de fonds qui sont de plus en plus diversifiés et qui se trouvent maintenant tant au Maroc qu’en France. Avec nombre de bailleurs et d’institutions, M&D a établi des relations de grande confiance qui confortent le partenariat et le rendent plus aisé.

1. ***- La solidarité***

C’est encore, et fort heureusement, un fondement de la société berbère, ce qui lui permet de conserver une assez grande *cohésion sociale*.

C’est ainsi que le choix des AV de permettre aux plus pauvres d’avoir de l’électricité sans avoir les moyens de la payer lors de la création des mini-réseaux, apporte une preuve que l’action de M&D s’est appuyée, dès le départ, sur ce principe.

Depuis lors, M&D a toujours cherché à renforcer cette solidarité, comme en témoigne la mobilisation des touristes solidaires européens dans l’appui aux projets de développement des villages. Elle se traduit aussi dans la solidarité, d’une rive à l’autre, des jeunes français qui participent aux chantiers d’échanges dans les villages.

La solidarité intergénérationnelle se traduit aussi par la mise en place d’un projet d’aide aux migrants retraités, qu’il s’agisse de l’appui à la création d’une *maison de retraite* pour vieux émigrés à Marseille ou de la création d’un *bureau d’accès aux droits* au Maroc.

1. ***- La transversalité***

Les actions de M&D recouvrent un champ très vaste qui est celui du *développement intégré*. Les domaines d’intervention sont très divers, mais des actions transversales, comme la formation des acteurs locaux, sont systématiquement développées.

Avec le temps, et si l’on observe les derniers projets réalisés par M&D dans le cadre du PCM 2[[40]](#footnote-40), du PGAM[[41]](#footnote-41) ou de l’EPAE[[42]](#footnote-42), cette transversalité s’est affirmée et renforcée. Elle a trouvé son expression physique dans la construction de la *Maison du Développement* à Taliouine et sa dynamique dans la création d’une structure comme le FIL, le « Forum des Initiatives Locales » qui regroupe un ensemble d’acteurs de la zone de Taliouine.

1. ***- L’intégration***

Les multiples actions de M&D se situent dans le cadre d’une *vision holistique* du développement. Tous les domaines sont liés. La vision est claire : le devenir de l’homme est indissociable de son environnement, naturel, économique, social ou politique.

Dans l’action de M&D, cela se traduit de diverses manières, d’abord dans le choix de privilégier le *« soft »* (l’animation, la formation, l’ingénierie, la coordination d’acteurs) autant, sinon plus, que le *« hard »* (l’investissement, les réalisations concrètes) mais aussi dans « *l’approche filière »* qui est privilégiée dans les actions d’appui aux activités génératrices de revenus.

M&D a la conviction que l’on ne peut pas améliorer les revenus des producteurs de safran ou d’huile d’argan sans intervenir sur l’ensemble de la *filière*, depuis le champ du paysan jusqu’au cabas de la ménagère.

1. ***- L’échange et la réciprocité***

M&D a été créée par des marocains vivant en France et par des français. Les dirigeants de M&D, comme les membres des équipes techniques, ont toujours été, depuis 2,5 décennies, des marocains et des français.

La *mixité culturelle,* *l’échange inter-culturel* constituent une constante de la façon de voir et de travailler de M&D. La multiplication des chantiers de jeunes, des visites croisées, comme la prolifération des rencontres, des ateliers, des séminaires, illustrent bien cette *volonté constante d’échanger.*

L’accord de coopération décentralisée signé en 2011 entre la Commune urbaine de Taliouine (province de Taroudannt) et la Communauté de Communes des Ecrins (Département des Hautes Alpes) constitue une autre démonstration de cette volonté d’échange, de partage, de réciprocité. L’échange est vu comme partage et moyen d’enrichissement réciproque.

1. ***- La structuration***

L’application de ce principe a trouvé à se concrétiser, depuis quelques années, dans la mise en place d’organisations de 2° niveau. Qu’il s’agisse de regrouper des associations féminines qui produisent de l’huile d’argan, de rassembler des Communes rurales qui pourraient développer des projets intercommunaux, de réunir des acteurs locaux au sein du FIL ou de rassembler des associations de solidarité internationale de la région Provence Alpes Côte d’Azur, la démarche est la même.

Elle vise à renforcer le mouvement, à consolider les dynamiques, à rassembler les forces de changement, à renforcer progressivement le pouvoir de négociation et d’action des acteurs locaux. La *fonction plaidoyer* que doivent assurer les organisations de base, face à l’Etat, s’en trouve renforcée.

1. ***– En synthèse***

L’ensemble de ces principes d’action est largement partagé par la direction et le Conseil d’Administration. Ils fixent une orientation claire, une vision stratégique Commune. **C’est *parce que cette vision forte est partagée*, que l’action au jour le jour peut être conduite d’une façon *empirique***, par exemple en retardant le démarrage d’un chantier, en attendant qu’un conflit se résolve dans un village, en modifiant les alliances partenariales sur le terrain… Toute cette conduite empirique entraine parfois des zigzags dans la conduite quotidienne de l’action, zigzags qui sont difficiles à suivre par les jeunes salariés de l’association.

Mais le développement n’est pas une science exacte, elle est faite d’avancées, de ruptures, de reculs, de déblocages parfois inattendus… qui ne se laissent pas programmer dans des plans précis, et qui nécessitent souvent un pilotage à vue. Le fait d’avoir un objectif clair et des principes solides permet de ne jamais perdre le cap, même si la route peut parfois paraître sinueuse pour atteindre l’objectif.

## 2 – La mise en application des principes

Ce paragraphe a pour but de montrer comment les principes évoqués ci-dessus se traduisent dans les modalités d’intervention de M&D.

Rappelons qu’il s’agit bien, pour l’association, de favoriser un *développement local participatif* s’inscrivant dans une *démarche de durabilité* et qui se combine avec les dynamiques de *codéveloppement*, c’est-à-dire sur les forces des migrants.

|  |  |
| --- | --- |
| **Principes** | **Modalités de prise en compte** |
| ***Développement local*** | |
| **1** – Le développement local s’appuie sur la mobilisation conjointe de toutes les forces vives du territoire | Les différents *groupes d’acteurs*: élus, fonctionnaires territoriaux, administration, associatifs, entrepreneurs, universitaires, migrants de la région, sont impliqués de diverses manières : dans les projets, dans les formations, dans les visites croisées. M&D a bien une *approche territoriale* du processus de développement.  L’association a cherché, en permanence à mobiliser les divers groupes d’acteurs locaux : les élus et les fonctionnaires territoriaux, les dirigeants des associations villageoises, les responsables de l’Administration, les entreprises de l’ESS, mais aussi des chercheurs et intervenants universitaires.  M&D s’est largement appuyé sur les institutions de l’Etat (ADS, INDH, ORMVA etc.). pour mettre en œuvre ses projets Elle s’appuie aussi sur les Communes et a associé les universités (projet ECOPTER par ex.).  M&D a cherché, dés 2003, à mettre en place une structure ad-hoc de type Comité de concertation au niveau de son territoire d’intervention. Avec la création de l’INDH, le projet n’a plus eu de réel objet. |
| **2** – Le développement local doit s’inscrire dans le contexte du développement global, à l’échelle de la planète | La formation des animateurs locaux à laquelle ont participé des représentants de tous les groupes d’acteurs locaux a inclus un important volet de compréhension des grands enjeux et défis auxquels est confrontée l’humanité au 21° siècle. (changement climatique, croissance urbaine, sécurité alimentaire, accès à l’eau, éducation, santé) et des mécanismes en œuvre au niveau global. |
| **3** - La démarche du développement local doit s’appuyer sur des cadres compétents, formés aux méthodes participatives | Le renforcement des capacités des cadres appartenant aux divers groupes d’acteurs locaux a constitué une importante priorité.  La participation est le principe de base appliqué tout au long du cycle des projets, depuis le diagnostic territorial jusqu’à l’évaluation finale. |
| **4** - Les collectivités locales ont un rôle essentiel de soutien aux initiatives de développement local. Elles doivent être étroitement associées au processus | Depuis 2000, les Communes sont de plus en plus associées aux actions de M&D, même si des difficultés demeurent. Les formations, qui ont touché de très nombreux élus, mais aussi des dirigeants villageois qui ont un mandat électif, a sans doute été un facteur déterminant.  Le choix de prendre en charge la réalisation d’un certain nombre de Plans Communaux de Développement (PCD) dont l’élaboration est fondée sur l’implication directe de la population et de ses groupes organisés, a représenté un tournant important. Désormais M&D agit *en amont* des projets. Cela implique qu’un suivi rigoureux de la réalisation des PCD soit effectué. |
| **5 –** La composante économique constitue une composante essentielle du processus de développement local. Elle est à la base de la création de revenus. Elle s’appuie entre autres sur la création de valeur ajoutée locale | Le PACT a privilégié les petits producteurs agricoles et les femmes organisées en groupements. Ils ont été bénéficiaires de l’ensemble des actions menées dans la filière safran depuis la mise en place des périmètres irrigués jusqu’à l’appui à la commercialisation, en passant par l’organisation des coopératives et la formation des coopérateurs. Cela a moins été le cas pour d’autres filières comme l’huile d’olive.  Dans l’approche méthodologique l’implication des femmes artisanes (tisserandes en particulier) est restée insuffisante |
| **6** - Le développement local doit prendre particulièrement en compte les catégories les plus fragiles de la population, en particulier les jeunes sans emploi ni qualification et les femmes | L’amélioration des revenus des familles rurales a assez directement bénéficié aux jeunes sans emploi de ces familles, candidats potentiels à l’exode rural et à l’émigration.  Les femmes n’ont pas été suffisamment bénéficiaires du projet, même si un effort spécifique a été fait avec les groupements de transformation des noix d’argan. |

|  |  |
| --- | --- |
| ***Codéveloppement*** | |
| **7** – Le codéveloppement mobilise des partenaires au nord (France par ex.) comme au sud (Maroc), et il mobilise plus particulièrement, au nord, les associations issues de la migration | M&D a travaillé de manière articulée en France avec les associations de la communauté marocaine et au Maroc avec les associations villageoises. Elle a contribué au renforcement des associations marocaines de France par le biais de réunions, de sessions de formation, de l’appui au montage de projets (projet « Enracinement Sans Déracinement »).  Des partenariats nord/sud se sont noués entre scientifiques (Univ. D’Agadir, IAM de Montpellier) entre producteurs (oléiculteurs et fromagers de Provence et de Talioune), entre organisations de femmes (Centre social de Port de Bouc et foyers féminins) etc.  L’ouverture récente vers la coopération décentralisée avec le projet Taliouine/Communauté de Communes des Ecrins permet de mobiliser des collectivités du nord en appui aux Communes du sud. |
| **8 –** Le codéveloppement implique directement les migrants dans le développement de leur pays d’origine | L’association M&D est, de fait, depuis ses origines, une association de *codéveloppement* : fondée par des émigrés au nord pour aider à résoudre des problèmes clés de leur région d’origine (eau potable, électricité) au sud, elle a toujours eu une majorité d’émigrés dans son conseil d’administration. Ces émigrés se sont d’abord préoccupés d’infrastructures puis, depuis 2000, de développement économique local. Dans tous les cas, et à toutes les périodes depuis 1986, les contributions financières apportées par les émigrés (de l’ordre de 40% du coût de chaque projet) ont été essentielles pour les villages d’origine. |
| **9 –** Dans la démarche du codéveloppement, des investissements productifs sont réalisés au sud avec l’implication d’acteurs du nord, en particulier les migrants | L’articulation effectuée, par le biais de M&D, entre des migrants marocains installés en France et leurs villages d’origine, a permis la réalisation du projet pionnier de Tourisme Rural Solidaire (TRS) qui s’est traduit par la création de 21 auberges rurales et d’un nombre croissant de maisons et de chambres d’hôte.  D’un point de vue méthodologique M&D a eu un rôle essentiel de *médiation* entre le migrant et son village. Mais l’association a aussi eu un rôle d’appui à *innovation* en proposant un montage partenarial inédit pour la construction de ces auberges. |

## 3 – Exemples de démarches méthodologiques

**1 - La démarche de création des mini-réseaux électriques**

En règle générale, la démarche méthodologique qui a été suivie par M&D depuis sa création, est la suivante, même si elle a pu varier un peu selon les périodes :

* M&D, contactée par tel ou tel migrant qui souhaite aider son douar à avoir l’électricité, propose la création d’une association villageoise (AV) ;
* Des villageois peuvent aussi être à l’origine de la demande. M&D fait alors le lien avec les migrants (fonction d’interface) et lance le processus d’accompagnement ;
* Une fois l’AV constituée, ce qui peut prendre plus ou moins de temps, une série de réunions est réalisée afin d’informer la population sur le projet et de préciser les droits et les devoirs de chaque partenaire (l’AV, M&D, les bénéficiaires) ;
* M&D réalise ensuite, avec la participation de l’AV, une enquête permettant d’évaluer le besoin en électricité et d’identifier les familles pauvres ;
* Elle réalise ensuite une étude technique afin de préciser les besoins en équipement (puissance du groupe électrogène, longueur de câbles, nombre de poteaux, petit matériel etc.) ;
* M&D vérifie ensuite que l’AV a bien versé sur le compte spécial ouvert à cet effet, la part de financement qui lui incombe (de l’ordre de 40%) qui inclut à la fois l’apport des villageois et l’apport des émigrés ;
* Une fois le dossier constitué, et si le montage financier est bouclé, M&D lance un appel d’offre pour la réalisation de l’installation, auprès des entreprises, en particulier des entreprises locales ;
* M&D a fait le choix, au départ, de former, en collaboration avec EDF, des jeunes villageois pour l’installation des réseaux. Cela permettait de réduire les coûts et de permettre à la zone de disposer de techniciens compétents et disponibles sur place. Un des objectifs a été d’encourager ces jeunes à s’autonomiser et à créer leur propre entreprise d’électricité (cas de Mhend Id Taleb) ;
* Après accord sur le devis et validation par l’AV, M&D lance le chantier ;
* Le suivi des travaux est assuré conjointement par l’équipe technique de M&D et par l’AV ;
* En parallèle M&D assure la formation des responsables de l’AV sur le thème de la gestion du mini-réseau (gestion technique et gestion financière). Elle assure aussi la formation du technicien désigné par l’AV pour assurer la gestion de l’équipement (entretien, collecte des fonds etc.) ;
* Une fois la réception des travaux réalisée, M&D réalise un suivi rapproché du projet afin de limiter les écarts entre projet et réalisation ;
* M&D insiste auprès de l’AV pour qu’il n’y ait pas d’exclus parmi les familles n’ayant pas les moyens (veuves). Ces familles sont alors exemptées du paiement des consommations. En général, ce sont les émigrés qui alimentent la caisse de solidarité pour couvrir ces frais.

**2 - La mise en place d’un projet d’eau potable et/ou d’assainissement liquide**

La démarche développée dans le cadre du projet Eau Potable et Assainissement Environnemental (EPAE), cofinancé par les partenaires lyonnais de M&D, peut être résumée ainsi :

Phase de préparation du projet

* En préalable, un projet ne peut être mené à bien que si le village (douar) a formulé le souhait de voir se réaliser un projet EPAE et s’il existe dans ce douar, une Association villageoise (AV) fonctionnelle et motivée ;
* M&D organise alors, avec l’AV, une réunion technique et organisationnelle ;
* Un Comité villageois de suivi est mis en place par l’Association villageoise. Il aura le rôle essentiel d’assurer la supervision conjointe du projet avec M&D ;
* L’étude technique et financière est ensuite réalisée par M&D et ses partenaires techniques ;

Phase de réalisation

* La réalisation est effectuée en régie locale, après appel d’offre auprès des entreprises de la zone ;
* Un suivi des travaux est assuré par M&D ;
* Une fois le chantier terminé, une réception officielle des ouvrages est effectuée ;

Phase d’accompagnement

* Les actions de formation démarrent dès le début du chantier et elles pourront se prolonger très au-delà. Elles vont concerner les responsables associatifs et le technicien local qui aura en charge le bon fonctionnement de l’installation ;
* Dans ce cadre, des visites à l’extérieur et des échanges sont organisés afin que les bénéficiaires puissent voir d’autres installations et en retirer une expérience.

**3 - La réalisation des auberges rurales des émigrés**

Ce projet a permis la construction des auberges rurales financées par des migrants-investisseurs basés en France. Ce projet était totalement *novateur*, dans sa conception comme dans la démarche de réalisation. Celle-ci peut se résumer de la façon suivante :

Phase de diagnostic et de mobilisation

* Réalisation, au sud Maroc, d’un diagnostic de territoire afin d’identifier, en fonction d’un ensemble de critères, des villages ayant un fort potentiel touristique et pouvant s’appuyer sur une Association villageoise solide. Cela a permis d’établir une liste de 25 « villages touristiques » ;
* Réalisation, en parallèle, par M&D d’un grand travail d’information et de sensibilisation en France, auprès des associations de migrants marocains, et au Maroc, lors des congés d’été, pour motiver des migrants à devenir des investisseurs dans leur douar d’origine ;
* Réalisation, dans les villages à vocation touristique, pressentis pour être des villages d’accueil, de réunions d’information et de sensibilisation sur le thème du tourisme rural ;
* Elaboration progressive, par concertations successives avec les partenaires locaux (les AV, les Jemâa[[43]](#footnote-43)) d’une « Charte du tourisme rural solidaire » (TRS) ;
* Réalisation d’une campagne de mobilisation, en France, auprès d’associations de randonneurs de la région Lyonnaise, susceptibles de réaliser des voyages au Maroc ;
* Mise en place de voyages-tests permettant à ces groupes de randonneurs français de réaliser des circuits entre les villages pressentis, ce qui permet à la population de savoir à quoi ressemble un groupe de touristes, de vérifier son comportement et surtout, de recevoir en direct les retombées économiques de cette forme de tourisme (hébergement et nourriture, accompagnement, vente de produits de terroir) ;
* Approbation de la Charte du Tourisme Rural Solidaire par les Associations villageoises ;
* Implication du migrant investisseur qui prend contact avec le village pour proposer son projet d’investissement. M&D sert le plus souvent d’intermédiaire ;
* Négociation entre l’AV et le migrant-investisseur, avec la médiation de M&D, de façon à obtenir l’agrément du village à l’installation d’une auberge rurale, étape essentielle garantissant la bonne articulation entre le migrant-investisseur et son village ;
* Signature d’une convention tripartite entre l’AV, le migrant-investisseur et M&D (responsable du projet TRS), une fois les différents points discutés ;
* Phase de préparation du projet
* Mobilisation d’un architecte pour identifier la localisation de l’infrastructure et pour établir les plans (plan de masse, avant-projet sommaire puis avant-projet) ;
* Mobilisation des financements : les émigrés financent directement les travaux, la subvention AFD/ADS/UE est gérée directement par M&D qui contrôle l’avancement des travaux avec le concours de l’architecte du projet et verse les 30% de la subvention au prorata de l’avancement des travaux.
* Phase de réalisation du projet
* Réalisation des travaux de construction[[44]](#footnote-44), suivis par M&D, l’architecte et le représentant sur place du migrant-investisseur ;
* Ouverture de l’établissement aux clients après obtention de l’autorisation par le ministère du Tourisme : certaines auberges obtiennent un agrément, les autres une simple autorisation d’exploitation délivrée par le Commune[[45]](#footnote-45) ;
* Phase de réalisation des actions d’accompagnement
* Réalisation, avec l’appui financier de l’ADS, d’un ensemble d’actions d’accompagnement, actions essentielles pour assurer le démarrage de la phase opérationnelle du projet :
* Identification de 3 « Pays d’accueil touristique » (le « Pays du safran », le « Pays de l’argan » et le « Pays de la rose ») ;
* Réalisation de la signalisation routière avec l’appui des Services de l’Equipement ;
* Réalisation des documents de promotion (dépliants, cartes etc.) ;
* Réalisation des sites Internet (un site par Pays touristique, 3 sites au total) ;
* Formation des responsables des auberges et du personnel d’accueil avec l’appui de l’Office de Formation Professionnelle et de la Promotion du Travail (OFPPT)
* Formation des guides et accompagnateurs touristiques ;
* Démarchage commercial en Europe (France, Italie en particulier) ;
* Mise en place à Taliouine du Bureau d’Orientation Touristique (BOT) jouant le rôle d’office de tourisme.

**4 – Le développement des activités génératrices de revenus**

Dans le cas de création d’activités génératrices de revenus (AGR), la démarche suivie par M&D s’inspire des démarches classiques de développement dans le domaine de l’économie sociale et solidaire. La démarche peut être résumée de la façon suivante :

Phase de diagnostic participatif

* Identification d’un groupe de personnes (femmes, jeunes, hommes) intéressées par le développement d’une activité économique spécifique et/ou ayant déjà entrepris une activité qu’il conviendra de renforcer ;
* Réalisation d’un ensemble de réunions d’information et de sessions de travail visant à conforter l’organisation elle-même lorsqu’elle existe déjà, ou à aider à sa constitution lorsqu’elle n’existe pas encore ;
* Elaboration des statuts de l’organisation (coopérative en général) et dépôt de ces statuts pour agrément par les Autorités. Cette étape peut bénéficier de l’appui de l’organisme officiellement en charge du développement coopératif au Maroc (ODECO) ;
* Réalisation des études de faisabilité. Dans certains cas, mobilisation d’une expertise extérieure, soit locale ou régionale soit étrangère, par exemple en provenance de la région Provence Alpes Côte d’Azur, de manière à pouvoir disposer d’un conseil pertinent sur certains aspects spécifiques (choix des équipements, étude de la filière etc.).

Phase de formulation

* Formulation du projet et réalisation du montage partenarial ;
* Obtention (éventuelle) des autorisations, telles que permis de construire ;
* Mobilisation des cofinancements (groupement et financements extérieurs) afin de financer l’investissement (machines, bâtiment etc.) et le fonds de roulement ;

Phase de réalisation

* Construction et/ou aménagement du local, achat et installation des équipements ;
* Formation d’accompagnement des responsables coopératifs (gestion, marché, technologie) ;
* Mise en production de l’unité ;

Phase de suivi-accompagnement

* Travail sur le conditionnement des produits (emballage) et sur la certification (par exemple, recherche d’une certification bio et équitable octroyée par une organisation agréée au niveau international) ;
* Recherche de toutes les opportunités pour promouvoir le produit sur le marché intérieur (foires, expositions) et à l’étranger (participation à des foires et rencontres à l’étranger et/ou organisation de visites-évènements au Maroc comme le Festival du safran, ouvert aux commerçants européens de l’économie sociale) ;
* Renforcement en continu des capacités des coopérateurs et poursuite, également en continu, de l’appui à la commercialisation des produits (promotion essentiellement, mais aussi appui à l’obtention de la certification et appui à la négociation commerciale jusqu’à la signature du contrat).

## IV – Les limites

Si l’on peut constater que les principes sont *globalement appliqués*, M&D reconnaît qu’ils ne sont pas toujours faciles à mettre en œuvre.

* La montée en puissance de nouveaux domaines, plus économiques, dans le portefeuille d’intervention de M&D, a amené l’association à avoir un comportement nettement plus « technocratique » que par le passé, plus abstrait[[46]](#footnote-46). Pour certains interlocuteurs, M&D a perdu en partie sa *capacité de mobilisation militante*. La démarche participative s’en est trouvée amoindrie dans certains domaines ;
* L’intégration est inégale selon les domaines : il est très difficile de « tout faire » sur un territoire et il n’est pas possible d’avoir des partenaires tous également prêts à jouer le jeu d’un développement local, durable, participatif et solidaire. Devant l’ampleur des ruptures qu’implique le développement, il a des résistances : des fonctionnaires réticents, mais aussi des présidents de Communes, des responsables associatifs ;
* Si le partenariat est une excellente chose en soi, le risque de récupération par un autre partenaire de M&D est loin d’être négligeable. Le cas du Festival du safran est caricatural : M&D a eu l’idée d’organiser un festival à Taliouine pour promouvoir la filière et l’a mis en œuvre. Le ministère de l’Agriculture a récupéré l’idée. C’est désormais l’Etat, la Province et la Commune de Taliouine qui organisent le Festival du safran mais ils le font à leur façon. M&D a dû organiser un évènement spécifique en marge du Festival, où se regroupent producteurs, développeurs, chercheurs, acteurs institutionnels. Le fait que ce soit les autorités qui ont pris le relais est considéré par M&D comme un succès. Dans la formule actuelle, chacun y trouve à peu près son compte ;
* La solidarité et l’équité, si elles sont toujours mises en avant, s’expriment moins que par le passé dans les faits car les actions économiques ne se prêtent pas à l’équité comme le sont les interventions sur les infrastructures collectives (villageoises, communales..). Au sein même du champ économique, des structures coopératives, comme la Coopérative multiservices Tassousfi, ont été largement privilégiées par rapport à d’autres structures. Il en a été de même des projets d’irrigation qui se trouvent, pour l’essentiel, concentrés dans un certain nombre de villages proches de Taliouine (Aouerst, Imgoun) qui ont déjà reçu beaucoup d’aide de la part de M&D ;
* Les échanges réciproques, en particulier entre jeunes du Nord et du Sud de la Méditerranée, continuent à se réaliser, mais avec moins d’intensité que par le passé. La diminution des financements publics au Nord y est pour beaucoup. Cette baisse de l’aide contribue aussi à rendre plus aléatoire l’appui aux associations de migrants et aux associations de solidarité internationale en France même ;
* La mesure des impacts d’un projet ou d’un programme se révèle très difficile, en particulier dans le domaine des activités économiques et ceci pour plusieurs raisons : le diagnostic de départ a été insuffisant ou peu précis, rendant difficiles les comparaisons entre la situation d’avant-projet et la situation d’après-projet ; les bénéficiaires sont très réticents à fournir certaines informations par exemple leur chiffre d’affaire ou leur bénéfice ; la collecte des données indispensable n’a pas été faire par l’équipe de M&D[[47]](#footnote-47) ;
* La structuration des organisations de base en organisations de 2° niveau se heurte à de nombreuses difficultés. L’image du coopérativisme était très dégradée parmi les producteurs, du fait des dévoiements de l’outil qui ont laissé des traces importantes. Cela semble dû en grande partie à la mainmise ancienne de l’Administration sur le mouvement coopératif encore trop souvent « sous tutelle ». Cependant, le succès des coopératives safranières, de plus en plus nombreuses, peut permettre de mener une réflexion sur la nature du changement de perception du coopérativisme de la part des producteurs et des caractéristiques de ces nouvelles coopératives. Il convient de noter que M&D avait engagé une réflexion pour favoriser *l’émergence de l’interprofession* dans la filière, notamment avec la mise en place du projet « Renforcement des capacités locales pour développer les produits de qualité de montagne – cas du safran », mené avec l’appui de la FAO. Ce souci d’organisation d’une démarche interprofessionnelle est maintenant porté par l’Etat marocain ;
* Au Nord, la solidarité change de forme. Elle est désormais portée par les secondes, troisièmes et quatrièmes générations d’enfants de migrants. Ceux-ci ont acquis des compétences, n’ont pas le même rapport avec le village d’origine des parents… Ils tâtonnent dans les formes de solidarité à inventer avec leur pays d’origine. Cette solidarité prend des formes très diverses, manifestant un engagement moins permanent…

## V - En synthèse

Les aspects les plus significatifs de la démarche méthodologique de M&D pourraient être résumés de la manière suivante :

* Etablir un diagnostic sur le terrain avec la participation directe des futurs bénéficiaires. Ne pas oublier d’y associer les migrants, les femmes et les vieux du village ainsi que certaines personnes ressources ;
* Réaliser, ou faire réaliser, toutes les études (techniques, financières) nécessaires
* Rechercher dans la zone, ou à l’extérieur, les informations, les technologies, les compétences (expertise), les savoir-faire permettant l’innovation et les amener sur la zone d’intervention ;
* Rechercher de la même manière les moyens financiers complémentaires de ceux que la communauté (village, Commune) apporte ;
* Associer, directement ou indirectement, la collectivité locale et les services extérieurs de l’Etat ;
* Choisir le porteur de projet (Commune, AV, migrant etc.) ;
* Impliquer les émigrés du village, en particulier pour mobiliser les cofinancements nécessaires ;
* Assurer *l’animation* en continu durant toute la durée du projet ;
* Assurer un rôle de *coordination* des intervenants ;
* Assurer un rôle de *médiation* lors des conflits ;
* Investir de manière significative dans la *formation* des bénéficiaires au fur et à mesure de l’avancement du projet ;
* Assurer le *suivi* du projet (indicateurs de résultats et de performance) ;
* Réaliser une *évaluation* participative et partenariale du projet ;
* En mesurer les impacts après la fin du projet.

Au niveau de la zone d’intervention de M&D, c’est la multiplication de projets élémentaires disséminés, qui va créer une *dynamique territoriale* qu’il s’agira d’entretenir. Cette dynamique s’exprime à divers niveaux :

* entre les acteurs locaux informés et/ou associés aux divers projets, qu’il s’agit de faire travailler ensemble
* entre les divers projets de manière transversale et intégrée, ce qui pourra se faire par le biais des réunions, des séminaires, des forums, des visites croisées

Un autre élément important de la démarche de M&D, surtout ces dernières années, concerne la *recherche systématique de la qualité*: qualité de l’expertise de M&D, qualité des produits des organisations (safran, argan etc. ), qualité des services (services touristiques, mais aussi eau potable, assainissement etc.).

**Les conditions de la réussite**

L’expérience de M&D, en particulier celle qui a été accumulée durant les 10 années du PACT, mais aussi depuis sa création au milieu des années 80, permet d’avancer que, pour qu’une organisation du type de M&D réussisse sur un territoire déterminé, elle doit satisfaire aux principales conditions suivantes :

1. Etre imprégnée de la culture locale ;
2. Avoir une très bonne connaissance du territoire ;
3. Disposer de la confiance des populations, ce qui n’est pas spontané ;
4. Avoir une capacité d’analyse, permettant une vision claire de ce que l’on veut, appuyée sur des diagnostics pertinents, et ceci sur le court terme comme sur le moyen terme ;
5. Pouvoir disposer d’une grande liberté de parole comme d’action ;
6. Avoir acquis une reconnaissance de la part des autres acteurs locaux (collectivités locales, secteur associatif, ONG etc.) comme de la part de l’Etat[[48]](#footnote-48) ;
7. Disposer d’un excellent réseau relationnel dans les différents secteurs : ministères, agences de développement, bailleurs, scientifiques, techniciens, ONG, collectivités territoriales ;
8. Avoir les moyens humains, matériels et financiers indispensables pour mener à bien des projets innovants, susceptibles de servir de démonstration ;
9. Avoir accès à des sources externes d’information (bases de données, experts, documents, expériences) comme à des compétences spécifiques et des savoir-faire mobilisables.

## IV – APPRECIATION GLOBALE

NOTE - Les éléments qui suivent ont été tirés des questionnaires d’évaluation-capitalisation remplis par les personnes ressources sollicitées par la mission de capitalisation[[49]](#footnote-49) en 2010. Ils ont été complétés par les fiches remplies sur le terrain par les enquêteurs de M&D au Maroc en deux périodes[[50]](#footnote-50) et par des entretiens réalisés par Inter-Action auprès d’un certain nombre de personnalités, comme avec des membres de l’équipe permanente de M&D.

Les éléments ont été classés en deux catégories : les points positifs et les points à améliorer. Bien souvent des points globalement positifs, montrent aussi des limites, voire des aspects négatifs. Il s’agit d’appréciations globales. Certaines sont de simples constats. D’autres mériteront des approfondissements.

## 

## I - Le tournant réussi de 2001

Il apparaît clairement, aux yeux des administrateurs comme des partenaires de M&D que le tournant de 2000 qui a vu, dès 2001, la mise en chantier du Plan d’Action Concerté PACT a changé la physionomie de l’association, ses modalités d’intervention et son impact local.

A partir de 2001, l’association a joué simultanément sur plusieurs tableaux :

* d’un côté, *elle a poursuivi un certain nombre d’activités* qui étaient en cours et qui constituaient son « fonds de commerce » habituel, comme l’eau potable, les écoles non formelles, les foyers féminins ou, dans une moindre mesure, l’électrification ou la santé
* de l’autre, *elle a ouvert des chantiers entièrement nouveaux*, concernant la création d’activités génératrices de revenus dans les domaines que l’étude ECIL de 2000 avait identifiés comme porteurs : la transformation des produits agricoles, l’artisanat, le tourisme rural.
* Mais *elle a aussi investi des champs, tels que la gouvernance locale,* que l’étude ECIL n’avait pas envisagés, ce qui s’est traduit d’une part par une nouvelle fonction d’appui à la planification du développement communal, d’autre part par une action renforcée dans le domaine du renforcement des capacités des acteurs locaux, en particulier les acteurs de terrain.

|  |
| --- |
| Sur la période opérationnelle du PACT, de 2001 à 2011 inclus, un passage progressif s’est opéré, par une diminution des activités classiques puis, dans un deuxième temps, une montée en puissance des activités liées au **développement économique**, et, dans un troisième temps, un net renforcement des actions visant à une **meilleure gouvernance locale.**  L’action de M&D est passée du *« presque tout hard »* de 2000, avec le développement des infrastructures tous azimuts, au « *quasi soft* » de 2010, avec l’accent sur la gouvernance locale. |

## 

## II – Principaux points positifs

**1 - Une stratégie transnationale reconnue**

*L’identité transnationale* de l’association est une des caractéristiques fortes de M&D, soulignée par plusieurs observateurs. Il s’agit bien, pour eux, de la capacité de M&D à mettre en œuvre une démarche de *« co-développement dans sa vraie dimension de confluence entre les deux rives et où les migrants jouent le rôle d’acteurs[[51]](#footnote-51) »*, ou encore *: « l’association est reconnue pour être pionnière dans la politique de codéveloppement menée par et pour les migrants[[52]](#footnote-52) ».*

Toutefois M&D, malgré son ancienneté et des tentatives passées, a des difficultés pour faire partager cette approche par la diaspora marocaine en France en dehors des migrants originaires de la région de Taliouine et pour favoriser une plus grande prise en compte de la vision des migrants et de leurs «revendications » dans le débat avec les Autorités marocaines.

La récente ouverture faite par les Autorités marocaines pour stimuler les associations sur la voie du codéveloppement et l’aide sollicitée auprès de M&D (formation) peut être l’occasion d’un renouveau.

Mais elle ne peut se substituer à la nécessité d’une plateforme ou d’un réseau des migrants marocains pour peser davantage dans le débat public au Maroc en profitant de leur rapport de forces, puisqu’ils mobilisent une part importante des flux d’aide vers le pays.

Le FORIM, par sa composition multi-origine des migrants et tourné vers le débat dans le pays d’accueil, ne saurait répondre à la mise en place de cette stratégie.

Il convient, également, de souligner que la stratégie de M&D apparait claire et pertinente aux observateurs qui soulignent qu’il s’agit d’une stratégie de moyen, voire de long terme, ce qui est rare dans le milieu des associations. L’exemple du PACT est révélateur à cet égard.

**2 - Une stratégie d’autonomisation des acteurs locaux**

Depuis sa création, l’association a toujours appuyé son action sur 3 principes majeurs d’action: la *participation*, *l’équité* et le *partenariat*. Le souci d’impliquer les villageois dans la démarche de développement a été constant. Il s’agit là d’un *« apport essentiel de M&D dans la bataille du développement local en zone rurale ».*

Depuis sa création, l’association a cherché à développer la participation et à favoriser l’autonomie des acteurs locaux.

Cela s’est traduit, dès le départ, par l’obligation préalable pour les villageois de s’organiser en association légalement reconnue pour contracter avec M&D pour la réalisation de tout projet, ou, par la suite par le choix d’articuler les initiatives AGR avec la collectivité villageoise (paiement d’une redevance des aubergistes) ou l’appui à l’organisation professionnelle et à la formation des producteurs de produits de terroir dans une démarche d’Economie Sociale et Solidaire.

M&D a aussi posé les jalons d’un *cadre de concertation locale des acteurs* avec la construction de la Maison du Développement à Taliouine, la création du Forum des Initiatives Locales (FIL) et le choix de rencontres annuelles de confrontation lors des Festivals du safran ou de restitution aux bailleurs qui sont autant de moments de réévaluation du diagnostic et des axes de travail de l’association par une démarche impliquant les acteurs locaux.

De ce point de vue, ces rencontres jouent le rôle « *d’assemblées générales-bis* » pour M&D. L’association est encore loin d’en tirer clairement les conséquences sur sa propre organisation, comme en témoignent les débats récurrents sur les rapports entre M&D et le FIL.

Ainsi, la gouvernance de M&D comporte des étrangetés : le CA conduit bien la stratégie de l’association, mais les acteurs locaux, indirectement, influent sur celle-ci de par la démarche participative.

Par ailleurs le choix de ces orientations de travail est soumis à des contraintes liées au contexte local. Elle appelle de ce fait une organisation rigoureuse du travail de l’association s’agissant d’une petite équipe appelée à garder des liens étroits avec les acteurs qu’elle accompagne. L’organisation doit être d’autant plus rigoureuse que la voie suivie est non linéaire (voir ci-dessus sur la conduite parfois *en zigzag* vers l’objectif stratégique identifié).

**3 - L’implication systématique des migrants**

L’association a été créée par des émigrés marocains et des syndicalistes français en 1986. Ce sont bien les émigrés, organisés autour de *Lahoussain Jamal,* le « père fondateur », qui ont constitué le noyau dur de l’association.

Ce sont eux qui ont donné à M&D ses principales orientations de départ, en particulier en direction des infrastructures collectives considérées comme facteurs de « progrès » : l’électricité d’abord, l’eau potable ensuite.

*Leur implication est toujours réelle* ce qui constitue une des principales originalités de M&D et l’un de ses points forts. Même si leur implication est plus ou moins importante selon les périodes et les domaines d’activité, ils continuent à jouer un rôle non négligeable dans la gestion de l’association et dans le suivi des actions.

Le tableau ci-après montre la place occupée par les migrants dans l’instance de direction de M&D depuis la création de l’association, au moment des renouvellements du CA (tous les 2 ans). Il convient de noter qu’ils y sont toujours *majoritaires*.

**Nombre d’émigrés dans le Conseil d’Administration de M&D**

(sur un total de 15 membres)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **2003** | **2005** | **2007** | **2009** | **2011** |
| 10 | 8 | 8 | 9 | 8 |
| 66% | 53% | 53% | 60% | 53% |

**4 - Une démarche intégrée de développement rural**

Alors que la plupart des ONG se contente d’intervenir sur tel ou tel domaine du développement, considérant qu’il n’est pas dans leur pouvoir ni dans leurs moyens, d’intervenir sur l’*ensemble du champ du développement rural*, l’action de M&D est caractérisée par l’intégration.

L’association intervient dans le domaine des infrastructures (électricité, eau potable, assainissement, irrigation, barrages, routes, écoles, dispensaires, maison du développement), dans le domaine social (santé, éducation), dans le domaine économique (agriculture, tourisme) mais aussi dans le domaine du développement humain (formation, gouvernance).

Selon les périodes, et en fonction de sa stratégie du moment, M&D a pu privilégier tel ou tel domaine. C’est ainsi que le domaine des infrastructures a été largement privilégié de 1986 à 1999 et que le domaine de la formation et des activités économiques a été davantage privilégié lors du PACT, entre 2001 et 2011.

Mais il faut aussi noter que M&D a assez systématiquement cherché à créer des passerelles entre les divers domaines et à mettre en place des *actions transversales* telles que la formation des élus et des responsables associatifs.

**5 – Le souci permanent de l’innovation**

M&D a développé au fil du temps une *réelle capacité d’innovation* *et d’expérimentation* de solutions adaptées aux réalités villageoises et à la capacité de gestion des associations villageoises.

Cette capacité d’innovation a aussi touché la sphère institutionnelle avec la création de structures originales telles que le FIL ou l’organisation d’évènements originaux, inédits dans le contexte de cette région, comme le Festival du safran créé à Taliouine en 2007.

Cette ouverture à l’innovation est aussi bien présente dans le domaine social avec la mise en place de Bureaux d’accueil pour l’accès aux droits des retraités que dans le domaine technique avec l’expérimentation de solutions techniques adaptées pour l’assainissement villageois.

Plus récemment, en 2010, l’association a su profiter de la demande de mise en place des PCD, les Programmes Communaux de Développement, par l’Etat marocain, pour constituer une équipe d’intervention dans ce domaine et acquérir ainsi une compétence nouvelle dans le domaine de la planification participative. Il est clair que ce type d’intervention permet à M&D de *diversifier sa palette d’activités* et lui permet de se positionner très en amont sur les projets que les Communes décident de mettre en place et qui intéressent l’association.

**6 - Un potentiel humain de qualité**

Une des forces de l’association est qu’elle dispose d’une *grande richesse de ressources humaines*, aux différents niveaux :

* Une qualité, une diversité et une richesse de compétences des bénévoles ;
* Une équipe binationale de permanents, regroupant, depuis sa création, à la fois des marocains et des français, avec une nette supériorité numérique des marocains (75% de l’effectif permanent)[[53]](#footnote-53) ;
* Un nombre croissant de jeunes chargés de mission ayant un bon niveau de formation ;
* Des chargés de mission en grande majorité (62,5%) originaires de la zone (Province de Taroudannt), donc de culture berbère, et davantage susceptibles de rester plus longtemps en poste à M&D ;
* Une équipe qui adhère pleinement à la mission et aux valeurs de M&D et qui a un engagement associatif indéniable ;
* Une bonne capacité d’adaptation de l’équipe actuelle à l’environnement extérieur ;
* Une bonne connaissance de la réalité locale des zones de montagne du sud marocain ;
* Un Conseil d’Administration bien impliqué dans la dynamique de l’association, avec quelques administrateurs impliqués depuis de nombreuses années ;
* Une équipe mobilisée en permanence, capable de gros efforts lorsque cela s’avère nécessaire, ce qui est assez fréquent.

**7 - Une assez grande autonomie d’action**

M&D a *sa propre ligne de conduite* et s’efforce de conserver « *une grande indépendance d’action »* par rapport à la loi imposée par les bailleurs par le biais des appels à projets.

En d’autres termes, elle ne détermine pas les actions à mener en fonction des seules opportunités financières (appels à projets), contrairement à bon nombre d’ONG classiques, mais cherche à intégrer celles-ci dans sa stratégie d’intervention.

Son intervention est avant tout guidée par les besoins exprimés par les organisations de base au Maroc. Ce ne va pas sans difficultés, puisque l’association doit rechercher en permanence les moyens financiers nécessaires pour poursuivre les actions qu’elle souhaite mener. Or, certaines sont assez facilement finançables (sorte « d’effet de mode » parmi des bailleurs qui, à un moment donné financent tous des projets dans des domaines très semblables), alors que d’autres le sont très difficilement.

Il convient de prendre en compte deux éléments qui ont pu jouer en faveur de cette situation :

* *Le premier élément, négatif*, est que M&D n’a pas pu présenter de projets de cofinancement auprès de l’UE depuis 2001, c’est à dire sur l’ensemble des 10 années du PACT. Cela ne lui a pas permis de répondre aux appels à projets européens qui représentent traditionnellement une source importante de financement pour les ONG européennes ;
* *Le deuxième élément, positif,* est que le Ministère français en charge du codéveloppement (MAEE, puis le MIIDS et enfin le MIOMCTI), ont accepté d’apporter à M&D une dotation globale qui lui permet de financer le « soft » (l’animation, la formation, l’ingénierie M&D) qui, par effet levier, permet de coordonner d’autres financements pour mener les projets « hard ». Ainsi, elle n’a pas à monter des projets de « hard » à tour de bras pour pouvoir financer le soft par le peu de marge qui peut être dégagée lorsque l’on réalise des projets d’investissement.

**8 - Une capacité à travailler avec tous les acteurs**

M&D manifeste, surtout depuis 2001 et le démarrage du PACT, la volonté de travailler avec tous les acteurs locaux.

Elle a montré qu’elle avait la capacité d’impliquer dans la démarche du développement local intégré, les 5 principales catégories d’acteurs, qui constituent le *« système d’acteurs d’un territoire » :*

* *L’Administration* par le biais des services déconcentrés de l’Etat (agriculture, eau potable, éducation, artisanat etc.), mais également des ministères centraux, des Régions, des Provinces (Taroudannt, Tiznit) ou de structures étatiques comme l’ADS ;
* *Les collectivités territoriales* aux différents niveaux, du Conseil régional (Souss-Massa-Drâa) au Conseil Provincial (Tiznit, Taroudannt) et aux Communes rurales ;
* *Les associations locales*, plus particulièrement les associations villageoises (AV) constituées au niveau des douars et les Associations de migrants constituées en France ;
* *Les entreprises*, parmi lesquelles on distingue les structures de l’ESS, principalement les coopératives agricoles et, plus largement les coopératives de services, ainsi que les coopératives et les groupements féminins (huile d’argan). On distingue aussi, hors du champ de l’ESS, les entreprises artisanales locales, en particulier du secteur du BTP, dont certaines se sont créées et se sont développées grâce aux projets de M&D et les entreprises du secteur touristique, surtout les auberges rurales créées dans le cadre du projet Tourisme Rural Solidaire ;
* *Les institutions et organisations d’appui* parmi lesquelles on peut classer des organisations nationales comme l’Université d’Agadir, l’IAV Hassan II, des organisations étrangères comme l’IAMM à Montpellier ou encore des organisations internationales comme la FAO qui intervient sur la filière safran.

On peut noter la *« gestion pragmatique »* des relations avec l’Administration marocaine, qui a su s’adapter aux évolutions du contexte politique national et local.

L’association a la capacité de mettre les différents acteurs en réseau, ce qui constitue l’une de ses forces.

On peut noter, par ailleurs, une implication réelle des acteurs locaux sur toutes les phases des projets, depuis leur émergence jusqu’à leur restitution en présence des partenaires.

**9 - Un très bon réseau partenarial**

L’approche intégrée de l’association s’appuie sur « *un réseau de partenariats stratégiques ».* Elle est développée dans « *une logique de complémentarité des savoir-faire et des expériences »*.

M&D n’a pas toutes les compétences, en particulier techniques, qui lui sont nécessaires pour résoudre les problèmes qui se posent. Mais l’association dispose de la capacité à aller chercher les compétences qui lui manquent. Dans ce domaine, le rôle des bénévoles est important. Ce sont eux qui, en règle générale, apportent ces compétences spécifiques.

Cette capacité se traduit aussi par l’organisation régulière d’échanges de pratiques et d’expériences sud-sud et nord-sud

## 

## III – Difficultés et limites

**1 - Les faiblesses de l’équipe permanente**

La rotation (turn-over) trop fréquente du personnel permanent de M&D, surtout ces dernières années, a eu un impact important, à la fois sur l’efficacité et sur la cohésion de l’équipe. Le style de management, trop souvent directif, a été à l’origine de certaines des difficultés et a pu jouer, surtout à certaines périodes du PACT, sur la cohésion de l’équipe et l’implication de certains chargés de mission. Mais aussi le départ de cadres formés au sein de M&D vers l’administration marocaine, qui puise ainsi dans les forces vives de l’association.

Il convient de noter également, jusqu’à ces tous derniers mois, la *quasi-absence de formation continue* pour l’équipe opérationnelle, ce qui a été d’autant plus gênant que les nouveaux venus étaient en majorité jeunes, assez peu expérimentés en général. Il a fallu attendre 2011 pour qu’un vrai processus de formation interne soit engagé. Il s’est concrétisé en 2012.

Il est également essentiel de mettre l’accent sur la forte présence du fondateur de l’association *Lahoussain Jamal* et sur l’importance de son empreinte dans la structure. Son antériorité dans l’association, son dynamisme, comme son implication sur le terrain et son réseau relationnel, tant en France qu’au Maroc, en ont fait un *élément incontournable* du dispositif d’intervention de M&D. L’image de M&D s’est toujours superposée très fortement, trop parfois, avec l’image de son fondateur.

L’arrivée fin 2011, à la tête de la Délégation Maroc de M&D, d’*Abderrazak Elhajri,* un ancien cadre de l’association revenu à M&D après un passage de presque 3 ans dans un poste élevé de l’administration marocaine à Rabat avec la fonction de Directeur-adjoint a permis la reconstitution d’un *binôme opérationnel* qui avait déjà fait ses preuves.

La mise en place de cette équipe expérimentée, bien insérée localement et qui dispose d’une bonne image, constitue une bonne nouvelle pour M&D et pour les populations avec qui travaille l’association.

**2 - Le relatif affaiblissement de l’approche participative**

Le glissement de l’approche participative vers une simple *approche consultative* est souligné par certains membres et partenaires de M&D, en particulier depuis que M&D s’est lancé dans le domaine du développement économique. Cette assertion semble toutefois à nuancer. M&D reste très sensible aux valeurs de solidarité, de partage et continue de veiller à ce que l’approche participative reste l’une de ses marques de fabrique. Le travail effectué par l’équipe en 2010 et 2011 dans le domaine de la planification communale semble en être une bonne preuve.

Par ailleurs, trop souvent, l’association se trouve enfermée dans les relations avec les notables, aux dépends de la relation directe avec la population locale qui constituait une bonne part de son image de marque.

Une conséquence est que le renforcement des capacités des associations (leur « empowerment ») semble avoir été moins important ces dernières années que précédemment.

**3 – Le nécessaire renforcement des capacités des Associations villageoises**

Certains observateurs ont noté un glissement progressif de l’association vers *« une gestion technique du développement »* qui risque d’éloigner progressivement l’association de son rôle clé d’animateur, de catalyseur, de facilitateur, d’interface entre des partenaires différents, parfois concurrents.

Cela se traduit, entre autres, par beaucoup de temps et d’énergie dépensés dans la relation avec les partenaires techniques, économiques et financiers et avec les partenaires institutionnels et moins de temps et d’énergie disponibles pour travailler avec les associations et les acteurs de terrain, tant en France qu’au Maroc.

Cela se traduit aussi par une trop faible importance attribuée au renforcement des capacités des associations partenaires, alors que c’est au niveau de ces associations que les marges de progrès démocratique ont été les plus importantes ces dernières années.

Une réflexion sur ce point est essentielle, car il conditionne la stratégie de M&D pour les années à venir. M&D doit déterminer si son centre de gravité continue à se situer au niveau de la Société civile, ou non.

**4 – Les perspectives de la relocalisation à Taliouine**

A l’origine, l’association « Retour & Développement » est née dans les montagnes des Hautes Alpes en 1986, avant de devenir « Migrations & Développement » et, après diverses escales, de descendre s’installer à Marseille où sa visibilité était bien supérieure et où elle trouvait un ensemble de facilités que n’offrait pas la petite ville de l’Argentière, isolée en montagne, située à 4 heures de route de Marseille.

Au Maroc, l’association avait alors un petit bureau-représentation à Taliouine, au cœur de l’Anti-Atlas marocain, à proximité immédiate des villages dans lesquels elle menait ses actions. Taliouine représentait à la fois son *ancrage de terrain* et sa *base opérationnelle* marocaine. Marseille représentait sa base française et sa base institutionnelle, qui lui permettait un accès plus facile aux bailleurs. Cela lui a permis, entre autres, d’émarger entre autres sur les budgets des ministères français en charge des affaires sociales et de la coopération internationale ainsi que sur les budgets de l’Union européenne.

M&D a ouvert, par la suite, divers bureaux en France, à Paris, à Montpellier et un bureau principal à Taroudannt, capitale de la province éponyme, pour les mêmes raisons que celles qui avaient fait partir l’association de L’Argentière pour s’installer à Marseille. Elle conservait sa base de Marseille où se concentrait la direction générale, les actions de terrain étant gérées par la Délégation Maroc de Taroudannt.

Les bureaux de France (Paris, Montpellier) ont été fermés principalement pour des raisons de coût. Marseille est restée le siège de l’association et, en 2008, ce sont les bureaux de Taroudannt qui ont été fermés, au moment du départ du délégué Maroc*.* Entre temps, M&D avait réussi à faire construire la Maison du Développement à Taliouine avec l’appui de l’UE, de l’AFD, de l’INDH et elle y a installé ses bureaux.

Ce choix a été motivé par la réduction de ses coûts, mais aussi par le souci d’opérer un retour aux sources afin de privilégier à nouveau l’*ancrage de terrain*, de se rapprocher davantage des villages, de leurs associations et de leurs projets.

Une contradiction peut apparaît. Alors que M&D est vouée à avoir une ouverture de plus en plus grande sur le reste du Maroc et, au-delà, sur les pays du Maghreb et de la Méditerranée, voire sur d’autres pays d’Afrique, la démarche de relocalisation sur le terrain historique de Taliouine est vécue, pour certains, comme un « enfermement ».

Par contre, cette relocalisation donne une plus grande légitimité à l’idée de voir la zone de Taliouine comme un *« territoire d’excellence »* du point de vue de la mise en pratique du développement local durable et du codéveloppement.

Le projet de création à Taroudannt et Taliouine, d’un centre de formation, le *Centre International du Codéveloppement durable (CICODEV)*, ouvert à diverses catégories de bénéficiaires, tant marocains que maghrébins ou européens, constitue une excellente perspective pour un avenir très proche.

**5 - La question du positionnement vis-à-vis des Communes**

Le choix récentde renforcer la relation avec les collectivités territoriales (Communes rurales, Provinces) de Tiznit et de Taroudannt, par le biais de la préparation des Plans Communaux de Développement (PCD) est un *choix stratégique* important pour M&D.

L’association n’a pas de compétence particulière dans ce domaine, qui ne fait pas partie du « cœur de métier » de M&D. Elle a pu, cependant, réaliser un travail intéressant de planification participative en appui à 5 Communes, grâce au recrutement d’un jeune technicien compétent dans ce domaine.

Ce choix audacieux permet à la fois d’accroître la notoriété de M&D et d’intervenir très en amont, au niveau de la planification du développement communal, donc des projets, et ceci sur le moyen terme (5 ans). Mais il implique un fonctionnement qui se rapproche plus de celui d’un bureau d’étude associatif que de celui d’une ONG de développement.

Si l’association continue à avancer dans cette voie, cela impliquera le recrutement d’une équipe compétente pour mener à bien ce type de tâche, avec le risque d’ajouter un domaine d’activité de plus, dans un champ d’action déjà fort vaste.

Ce positionnement est habile et utile stratégiquement. M&D peut contribuer ainsi à programmer des projets cohérents avec ses propres valeurs, en particulier celles de l’économie sociale et solidaire, qu’elle pourra ensuite mettre en œuvre. Mais il faudra éviter que ce positionnement se fasse au détriment d’autres activités de M&D car l’équipe n’est ni extensible ni corvéable à merci.

**6 - Une capitalisation, une communication et une diffusion insuffisantes**

Malgré un désir évident et quelques efforts récents, M&D n’a pas encore véritablement réussi à capitaliser son expérience de développement rural intégré.

L’association n’a pas cherché non plus à communiquer sur son expérience. Il y a eu des exercices de communication, mais davantage parce que M&D était sollicitée pour présenter son expérience dans un colloque ou un séminaire, que parce que l’association avait pris elle-même l’initiative de communiquer.

La communication externe, tant à l’égard des partenaires que vers le grand public, est considérée comme notoirement insuffisante par une bonne part des personnes interrogées lors de l’enquête.

**7 – Le nécessaire renforcement de la relation avec les migrants**

L’association a été créée par des migrants, or on a noté jusque vers 2009 une *nette érosion de l’implication des migrants dans la vie de M&D*. Certaines décisions de 2009[[54]](#footnote-54), visaient à corriger, en partie, cette carence. Compte tenu de l’importance de cet élément dans la notoriété de M&D, cela contribuait à altérer l’identité de l’association, largement considérée comme une *« association de migrants »*.

Ce point est sans doute à rapprocher de la faible implication, pendant une partie du PACT, de M&D dans la relation avec les associations de migrants en France. La *relation triangulaire historique* entre trois types d’associations ayant chacun un rôle spécifique et des rôles complémentaires : l’association villageoise au Maroc, l’association de migrants en France et M&D, était notoirement affaiblie.

En 2008, par exemple, la relation s’est limitée à 3 associations, ce qui est très peu. En 2009, M&D n’a eu pratiquement aucune action auprès des associations de migrants en France, par manque de financement (notamment en provenance de l’ACSE).

Une question qui se posait était celle de savoir s’il s’agissait du symptôme d’un affaiblissement de la mobilisation des migrants en France au sein de leurs propres associations ou si l’on devait incriminer directement M&D, son mode de fonctionnement et le tarissement des financements.

Dans ce dernier cas, la question qui se posait était celle de la dépendance directe de M&D des financements extérieurs : *« S’il y a de l’argent, on mène des actions auprès des associations de migrants, mais les années où il n’y a pas d’argent, on ne fait rien dans ce domaine ».*

Ces dernières années, le financement du ministère marocain (MRE) a opportunément permis d’infléchir la tendance. M&D se trouve de nouveau dans une *dynamique très positive* concernant sa relation avec les migrants et les jeunes issus des migrations. Elle est en lien direct avec plus d’une centaine d’associations marocaines en France. La démarche de codéveloppement ne peut qu’en être confortée.

**8 - Un fonctionnement associatif perfectible**

M&D étant une association, son Conseil d’Administration a comme rôle de veiller à la mise en œuvre, par l’équipe de direction, des orientations fixées par l’Assemblée générale et de prendre les décisions qui s’imposent. Depuis trois ans, des initiatives sont prises pour permettre à chaque instance de jouer pleinement son rôle.

Mais elles restent à consolider sous peine de restreindre M&D à un groupe de techniciens et d’experts, proche d’un fonctionnement de bureau d’études, mettant en œuvre des projets, mais sans lien réel avec les membres adhérents, leur capacité de mobilisation et leurs apports possibles. Cela pose, globalement, le problème des relations avec les adhérents.

Le point faible de cette « revalorisation associative » reste encore la place et le déroulement de l’AG annuelle et plus largement celle des adhérents dans cette dynamique associative.

Plus largement, le fait que M&D reste une *petite association*, avec peu d’adhérents, malgré un budget significatif, même si la qualité et le degré d’implication compensent la quantité, après 25 ans d’existence, interroge sur la nature du regroupement.

**9 - La difficile mise en œuvre de certaines actions**

Contrairement aux apparences, M&D a quelques difficultés à mettre en œuvre certaines des actions qu’elle souhaite développer.

D’une part, les bailleurs ont des exigences parfois incompatibles avec les dynamiques du développement sur le terrain. Ils sont parfois prêts à financer des actions « à la mode » pour lesquelles il n’y a pas de réelle demande des acteurs de terrain et, inversement, ils rechignent parfois à financer des actions fortement demandées par la base mais qui n’entrent pas dans leurs « critères de priorité ».

On note également des difficultés à planifier et à suivre les actions : comment être réactif face aux nouvelles opportunités d’action tout en respectant ses engagements vis-à-vis des partenaires et en évitant la dispersion ?

**10 - Le suivi, en cours d’amélioration**

La gestion de l’association souffre encore de *carences notables* dans le suivi en continu des actions. Il existe trop peu de données chiffrées, et surtout de données fiables, peu d’indicateurs et pas assez d’analyses collectives susceptibles d’aider à l’orientation des actions pour le court, le moyen et le long terme. La collecte de données statistiques est *notoirement insuffisante*. Cela rend difficile l’élaboration des rapports, comme Inter-Action a pu le constater pour la préparation de ce bilan.

La cause est double :

* d’une part l’équipe permanente ne dispose pas d’un véritable *outil de Programmation-Suivi-Evaluation (PSE)* qui lui permettrait d’avoir un dispositif opérationnel ;
* d’autre part, les chargés de mission, assez peu expérimentés pour la plupart, n’ont ni l’habitude, ni la pratique, de ce type de fonctionnement.

Cela rejoint le point signalé plus haut, de carence dans le domaine de la *formation continue* du personnel permanent de l’association.

Un travail spécifique de formation-action dans ce domaine a démarré début 2012. Il devra se poursuivre autant que de besoin.

**11 - Une trop faible implication dans les réseaux**

L’équipe permanente de M&D doit faire face à de multiples taches. Sa charge quotidienne de travail est importante. Les chargés de mission doivent, en permanence, établir des priorités face à cette inflation exponentielle d’activités toujours plus diverses.

La conséquence en est que l’équipe a tendance à négliger tout ce qui n’est pas directement lié à la gestion quotidienne des projets. Elle n’a plus le temps d’être active au sein de réseaux importants et dont l’association fait partie, tels que le FORIM (migrants) ou ATES (tourisme).

La suppression de certains financements (ACSE) qui permettaient à M&D de travailler davantage avec les associations de migrants ou avec les associations de solidarité internationale, par exemple, a eu un effet négatif ces dernières années.

**12 - Un ancrage faible, mais qui s’améliore, en région PACA**

Alors que M&D se développe depuis 25 ans dans la région Provence Alpes Côte d’Azur, où elle bénéficie d’une bonne notoriété, l’association n’a pas de véritable ancrage régional.

Cela est particulièrement vrai vis-à-vis des collectivités locales, en particulier de la Région Provence Alpes Côte d’Azur (PACA) qui n’appuie que les organisations qui interviennent dans une région avec laquelle la région PACA a un accord de coopération décentralisée. Pour le Maroc, il s’agit de la région Tanger-Tétouan, au nord du Maroc.

Un élément nouveau est, cependant, à prendre en compte. En 2011, un rapprochement a été effectué entre la Commune de L’Argentière (Hautes Alpes), lieu de naissance de M&D, et la Communauté de Communes des Ecrins d’une part, et la Commune urbaine de Taliouine. Ce rapprochement qui s’est traduit par une visite historique d’élus et de fonctionnaires hauts alpins à Taliouine en septembre 2011, a abouti à la signature d’un accord de coopération décentralisée entre la Commune urbaine de Taliouine, la communauté de Communes des Ecrins et la Commune de L’Argentière.

|  |
| --- |
| La Région PACA finance, depuis 2008, divers petits projets des associations régionales dans la région Tanger Tétouan, dans le domaine de l’ESS, mais n’apporte aucun financement à M&D qui développe depuis 24 ans des actions ESS d’une bien plus grande envergure dans la région Souss Massa Drâa au sud Maroc.  Lorsque la Région a recherché des partenaires pour conduire ces projets, en 2008, elle n’a pas pensé à M&D, qui est pourtant, et de très loin, l’organisation de la région qui connait le mieux le Maroc et qui dispose du meilleur référentiel sur ce pays. Cela est symptomatique du déficit relationnel qui existe entre M&D et le Conseil régional, mais au-delà, entre M&D et l’ensemble des acteurs régionaux, même si, depuis quelques années, des liens se sont tissés avec quelques partenaires des Alpes du Sud (Chambre d’agriculture des AHP, Syndicat oléicole des Mées, Office Intercommunal de tourisme de La Motte-Turriers, en particulier).  La signature d’un accord de coopération décentralisée entre la Commune urbaine de Taliouine et la Communauté de Communes des Ecrins qui regroupe 9 collectivités des Hautes Alpes, constitue un pas important pour rapprocher cette zone du sud Maroc avec les Alpes du sud avec qui elle a une forte histoire partagée. M&D, qui en est l’artisan, en est aussi un des bénéficiaires. |

## 

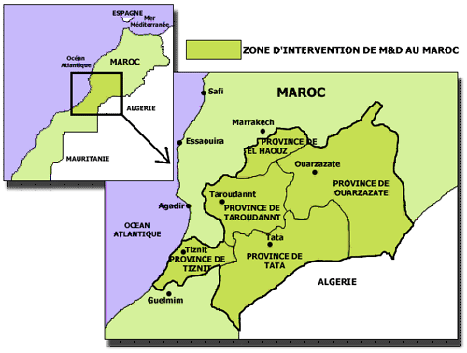
## V – PERSPECTIVES 2020

Ce chapitre a été rédigé à partir de deux séries de travaux 1) les réflexions préparatoires au programme CORIAM 2 (2012-2014) conduites fin 2011, et 2) les résultats des entretiens et enquêtes réalisées en février et mars 2012, c’est à dire à l’issue du Bilan du PACT 2001-2011. Ces données ont été complétées par les entretiens réalisés en particulier avec la direction de M&D, par un atelier avec l’équipe des salariés et du CA de M&D (décembre 2011) et par les réflexions personnelles de l’évaluateur en charge du bilan.

## I – La zone d’intervention

La zone concernée par le programme d’intervention de M&D 2012-2020, couvre les *6 provinces* de Taroudannt, de Tiznit, de Ouarzazate, de Tinghir, de Tata et de Chtouka-Aït Baha.

Il s’agit d’une *zone de montagnes* qui couvre une partie du Haut Atlas et de l’Anti Atlas. La population montagnarde, de culture berbère, est organisée en « douars » (villages) de 500 habitants en moyenne, regroupés en Communes rurales. Chaque Commune rurale regroupe une vingtaine de douars en moyenne.



### 1 - Une des zones les plus pauvres du Maroc

Le territoire concerné regroupe une population rurale de *1 842 692 habitants[[55]](#footnote-55)* répartis sur une superficie de *70.880 km2*.

Les zones rurales de ce territoire, qui vit essentiellement d’une agriculture de subsistance et d’un peu d’élevage, subissent de plein fouet les conséquences de la sécheresse endémique depuis le milieu des années 70. C’est l’*une des zones les plus pauvres du Maroc* et donc un *pôle traditionnel d’émigration* vers les grandes villes marocaines et vers l’Europe.

Les caractéristiques de base, décrites en 2000 dans le cadre de l’étude ECIL « Evaluation Capitalisation des Initiatives Locales de développement[[56]](#footnote-56) » n’ont pas beaucoup changé. Nous en rappelons ci-dessous les principales données.

Parmi les ***principaux handicaps*** de la zone, on note :

* une dégradation accélérée du milieu naturel (érosion des sols, dégradation de la couverture végétale) ;
* une insuffisance notoire des infrastructures de base, malgré des efforts récents du gouvernement, appuyé par les bailleurs internationaux (écoles, dispensaires, eau potable, assainissement, électricité, pistes rurales) ;
* l’analphabétisme des adultes et un niveau insuffisant de scolarisation, en particulier des filles ;
* de graves insuffisances de couverture sanitaire ;
* le surtravail des femmes ;
* le manque d’emplois locaux et de perspectives pour les jeunes;
* le manque de sources de revenus complémentaires;
* la faiblesse des ressources financières des Communes;
* le manque de formation de nombreux élus, fonctionnaires locaux comme des responsables associatifs.

La zone dispose également d’***atouts importants***, parmi lesquels on peut citer :

* un degré croissant d’éducation ;
* des infrastructures de base en amélioration constante ;
* d’abondantes matières premières agricoles de haute et très haute valeur ajoutée potentielle (olive, argan, safran, plantes aromatiques et médicinales) ;
* de bonnes conditions agro-écologiques pour des productions de qualité ;
* des atouts touristiques locaux incontestables (paysages, patrimoine local, hospitalité) ;
* un artisanat de grande qualité (cuir et surtout tapis) produisant du travail aux femmes ;
* une société traditionnelle encore très structurée ;
* un rôle grandissant de la société civile ;
* des interventions accrues de l’Etat et l’existence de programmes spécifiques (INDH, ADS) ;
* la manne financière des migrants ;
* une population nombreuse, jeune et travailleuse.

## II – Eléments de diagnostic stratégique

Sur certains points, la situation du territoire d’intervention de M&D en 2012 est *assez sensiblement différente* de ce qu’elle était en 2001 au moment du démarrage du PACT. Le paragraphe qui suit recense quelques *éléments clés* qui permettent de préciser la situation actuelle :

### Forces

* Le *renforcement des capacités* est devenu une démarche essentielle depuis 10 ans. Elle touche tous les groupes d’acteurs locaux : les élus, les cadres associatifs, les responsables des coopératives, les gérants des auberges rurales, les animateurs des Ecoles Non Formelles, l’équipe des salariés de M&D etc.
* Des *projets très novateurs* comme le projet ECOPTER de formation de jeunes français et marocains pour la commercialisation des produits de terroir, ont vu le jour
* Le projet « Enracinement Sans Déracinement » a permis à M&D de travailler au renforcement des capacités des associations de migrants marocains en France, préparant ainsi les bases d’actions fortes de *codéveloppement* pour le futur ;
* Le processus de développement de l’*économie sociale et solidaire* est maintenant bien engagé. Le nombre des coopératives augmente rapidement, en particulier pour le safran. Des structures de 2° niveau (GIE) se mettent en place. Des structures de 3° niveau (fédération) sont en préparation. La coopération avec les services de l’Etat dans ce domaine est efficace ;
* Des *groupements de femmes,* de plus en plus nombreux, se sont constitués pour générer des revenus, en particulier par la production et la commercialisation de l’huile d’argan ;
* Les *périmètres irrigués* mis en place par M&D depuis quelques années donnent des résultats très positifs en terme d’emplois ruraux, de revenus pour les familles paysannes, d’amélioration de la diète alimentaire, de diversification des productions de la zone ;
* Le territoire dispose maintenant d’un réseau opérationnel de structures d’hébergement et de restauration pour le *tourisme rural solidaire*. La motivation de certains douars pour le développement touristique permet d’envisager la création de nouvelles maisons et chambres d’hôte ;
* Les Communes rurales se sont engagées dans une *démarche de planification participative* qui a abouti à la formulation de Plans Communaux de Développement. L’association M&D a été directement impliquée dans l’élaboration d’un certain nombre de ces Plans ;
* Certains élus locaux (présidents de Communes et leurs conseils communaux) s’impliquent très activement dans les démarches de *développement local durable*. Ils entretiennent d’excellentes relations avec M&D. L’association a apporté un soutien constant à certaines de ces Communes avec qui elle a réalisé, pendant la décennie, de multiples projets ;
* Un premier *accord de coopération décentralisée* est signé entre la Commune urbaine de Taliouine et la Communauté de Communes de L’Argentière et des Ecrins dans les Hautes Alpes (Provence), avec une forte implication de M&D. D’autres accords de coopération de ce type devraient suivre.

### Faiblesses

* La *place des femmes* dans les instances de gouvernance locale (associations, conseils communaux etc.) reste très marginale ;
* Le programme Tourisme Rural Solidaire connaît certaines difficultés, en particulier au niveau de la *commercialisation* des produits touristiques ;
* Le niveau de compétences et de motivation d’un certain nombre d’élus locaux laisse à désirer. La qualité de la gouvernance locale reste insuffisante (corruption) ;
* La thématique de la préservation et de la valorisation de l’*environnement* constitue toujours l’un des points faibles du développement régional, même si quelques actions emblématiques récentes ont été réalisées ;

### Opportunités

* La Province est dirigée par un *Gouverneur* très ouvert aux thèmes du développement durable et du codéveloppement, et qui apporte un fort soutien aux activités de M&D ;
* L’Etat marocain a, depuis quelques années, pris à bras le corps le problème de l’*amélioration des infrastructures* des zones rurales. L’électrification rurale avance rapidement de même que l’accès à l’eau potable. Les routes et pistes s’améliorent, même si le rythme en est encore trop lent ;
* L’Etat a mis en place des *dispositifs financiers nationaux*, tels que l’INDH l’Entraide Nationale, qui permettent le cofinancement de divers projets de développement portés par les Communes ou les associations ;
* Des *cofinancements internationaux* importants viennent compléter les moyens locaux apportés par les associations villageoises, les Communes ou l’Etat marocain. C’est ainsi que les grandes collectivités françaises (ex. Grand Lyon) envisagent de continuer à apporter des financements pour des projets comme l’eau potable ou l’assainissement ;
* La beauté et la diversité des paysages, la qualité de l’accueil et l’hospitalité des habitants constituent des atouts essentiels pour le développement d’un *écotourisme de grande qualité*, à forte valeur ajoutée humaine. A cela s’ajoute le fait que les territoires africains encore ouverts au tourisme se restreignent, en particulier dans le Sahel ;
* Le développement simultané de *produits de terroir de qualité* (AOC, certification Bio) et du *tourisme rural solidaire*, domaines qui se complètent et se fertilisent l’un l’autre, constitue une opportunité nouvelle ;
* Les conditions agro-écologiques de la production agricole de ces montagnes, sans engrais ni pesticides, représentent des opportunités d’ouvrir des marchés nouveaux à destination des européens de plus en plus soucieux de la qualité des produits

### Menaces

* Le *changement climatique*, dont les effets se font déjà sentir sur l’ensemble du territoire d’intervention, et qui affectera fortement la zone méditerranéenne dans les années à venir, constitue une menace extrêmement sérieuse, peu prise en compte ;
* La *menace sécuritaire* n’est pas à négliger non plus, bien que le sud Maroc demeure une région encore très sûre. Si la situation venait à se dégrader, le secteur touristique par exemple qui est en pleine phase d’émergence, pourrait se trouver très affecté ;
* Une *concurrence* rapidement destructrice peut apparaître dans des délais très courts, comme cela est en train de se produire en Israël avec la production d’argan à partir de variétés améliorées en laboratoire.

## III - Stratégie d’intervention

### 1- Une stratégie évolutive

La stratégie sur laquelle M&D a fondé ses interventions a constamment et profondément évolué selon les périodes, depuis sa création en 1986. Les changements sont manifestes sur des périodes décennales.

Pendant sa *1° Période*, de 1986 à 1999, l’association a concentré son activité sur l’amélioration de l’accès aux services de base pour la population, d’une part par la réalisation des infrastructures (eau, électricité surtout) et, d’autre part, par l’organisation des associations villageoises indispensables pour mener à bien ces travaux . La dimension économique était inexistante et la dimension formation très faible.

Pendant sa *2° Période*, de 2001 à 2011, alors que l’Etat marocain prenait de plus en plus à sa charge la réalisation des infrastructures, l’association s’est attachée à appuyer la création de revenus pour la population par le biais de l’*économie sociale et solidaire.* Pour cela, elle a travaillé à la création de structures coopératives et elle a mis l’accent sur le renforcement des capacités.

A l’aube de cette *3° Période*, à partir de 2012 et au moins jusqu’en 2020, l’association se propose, sans délaisser entièrement ses axes stratégiques antérieurs, surtout le renforcement des capacités qui revêt une importance croissante, de mettre l’accent sur deux aspects. D’une part, renforcer la société civile, améliorer la gouvernance et favoriser l’accès aux droits et, d’autre part, travailler à la mise au point d’un *nouveau modèle de développement* susceptible d’aider les populations de la zone à affronter le *défi écologique* avec ses conséquences économiques et sociales.

### 2 - Les nouveaux défis à relever

En fonction de ce qui a été présenté dans le diagnostic stratégique, *les défis* que les acteurs locaux de la zone auront à relever dans les années à venir, sont nombreux. Mais certains sont des *défis majeurs* qu’il importe de prendre en compte de manière prioritaire.

**Le défi du changement climatique**

Les climatologues du Groupe Inter-Gouvernemental d’Etude sur l’Evolution du Climat (GIEEC) s’accordent à dire que le bassin méditerranéen, l’un des 5 principaux « hot spots » de la planète, va être l’une des zones les plus affectées et ceci dans un délai court. Elévation des températures, pénuries d’eau, baisse des rendements agricoles, érosion de la biodiversité, ces maux devraient toucher encore plus la rive sud de la Méditerranée.

Il apparaît impératif de travailler dés à présent à la mise en place de *nouveaux modèles de développement* plus aptes à permettre aux populations locales de survivre dans un environnement qui va se dégrader encore plus. Cela passe par l’information, la sensibilisation, la formation, mais aussi l’organisation, la mobilisation des acteurs, la recherche appliquée, l’expérimentation et la diffusion des bonnes pratiques issues du terrain.

Le PACT 2 prendra en compte ces impératifs, de manière transversale, et par plusieurs biais, en particulier l’information massive, la mise en place d’un dispositif performant de formation-recherche-diffusion, le renforcement des capacités des acteurs appartenant à toutes les catégories.

Un dispositif de suivi-évaluation continue pourra être mis en place, sous contrôle d’un Comité Développement Durable (CDD) représentatif. Il s’appuiera sur des indicateurs de résultats et de performances spécifiques.

**Le défi de la gouvernance et de l’accès aux droits**

Le Maroc est en pleine évolution. La société civile, en émergence rapide, a de plus en plus conscience de ses droits, les droits de satisfaire ses *besoins essentiels matériels*: une alimentation saine et suffisante, de l’eau potable, un environnement assaini, un logement décent, des routes pour se déplacer, mais aussi le droit à l’éducation c’est à dire des écoles et des instituteurs et le droit à la santé, c’est à dire des dispensaires, des médecins et des médicaments.

Mais elle a tout aussi conscience, désormais, qu’elle doit pouvoir satisfaire ses *besoins non-matériels* : le droit de communiquer, le droit de participer, le droit de s’exprimer, le droit de s’associer et de s’organiser. Les femmes rurales marocaines doivent pouvoir faire valoir leurs *droits fondamentaux*, et tout particulièrement le droit à l’égalité de traitement.

Le PACT 2 doit accompagner, aider et appuyer ce mouvement. Cela passe par le renforcement des capacités des organisations, en particulier des organisations de femmes (foyers féminins, associations, coopératives) et des organisations de jeunes. Cela passe aussi par un meilleur accès à l’information, par une plus grande implication dans la vie communale. Le partenariat entre les émigrés de la rive nord et les habitants de leurs villages du sud, parce qu’il permet de lancer des ponts entre les deux rives, pourra être l’un des vecteurs forts pour contribuer à relever ce défi.

## IV – Axes stratégiques

En fonction de ce qui précède, les orientations de l’action de M&D et de ses partenaires dans la zone, pour la période à venir 2012-2020, peuvent se structurer autour des 6  *axes stratégiques* suivants :

1. **Le renforcement de la gouvernance locale**
2. **Le renforcement des capacités de la population et l’accès aux droits**
3. **Le développement économique et social**
4. **Le renforcement de la sécurité alimentaire et la préservation de l’environnement**
5. **L’implication des migrants dans le développement local**
6. **La diffusion de l’expérience de M&D**

## V - Objectifs

Un nouveau Plan d’Action Concerté 2012-2020 mené par M&D en partenariat étroit avec l’Etat, les collectivités locales, les Associations villageoises et les entreprises de l’ESS, mais aussi les universités, les ONG, nationales et internationales, les collectivités et gouvernements étrangers, les coopérations bi et multilatérales, pourrait avoir les objectifs suivants :

***Objectifs généraux***

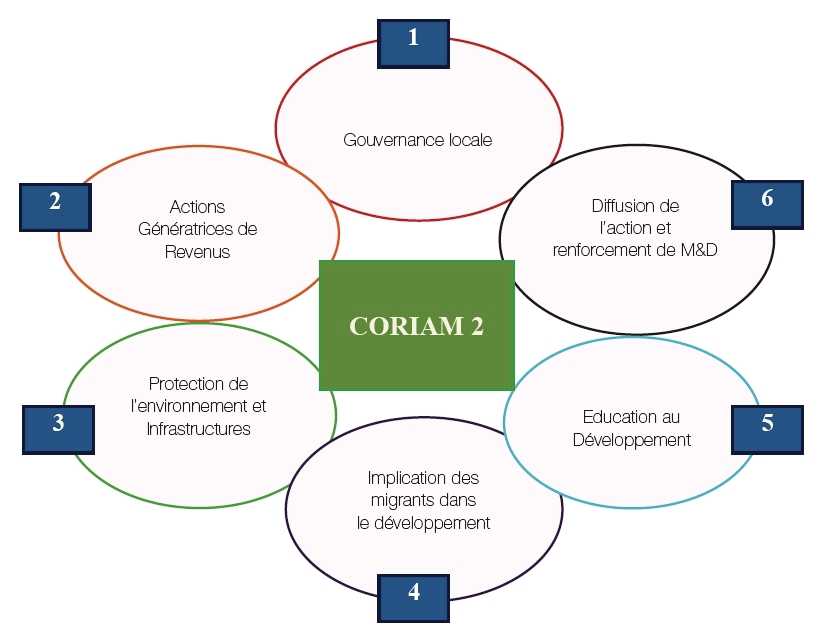
* Favoriser le *renforcement de la société civile* rurale du sud Maroc en s’appuyant sur la mobilisation des migrants en Europe, améliorer la *gouvernance locale* et l’accès aux *droits fondamentaux* pour les populations ;
* Favoriser un *développement socio-économique durable* des zones les plus marginales des montagnes du Haut-Atlas et de l’Anti-Atlas en prenant appui sur les structures de l’économie sociale et solidaire et dans le respect des grands équilibres agro-écologiques ;

***Objectifs spécifiques***

* Renforcer les *capacités d’auto-développement* du territoire  par la formation, l’animation, l’appui à l’organisation ;
* Améliorer la quantité et la qualité des *produits et des services villageois* (agricoles, artisanaux, touristiques) et leur mise en marché ;
* Améliorer l’accès de la population aux *droits fondamentaux :* l’eau potable, l’assainissement, la santé et l’éducation, mais aussi la liberté d’expression, d’organisation ou de mouvement ;
* Améliorer l’alimentation, assurer la *sécurité alimentaire*;
* Préserver et valoriser l’*environnement* et les ressources naturelles de la zone, contribuer à la *lutte contre le changement climatique* ;
* Renforcer les *associations de migrants* marocains en France et favoriser leur implication dans une démarche de solidarité internationale ;
* Favoriser les *investissements productifs* des migrants marocains et des jeunes, en lien avec les Plans communaux de Développement ;
* Assurer la capitalisation et la diffusion de l’*expérience de M&D.*

Le programme CORIAM 2 *(Codéveloppement Rural Intégré dans l’Atlas Marocain*), qui concerne la première tranche triennale du PACT, les années 2012-2014, est organisé autour des 6 axes d’intervention qu’il est bon de rappeler ici, avant de présenter l’ébauche de Plan 2012-2020 qui s’appuie sur le CORIAM 2.

**Les 6 axes d’intervention du programme CORIAM 2**



## VI – EBAUCHE DE PLAN D’ACTION CONCERTE

## 2012-2020

Cette proposition s’appuie, en particulier, sur le *programme CORIAM 2* élaboré de manière participative et partenariale en 2011 et qui est en cours d’exécution pour la période 2012-2014. Une bonne partie des actions prévues dans le CORIAM vont se poursuivre au-delà de 2014. D’autres actions sont nouvelles.

AXE I – RENFORCEMENT DE LA GOUVERNANCE LOCALE

## Composante 1 : Renforcement de la gouvernance des collectivités

Le but des activités réalisées dans le cadre de cette composante est la *transformation des* *rapports de gouvernance* et l’implication progressive de 3 catégories, *les jeunes*, *les* *migrants* et *les femmes,* dans la gestion des affaires locales.

Il s’agit aussi d’appuyer l’effort que fait l’Etat marocain dans le domaine de la *planification participative* avec la mise en place, par chaque Commune, d’un Plan Communal de développement (PCD). A travers l’élaboration de ces Plans et le suivi de leur réalisation, l’enjeu est, aussi, de contribuer au renforcement des *capacités de gestion locale* des différentes catégories d’acteurs : les élus, mais aussi les fonctionnaires municipaux et les représentants de la société civile locale.

* 1. Assurer le suivi des Plans communaux et de la coopération décentralisée

Les 5 PCD élaborés par les Communes avec l’appui de M&D en 2010 et 2011 ont été approuvés par les Conseils communaux et validés par le ministère de l’Intérieur marocain. Il convient maintenant d’assurer, sur la durée du PACT, le suivi de ces Plans, de procéder aux ajustements qui se révèleront nécessaires, de veiller à leur adéquate mise en application. Il conviendra aussi d’en tirer le bilan à la fin de la mandature qui débutera en 2012 puis de préparer de nouveaux PCD. Les Conseils communaux seront renouvelés en septembre 2012 dans le cadre de la mise en application de la nouvelle Constitution. De nouvelles élections devraient donc avoir lieu 5 ans après, en 2017.

Les actions proposées pourront prendre différentes formes: 1) suivi des PCD élaborés en 2010 et 2011, 2) réalisation d’un bilan-évaluation de la démarche de planification participative, 3) élaboration d’une nouvelle série de Plans Communaux, 4) réalisation d’actions spécifiques en direction des femmes, 5) appui aux projets de coopération décentralisée, 6) mise en fonctionnement des commissions communales "Parité et égalité des chances".

1-2. Appuyer une dynamique régionale nouvelle en direction des jeunes

Dans le cadre de la dynamique régionale lancée en 2011, les actions seront étendues à 6 Provinces du sud : Taroudannt, Tata, Tinghir, Ouarzazate, Tiznit et Agadir.

Afin de consolider cette dynamique et promouvoir la concertation pluri-acteurs dans la zone sud, des actions pourront réalisées dans les domaines suivants : 1) la formation des jeunes, 2) les échanges d’expériences et de bonnes pratiques entre jeunes, 3) la création d’espaces de concertation des jeunes dans chaque province, 4) la création d’un Comité régional de l’ESS.

AXE II – RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS

ET ACCÈS AUX DROITS

Cette composante comprend à la fois la création du Centre International du Co- Développement Durable (CICODEV), et l’organisation de formations pour les différentes catégories d’acteurs locaux. Dès 2012, l’ensemble des formations réalisées, ou pilotées par M&D, contribuera à la préfiguration des activités du Centre international, qui seront organisés au sein de la Maison de Développement.

## Composante 2 – Renforcement des capacités

2-1. Réaliser les formations par catégories d’acteurs

Ces *formations*, sous forme de sessions et d’ateliers de 1 à 3 jours, démarreront dès 2012 et concerneront, en particulier, les acteurs du développement territorial (élus, fonctionnaires, responsables d’ONG etc.), les producteurs agricoles, les professionnels de santé, les professionnels du tourisme, mais aussi les migrants impliqués dans des démarches de codéveloppement,

Le dispositif devra rester *souple* et le programme *adaptable*. Durant les 9 années du PACT 2 (2012-2020), des formations spécifiques pourront être organisées en fonction des demandes et des besoins identifiés au fur et à mesure. Ces formations pourront concerner : 1) les acteurs du développement local, 2) les élus et les fonctionnaires territoriaux, 3) les producteurs agricoles, 4) les personnels de santé, 5) les acteurs du développement touristique, 6) les migrants souhaitant agir pour le développement de leur pays d’origine.

2-2. Organiser des échanges croisés

Des *échanges croisés* devraient être réalisés entre la France et le Maroc, mais également entre le Maroc et les autres pays du Maghreb, Algérie et Tunisie. Ces échanges devraient toucher toutes les catégories d’acteurs en fonction des besoins d’une part, et des opportunités d’autre part.

2-3. Poursuivre le soutien à l'éducation

Il s’agirait de poursuivre le soutien aux Ecoles Non Formelles (ENF), implantés par M&D dans les villages ne disposant pas d'école primaire, pour garantir le droit à l'éducation. Cette activité continuera à toucher, au minimum 8 ENF. Mais il s’agit aussi de faire en sorte que les instituteurs deviennent des *animateurs de développement*, relais entre M&D et les villages (environnement, santé etc.).

Pour le PACT 2, M&D œuvrera avec ses partenaires pour la mise en place de jardins d'enfants et de classes de préscolaires, pour assurer une préparation optimale à une bonne intégration scolaire des enfants des zones de montagnes.

2-4. Sensibiliser et former les acteurs locaux sur le thème de l’accès aux droits

L’approche des droits de l’Homme, qui sous-tend le travail de M&D devrait être plus et mieux explicitée. Au vu des réformes politiques que connaît le Maroc et du renforcement progressif des acquis démocratiques, M&D et ses partenaires devront agir pour une *promotion plus* *efficace de l’approche « Accès aux droits »,* à la fois dans ses projets et auprès de ses partenaires, Communes, associations, coopératives, mais aussi administrations.

Une *convention de partenariat* devrait être prochainement négociée avec le Conseil Régional des Droits de l’Homme pour la mise en place d’un programme orienté principalement vers les jeunes, notamment les lycées pour les sensibiliser à la culture des droits de l’Homme et aux valeurs citoyennes. Ceci devrait contribuer à initier les jeunes à la chose publique et à les intéresser à adhérer à une *citoyenneté positive* en agissant dans la « cité » et en menant des actions de lutte contre la corruption, en s’organisant en force de proposition envers les institutions.

Cette action viserait, en filigrane, à faire émerger, à moyen terme, une élite imprégnée de la culture des droits de l’homme et de bonne gouvernance locale et qui, potentiellement, pourrait être à la commande des institutions de la société civile, voire des institutions représentatives (collectivités territoriales, chambres consulaires etc.) et qui seront en phase avec les dispositions de la nouvelle Constitution marocaine.

AXE III – DÉVELOPPEMENT DE L’ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Il s’agit de favoriser la *création d’emplois* et la *génération de ressources monétaires* dans le cadre de structures de l’économie sociale et solidaire (ESS) telles que coopératives, groupements, associations de producteurs et de productrices. Il inclut également un volet, nouveau, de *promotion des mutuelles*.

Cet axe concerne également les *investissements de codéveloppement* réalisés par des migrants installés en France et qui décident d’investir dans leur région d’origine, comme cela a été fait durant le PACT 1, par les migrants qui ont construit les auberges rurales.

## Composante 3 : Développement des filières agricoles

3-1. Renforcer la filière oléicole

Les interventions antérieures se sont traduites par des formations techniques (taille, qualité) et par la création de coopératives oléicoles équipées de matériel moderne, plus performant, permettant de produire une huile conforme aux standards internationaux.

Les interventions dans le domaine oléicole devraient se poursuivre compte tenu de la très forte demande de la part des oléiculteurs traditionnels, de l’importance économique, mais aussi sociale, environnementale et culturelle de cette filière dans la zone (alimentation, emplois, revenus, paysages) et d’un marché national et international porteur.

Cela devrait se traduire par : 1) l’organisation de sessions de vulgarisation et de formation technique, 2) la réalisation d’ateliers pratiques de valorisation des produits dérivés des olives, 3) la constitution d’organisations de producteurs, 4) l’installation de nouvelles huileries modernes en remplacement des « mâasras » traditionnelles, 5) l ‘amélioration du conditionnement des produits, 6) la recherche de débouchés commerciaux (bio-équitable en particulier), 7) l’amélioration de la gestion des déchets.

3-2. Renforcer la filière amandes

La région dispose d’une abondante ressource en amandes, actuellement vendue à des intermédiaires des grossistes. La production locale, otage des circuits de commerce faisant peu de cas des intérêts des agriculteurs, est actuellement largement sous payée et sous valorisée.

Des actions devraient être initiées en particulier : 1) la réalisation d’une étude de la filière, 2) la constitution d’organisations de producteurs, 3) la formation, 4) l’installation de casseries et d’huileries d’amandes, 4) le conditionnement et 5) la recherche de débouchés.

3-3. Développer la filière plantes aromatiques et médicinales

Le potentiel de la région en matière de biodiversité végétale est très important et il existe une forte tradition d’utilisation des plantes aromatiques et médicinales au niveau domestique. Ce domaine concerne plus particulièrement les groupements et coopératives de femmes.

Les actions pourraient toucher : 1) la formation technique des femmes, 2) le renforcement des coopératives féminines de production et transformation, 3) l’installation de distilleries artisanales, 4) la diversification des productions, 5) l’amélioration de la commercialisation (bio équitable).

3-4. Poursuivre le renforcement de la filière safran

Cette filière représente la meilleure opportunité économique pour les producteurs situés dans la région de Taliouine. Les actions entreprises lors du PACT 1 ont donné de bons résultats. Il s’agirait donc de les poursuivre afin de renforcer la filière en partenariat avec les institutions de l’Etat (Agriculture, INRA, ORMVA).

Ces actions pourraient concerner : 1) l’accompagnement des coopératives, 2) le regroupement en structures économiques de 2° niveau (GIE), 3) la mise en place d’une marque unique, 4) la formation, 5) la mise en place d’une organisation interprofessionnelle et 6) le partenariat avec les réseaux du commerce équitable.

3-5. Diversifier les productions agricoles

Le but de cette action nouvelle est de continuer à diversifier les revenus de la population locale à partir de : 1) ressources végétales peu ou pas valorisées, telles que les *figues de barbarie*, les *coings* ou les *câpres*, 2) productions traditionnelles qui devraient être modernisées comme la production de *miel* et 3) productions inexistantes dans la zone et qui pourraient permettre la génération de revenus importants, comme la production des *œufs* et des *poulets fermiers* (dits « beldi »).

3-6. Appuyer la commercialisation des produits

Cette activité devrait revêtir une grande importance, à l’avenir, en raison des difficultés récurrentes rencontrées par les producteurs pour commercialiser leurs produits au juste prix.

L’effort devrait porter à la fois sur : 1) la création d’infrastructures de commercialisation, telles que des magasins ou boutiques spécialisées (*boutiques solidaires*), 2) l’amélioration de la qualité, 3) la création d’un label, 4) l’organisation d’évènements à forte charge promotionnelle comme le Festival du safran, 5) la constitution d’une force de vente spécifique.

3-7. Faciliter l’accès au crédit

Les activités économiques développées dans le cadre du PACT, qu’il s’agisse du safran, de l’huile d’olive ou de l’argan sont des *activités rentables*. Les producteurs peuvent, et doivent, en tirer un bénéfice. Il est donc normal que les investissements ne soient pas subventionnés. Par ailleurs, les producteurs, en particulier les producteurs de safran, souffrent du manque de liquidités au moment de la production. Les coopératives ont besoin d’avoir un accès facilité à des *fonds de roulement.*

Il s’agirait donc, dans le cadre du PACT 2, de voir de quelle manière et dans quelles conditions mettre en place une procédure permettant aux coopératives d’avoir accès à ces fonds.

## Composante 4 – Développement du tourisme rural

Le tourisme rural, fort peu développé il y a 10 ans dans la région, et qui ne profitait pas aux populations locales et qui était concentré sur certains pôles, s’est fortement développé ces dernières années en particulier grâce aux investissements des migrants dans leurs villages d’origine.

L’intervention dans ce domaine devrait se poursuivre, car la conjoncture internationale est favorable avec la fermeture au tourisme de nombreuses destinations (Sahel, Moyen-Orient etc.), les potentialités sont immenses et les perspectives de création d’emplois et de valorisation des produits locaux très importantes.

Cela pourrait se traduire par: 1) la mise en place de nouvelles structures d'accueil touristique, 2) la création de nouvelles activités pour diversifier l’offre, 3) l’accompagnement de l’association “Taliouine pour le développement touristique”, 4) la collaboration à la mise en place des “pays touristiques”, 5) la promotion du tourisme rural régional, car, malgré ses potentialités et l’existence d’un réseau d’auberges rurales, de maisons et de chambres d’hôte qui se densifie, la promotion du tourisme de la région reste très déficiente, 6) la réalisation d’outils (topoguides).

Note : Pour la formation des acteurs du tourisme, qui représente un besoin très important, voir la Composante « Renforcement des capacités ».

## Composante 5 – Développement des activités économiques des femmes

Une action prioritaire doit être menée dans ce domaine pour augmenter la valeur ajoutée des produits, créer de l’emploi local et générer des revenus additionnels aux familles. Elle pourrait s’appuyer sur des transferts de savoir-faire et mettre l’accent sur la formation de formatrices (monitrices) en lien avec le futur CICODEV.

Les productions agricoles locales sont abondantes et très diversifiées : safran, olives, fruits secs (noix, amandes), câpres, légumes, fruits (coings, pommes, dattes), miel, cire d’abeille, plantes aromatique, lait. Les organisations de femmes pourraient valoriser bien davantage ces produits si elles connaissaient les techniques de transformation et de conditionnement et si elles disposaient des équipements artisanaux de transformation.

Les activités qui pourraient être développées sont les suivantes: 1) le renforcement des organisations féminines, 2) l’amélioration de la qualité de l'offre artisanale féminine, 3) la formation professionnelle des femmes, 4) la diversification des activités de transformation locale des produits, 5) les échanges nord sud et sud sud et 6) le lien avec les réseaux de l'économie sociale et solidaire et du commerce équitable.

AXE 4 – PRÉSERVATION DE L’ENVIRONNEMENT

AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

## Composante 6 – Amélioration de l’accès à l’eau potable et à l’assainissement

Cette composante concerne à la fois les infrastructures (eau potable et assainissement) que M&D se propose d’améliorer et les actions à réaliser dans le domaine de la protection de l’environnement.

6-1. Réaliser de nouveaux réseaux d'eau potable et d'assainissement environnemental

La généralisation de l’installation des réseaux d’eau potable dans les villages a induit une augmentation de la consommation d’eau, ce qui pose maintenant des problèmes d’assainissement liquide.

Il s’agit maintenant d’améliorer la gestion des réseaux existants et de créer de nouveaux réseaux en construisant simultanément les réseaux d’eau potable et d’assainissement (économie de travaux). Le programme visera à diffuser les solutions écologiques d’assainissement. Les projets déjà réalisés lors du PACT 1 pourront servir de points d’information et de démonstration.

## Composante 7 – Préservation de l’environnement, utilisation des technologies appropriées

7-1. Eliminer les déchets solides

Ces activités concernent la propreté des villages (élimination des décharges sauvages qui nuisent à la santé, donnent une mauvaise image aux touristes).

Elles concernent aussi la récupération des déchets, en particulier les déchets plastiques, qui dégradent considérablement les abords de certains douars. Les municipalités doivent être directement impliquées et les habitants doivent s’organiser (comités Propreté dans chaque douar).

7-2. Promouvoir les énergies renouvelables

Dans une région où le potentiel de production de l’énergie solaire est immense, les installations de pompage de l’eau et d’éclairage public (mairies, écoles, dispensaires, places etc.) utilisent des combustibles fossiles que le pays doit importer.

Il s’agirait de réaliser, en partenariat avec diverses institutions marocaines et avec l’appui d’organisations françaises et/ou européennes, la promotion et le développement de ces technologies, à commencer par l’exhaure et l’éclairage public, mais aussi l’éclairage solaire des écoles de montagne dans les douars encore privés d’électricité.

L’action consisterait à montrer, par le biais d’*installations pilotes*, l’usage qui pourrait être fait de l’énergie solaire, puis à assurer la sensibilisation, l’information et la diffusion de cette technologie. Une entreprise spécialisée portée par un migrant, pourrait voir le jour.

7-3. Promouvoir la construction en matériaux locaux améliorés

La construction traditionnelle de toute la zone est en terre (banco) et toutes les constructions nouvelles sont en béton armé.

Les technologies et les savoir-faire existent pour développer l’utilisation de matériaux locaux améliorés, tels que les briques de terre stabilisée. Des entreprises et des bureaux d’étude marocains sont en pointe sur le thème (Institut de la Terre de Marrakech). La France dispose aussi d’une bonne expérience dans ce domaine (Université de Grenoble).

Il s’agit de réaliser quelques *constructions pilotes écologiques,* à faible coût, intégrant aménagement paysagé, matériaux locaux de construction, utilisation de l’énergie solaire et économie d’eau. Le bâtiment abritant le Centre de formation de Taroudannt pourrait constituer le premier chantier et devenir, par la suite, une vitrine de ces technologies adaptées.

7-4. Assurer le maintien de la fertilité des sols

Les agriculteurs des zones de montagne de la région utilisent le fumier comme base de la fertilisation et, souvent comme seul fertilisant. La technique de *fertilisation organique* peut être améliorée.

Par ailleurs, l’extension des superficies cultivées grâce à l’irrigation, demande bien davantage de fertilisants. Les agriculteurs, qui n’en disposent pas en quantité suffisante, devront, soit utiliser des engrais chimiques, ce qui n’est pas souhaitable, soit améliorer les performances de leurs engrais organiques, soit trouver de nouvelles sources de fertilisants. Les actions proposées devront contribuer à trouver des solutions à ce problème, qui devrait être encore aggravé par le changement climatique, et à les mettre en place.

Note: Ces actions pourront, par la suite, être réalisées dans le cadre du *Centre pilote d’agro-écologie*, élément important du CICODEV en préparation.

7-5. Développer les plantations

Cette activité est encore peu développée dans la zone, malgré quelques opérations exemplaires, mais ponctuelles (chantiers de reboisement associant jeunes marocains et jeunes français).

Elle a pris une ampleur nouvelle, en 2011, avec la plantation de près de 20 000 arbres fruitiers distribués aux agriculteurs de la zone. En complément des espèces fruitières, une recherche pourrait être effectuée pour l’utilisation d’*espèces forestières* adaptées au reboisement en zone semi-aride. Une articulation pourrait être trouvée avec l’association Forêt Méditerranéenne.

Le programme pourrait se fixer comme objectif minimum la plantation de 10 000 plants par an, soit *90 000 arbres* sur la période du PACT 2.

7-6. Développer l’irrigation en économie d’eau

Il s’agit de favoriser l’extension des zones de production agricole par le creusement de nouveaux puits et l’installation de nouveaux réseaux d’irrigation dans les douars où il existe un réel besoin, des terres disponibles et des AV dynamiques, désireuses de porter ce type de projet. Il s’agit en parallèle de développer, avec l’appui de l’Etat marocain, la technique du goutte à goutte qui permet de substantielles économies d’eau.

L’objectif du PACT 2 est de parvenir à *2000 hectares* nouvellement irrigués durant la période 2012-2020 (1 nouveau projet de 2 à 300 ha par an).

7-7. Préserver la ressource en eau par mini-retenues collinaires

Pour se préparer au changement climatique, il est tout aussi essentiel de développer les techniques permettant à la fois d’approvisionner les nappes phréatiques et de disposer de nouvelles ressources en eau pour l’agriculture (maraîchage), et ceci sans gros investissements.

La technique des impluviums utilisant des bâches plastiques, bien moins onéreux que les barrages collinaires, paraît bien adaptée pour approvisionner des bassins de 500 à 1000 M3.

**AXE V – IMPLICATION DES MIGRANTS DANS LE CODÉVELOPPEMENT**

## Composante 8 – Renforcement des organisations de migrants

Les actions concernent le soutien à l’organisation des migrants en France et l’articulation avec les actions de développement au niveau des villages et des Communes rurales. Cette composante concerne, par ailleurs, l’appui à l’investissement des migrants dans des activités génératrices de revenu au Maroc.

8-1. Renforcer les organisations de migrants en France

Pour les années à venir, les actions menées avec les associations de migrants seront étendues à tout le territoire français: structuration de groupes de migrants en associations, accompagnement pour le montage de projets, animation du réseau, appui à la constitution d’associations-relais (ou pôles de compétences).

8-2. Favoriser les investissements des migrants au Maroc

Dans le prolongement des formations ECOPTER et dans le cadre du projet FACE-Maroc, la démarche visera à croiser la demande des territoires, au travers notamment des Plans Communaux de Développement, avec l’offre de création d’entreprises ou d’appui à des activités génératrices de revenus réalisé par les émigrés. L’action sera réalisée, dans un premier stade, dans le cadre du projet FACE-Maroc piloté par la Fondation IntEnt, d’accompagnement des marocains résidant à l’étranger dans la concrétisation de leurs projets économiques.

L’objectif serait de concrétiser au moins 2 projets par an, soit *18 projets* sur la période du PACT.

AXE VI – DIFFUSION DE L’EXPERIENCE DE M&D

## Composante 9 – Capitalisation et diffusion des bonnes pratiques

M&D a accumulé 25 ans d’expériences dans un territoire défini et délimité. C’est un capital considérable, peu valorisé alors que cette expérience pourrait largement servir à d’autres acteurs du développement local, au Maroc comme à l’étranger.

9-1 - Créer un Centre international de formation au codéveloppement durable (CICODEV)

Le projet de création d’une structure spécifique chargée de la formation, qui pourrait valoriser l’expérience accumulée par M&D depuis 25 ans, est une idée ancienne. Elle a été lancée formellementlors de l’Atelier du Forum Mondial Migrations et Développement de septembre 2011 à Taroudannt. Le Gouverneur de la Province de Taroudannt appuie l’initiative. L’Université d’Agadir a donné un accord de principe pour l’installation du Centre International sur le terrain du campus de la Faculté de Taroudannt.

Le dispositif d’ensemble du Centre international devrait être constitué, sous réserve de validation par l’étude de faisabilité, de 5 éléments étroitement articulés entre eux :

* Une unité centrale installée à Taroudannt dans le campus de la Faculté pour les formations théoriques ;
* Un lieu de formation de terrain à Taliouine à la Maison du Développement ;
* Des unités périphériques décentralisées : 1) un centre pilote de formation artisanale pour les femmes, 2) un centre pilote de formation à la transformation des produits agricoles et 3) un centre pilote d’agro-écologie ;
* Un réseau de petites entreprises agricoles privées spécialisées, susceptibles d’accueillir des stagiaires pour des périodes courtes : 1) des fermes pédagogiques pour chacune des zones agro-écologiques, 2) des coopératives pilotes ;
* L’association M&D elle-même qui accueille déjà des étudiants en stage d’immersion pour des stages de 3 mois (capacité d’accueil de 12 stagiaires par an, soit une centaine pendant la durée du PACT 2)

Le Centre aura une fonction principale, *la formation* et trois fonctions secondaires, *l’information* sur le développement, la *recherche appliquée* sur les méthodes de développement comme sur les technologies appropriées et la *diffusion* des bonnes pratiques.

Il accueillera des marocains (étudiants en fin de cycle, élus, fonctionnaires municipaux, responsables associatifs, dirigeants des coopératives, dirigeants d’organisations de migrants, etc.) et des étrangers (maghrébins en particulier).

* Mise en place du Centre International
* Mise en place des Centres pilotes décentralisés (3)
* Mise en place du réseau des fermes et coopératives pilotes

9-2. Diffuser les bonnes pratiques de développement

Cela pourra se faire par le biais de publications (guides méthodologiques, fiches etc.), d’échanges, de séjours dans la structure M&D et ses projets.

9-3. Organiser et appuyer des manifestations spécifiques

S’il n’est pas possible de préciser dès à présent les manifestations qui pourraient être organisées jusqu’à la fin de la période du PACT 2, il est possible de donner quelques indications, en sachant que d’autres manifestations surgiront nécessairement.

Outre le forum Migrations et développement de mai 2012 au Maroc, M&D s’impliquera dans l’organisation du FITS Maroc 2012 en octobre ainsi que dans le Festival du Safran, organisé annuellement(fin octobre et début novembre).

Un forum de restitution de l’expérience de planification participative est prévu en 2017 à la fin du prochain mandat des Communes.

1. Rédigée à l’occasion de l’atelier de Taliouine du Forum mondial Migrations et développement de septembre 2011 [↑](#footnote-ref-1)
2. Voir l’excellente étude de Hein de Haas : “Engaging Diasporas. How governments and development agencies can support diaspora involvement in the development of origin countries” June 2006 - IMI - University of Oxford - Oxfam Novib. [↑](#footnote-ref-2)
3. Zakya Daoud, *Marocains des deux rives*, Paris, Éditions de l’Atelier, 1997 ; du même auteur, *Marocains des deux rives : les immigrés marocains acteurs du développement durable*, Casablanca, Éditions Paris-Méditerranée, Tarik Editions, 2005. Yves Bourron, *Jamal : Un migrant acteur du développement*, Editions PubliSud, 2011. [↑](#footnote-ref-3)
4. Natasha Iskander, *Innovating Government: Migration, Development, and the State in Morocco and Mexico, 1963-2005*, Thèse de doctorat, MIT, Sloan School of Management, 2005. Thomas Lacroix, *Les réseaux marocains du développement : géographie du transnational et politiques du territoire*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2005. Du même auteur: “*Creative State : Forty Years of Migration and Development Policy in Morocco and Mexico”,* ILR/Cornell Paperbacks, Cornell University Press, 2010. [↑](#footnote-ref-4)
5. Signé entre le ministère des Affaires étrangères marocain et M&D, cet accord offre la possibilité d’agir sur le territoire marocain, tout en maintenant son statut juridique d’association française. [↑](#footnote-ref-5)
6. Une Commune rurale regroupe de 20 à 30 villages. [↑](#footnote-ref-6)
7. « Evaluation Capitalisation des Initiatives Locales de développement de la province de Taroudannt » – Coordination J-M. Collombon GRET 2000 [↑](#footnote-ref-7)
8. C’est ce processus que le sociologue brésilien Paolo Freire appelle la « conscientisation », la prise de conscience par le peuple de sa propre situation et de son pouvoir de la changer. [↑](#footnote-ref-8)
9. Le slogan de la campagne publicitaire de Western Union : *« les immigrés ne transfèrent pas que de l’argent ! »* recouvre une réalité profonde : les émigrés transfèrent aussi des modes de vie (rapport à la santé, à l’éducation notamment des filles, jusqu’à la fécondité par la comparaison des tailles des familles entre celles qui reviennent en vacances chaque été et celles du village), des attitudes devant les autorités, etc… [↑](#footnote-ref-9)
10. Viaggi Solidali (Italie), Couleurs Sensations et Croq’Nature (France) [↑](#footnote-ref-10)
11. Ces voyages-tests ont mobilisé 156 randonneurs-touristes en 15 groupes d’une dizaine de personnes chacun [↑](#footnote-ref-11)
12. Le MAEE puis le MIIINDS, puis le ministère de l’Intérieur [↑](#footnote-ref-12)
13. Tourisme For Development [↑](#footnote-ref-13)
14. Source : Jean Baetz, administrateur de M&D, pour l’ensemble des informations sur l’assainissement liquide. [↑](#footnote-ref-14)
15. Rapport INRA 2010 [↑](#footnote-ref-15)
16. Sur la base de 17 000 Dh (1 545 €) le kg en 2008 et en 2009, de 13 000 Dh (1 182 €) en 2010 et de 12 000 Dh (1 091 €) le kg en 2011 [↑](#footnote-ref-16)
17. Ce même kg de safran aura exigé 24 h de travail : 5 h de travail pour la récolte dans le champ (72 fleurs/minute) et 19 h pour le triage (19 fleurs/minute) sans compter le travail d’entretien et d’arrosage des safranières [↑](#footnote-ref-17)
18. Propos entendus, lors des enquêtes de terrain, dans la bouche d’un bon connaisseur de la filière. [↑](#footnote-ref-18)
19. Source ORMVAO [↑](#footnote-ref-19)
20. Ces actions promotionnelles ont permis la commercialisation de 8 kg de safran de la coopérative de Taliouine auprès de la *CTM Altromercato* pour un prix de 3 800 €/kg (ce qui représente un triplement du prix-producteur depuis 2007). [↑](#footnote-ref-20)
21. Une première commande est en cours. Elle pourrait être de 30 et 40 kg [↑](#footnote-ref-21)
22. M&D a réalisé différentes actions d’appui dans ce domaine : 1) Mise en relation de la coopérative Tifawet avec un réseau de commerce équitable au Canada, 2) Appui à la coopérative Tifawet et à la coopérative Taliouine pour participer au salon du CRSMD en Allemagne en mai, 3) Appui à la coopérative de Taliouine pour participer au Festival de l’amandier à Tafraout en mai. [↑](#footnote-ref-22)
23. Complétée en 2012 pour certaines des auberges rurales [↑](#footnote-ref-23)
24. Créée par *Mahjoub Bajja*, un guide touristique, ancien salarié de M&D, excellent connaisseur de la zone et Annie Lavaux [↑](#footnote-ref-24)
25. Croq’Nature et Couleurs Sensation en France, Viaggi Solidali en Italie [↑](#footnote-ref-25)
26. Confirmé par le document « Vision stratégique 2020 » produit par le ministère du Tourisme. [↑](#footnote-ref-26)
27. Ce chiffre doit être nuancé, car tout dépend de l’état de la maison au départ et des travaux engagés par le propriétaire. Dans le cas de la maison d’hôte d’Ali Boutzma à Talmoute, qui parait plus conforme à la moyenne, le coût par lit n’a été que de 14 000 Dh, soit 1270 € par lit. [↑](#footnote-ref-27)
28. En réalité, l’action pour la constitution des *Associations villageoises*, menée dans les années 80 et 90, a déjà porté sur la gouvernance locale, au niveau du village. [↑](#footnote-ref-28)
29. En février 2012, un Plan Communal est encore en cours d’élaboration. [↑](#footnote-ref-29)
30. Informations tirées de la fiche rédigée par M&D sur ce sujet à l’occasion du 5° forum mondial de l’ONU sur les migrations et le développement, organisé à Taliouine en septembre 2011 [↑](#footnote-ref-30)
31. Convention signée en 1998 entre le ministère de l’Education nationale et M&D [↑](#footnote-ref-31)
32. Association de Tourisme Equitable et Solidaire, basée à Paris, qui regroupe une vingtaine d’agences associatives de tourisme qui pratiquent un tourisme responsable et solidaire. M&D en fait partie. [↑](#footnote-ref-32)
33. Chaque élève du CFA de La Roche-sur-Yon apporte une contribution de 300 €. La région des Pays de Loire apporte au CFA une subvention de 15 à 20 000 € [↑](#footnote-ref-33)
34. Les informations de ce paragraphe sont tirées de la fiche correspondante élaborée par M&D pour l’atelier de Taliouine « Rôle des associations de migrants dans le développement ». Elles reprennent, en prenant les femmes comme cible, une partie des informations traitées dans les chapitres précédents, en particulier le chapitre sur les activités génératrices de revenus. [↑](#footnote-ref-34)
35. Enquête M&D de février 2012 auprès de 5 foyers féminins créés entre 2005 et 2007. [↑](#footnote-ref-35)
36. Voir également, à ce sujet, le chapitre sur les Communes rurales. [↑](#footnote-ref-36)
37. Depuis sa création en 1986 et la mise en place des premiers projets d’adduction d’eau potable ou l’électrification, M&D a imposé une règle unique de cofinancement : les villageois apportent 40% et M&D trouve les 60% [↑](#footnote-ref-37)
38. Le processus d’élaboration des Plans Communaux de développement constitue un bon exercice de concertation multipartenariale. [↑](#footnote-ref-38)
39. C’est pendant l’été, au moment où les migrants reviennent au village avec leur famille, que les projets s’élaborent collectivement. Les mois d’été sont un moment intense où se matérialise le lien entre migrants et villageois. [↑](#footnote-ref-39)
40. Programme Concerté Maroc, regroupant les associations françaises et les associations marocaines [↑](#footnote-ref-40)
41. Programme Global d’Action Maroc mis en place par M&D avec principalement l’appui du Ministère français des Affaires étrangères. [↑](#footnote-ref-41)
42. Eau Potable et Assainissement Environnemental [↑](#footnote-ref-42)
43. La Jemâa est la forme traditionnelle de gouvernance villageoise. Elle regroupe, parmi les villageois, sur un mode informel les hommes, âgés, riches. Depuis la nuit des temps, la Jemâa prend en charge les problèmes collectifs du village : irrigation et travaux communs, fêtes, conflits internes… Sous l’impulsion de M&D, se sont créées des Associations villageoises (AV), au fonctionnement plus formalisé, qui se sont ouvertes aux jeunes, aux migrants. Les relations entre Jemâa et AV sont complexes et parfois difficiles. Dans les cas les plus harmonieux, les Jemâa fonctionnent comme conseil de sages aux cotés de l’AV. [↑](#footnote-ref-43)
44. Les investisseurs n’ont pas lancé d’appel d’offre auprès des entreprises qu’ils ont choisi et avec qui ils ont fait des contrats de gré à gré [↑](#footnote-ref-44)
45. Une opération de classement de ces auberges est actuellement à l’étude par le ministère du Tourisme [↑](#footnote-ref-45)
46. « *Le travail est maintenant dans les ordinateurs, pas sur le terrain* » a-t-on entendu de la part des anciens. [↑](#footnote-ref-46)
47. La collecte d’informations quantitatives est en soi difficile. La réticence à chiffrer est générale, car il y a toujours une suspicion de contrôle. Rappelons qu’historiquement, et sous tous les cieux, la statistique a été inventée par les Etats pour recruter des hommes pour l’armée et prélever des impôts. [↑](#footnote-ref-47)
48. En signe de reconnaissance de son travail, le Gouvernement marocain a signé un accord de siège en juin 1999 avec l’association. [↑](#footnote-ref-48)
49. Certains paragraphes particulièrement intéressants sont cités intégralement [↑](#footnote-ref-49)
50. La première en octobre-novembre 2009 et la seconde, destinée à préciser et actualiser les données, en février-mars 2012 [↑](#footnote-ref-50)
51. Abderrazak Elhajri [↑](#footnote-ref-51)
52. Denis Jacquot [↑](#footnote-ref-52)
53. Sur un total de 16 salariés (décembre 2011) 13 ont la nationalité marocaine, 2 ont la nationalité française et 1 est binationale (franco-ivoirienne) [↑](#footnote-ref-53)
54. Telles que l’incorporation de Mohamed Fasfate, émigré à Marseille, dans l’équipe salariée. [↑](#footnote-ref-54)
55. Selon le recensement général de 2004. Même si certaines Communes rurales défavorisées se dépeuplent, il est certain que le nombre d’habitants est actuellement plus élevé. [↑](#footnote-ref-55)
56. Coordination Jean-Marie Collombon – GRET Paris - Novembre 2000 [↑](#footnote-ref-56)